

LA CRISE ENTRE PARIS ET MOGADISCIO

Le président Syaad Barre assure que la Somalie « ne veut pas obtenir Djibouti par la force »

Le président Syaad Barre, chef de l'Etat somalien, a pris la parole, le vendredi 6 février, dans une manifestation de masse à Mogadiscio. Condamnant l'agression française, il a déclaré : « Depuis six ans, la révolution somalienne s'attendait à cette attaque, mais elle ne se laissera pas abattre. » Le président Syaad Barre a ajouté : « Nous croyons que le canon n'est pas la solution au problème. Nous croyons au dialogue pour régler les différends avec nos voisins. Nous répons, une fois de plus, que la Somalie ne veut pas obtenir par la force la Côte française des Somalis, ne l'envahira pas et ne la réclame pas. Elle ne veut que voir accorder à sa population le droit à l'autodétermination et la liberté de choisir son avenir. La France, qui connaît parfaitement notre position, a préféré l'agression et le sang à notre amitié. » Le président somalien a, demandé à l'ONU, à l'OUA, et à la Ligue arabe d'envoyer des observateurs à Loyada, où s'est produit l'affrontement du 4 février, pour y constater les atrocités commises par les troupes coloniales françaises.

L'envoyé spécial de l'Agence France-Presse, qui s'est rendu sur place, écrit à ce propos : « Le village somalien de Loyada est toujours debout et n'a apparemment subi aucun bombardement d'artillerie ou d'aviation. Le journaliste a fait cette constatation en survolant en hélicoptère la zone frontalière. Par ailleurs, l'ambassadeur de Somalie à Paris a été reçu samedi matin, à 10 h. 30, par le ministre des affaires étrangères. Le diplomate, qui s'était entretenu vendredi soir, par téléphone, avec le président Syaad Barre, a déclaré : « Le président est inquiet de voir que, au moment où la Somalie fait son possible pour obtenir la libération de l'entant, la France poursuit ses provocations, envoyant des forces aériennes et navales dans la région, concentrant ses troupes comme si elle se préparait à une agression. »

● A DJIBOUTI, M. Ali Aref, président du conseil du gouvernement du Territoire, a déclaré vendredi à l'Agence France-Presse : « La Somalie est entièrement responsable des événements. Nous avons un voisin qui nous agresse à travers des agents à sa solde. » M. Ali Aref a accusé la Ligue populaire africaine pour l'indépendance d'une collusion avec Mogadiscio. Le président de la L.P.A., M. Hassan Gouled, a assuré le même jour : « Nous voulons notre indépendance en commençant de façon pacifique, mais, si la situation dans le Territoire nous oblige à nous battre, nous le ferons. » Il a ajouté : « Il ne saurait être question d'un référendum. Nous n'avons jamais admis celui de 1967, avec lequel a débuté notre opposition. »

● A NAIROBI, l'ambassadeur d'Ethiopie au Kenya, M. Mengiste Desta, a condamné les « visées expansionnistes de Mogadiscio. Il a notamment

déclaré : « La Somalie est en train de s'armer jusqu'aux dents, bien au-delà des besoins de sa défense, afin de faire aboutir par la force ses revendications sur les territoires voisins. » Le diplomate a précisé qu'Addis-Abeba était « hostile à toute ingérence extérieure risquant d'interrompre le processus d'autodétermination des Afars et des Issas ».

● A ALGER, le quotidien El Moudjahid a titré vendredi en première page : « La France en accusation. Le corps expéditionnaire s'apprête à agresser la Somalie. » L'Agence Algérie-Presse a assuré que « Paris trouve enfin un prétexte pour contraindre sérieusement l'accession à l'indépendance du Territoire ».

Enfin, les consultations entre les membres du Conseil de sécurité sur la plainte française et la plainte somalienne ont été reportées au lundi 9 février.

La Ligue populaire demande la fin de la « répression coloniale française »

La conférence de presse tenue vendredi 6 février à Paris par le secrétaire général de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.), M. Mohammed Ahmed Issa, dit Cheiko, sous les auspices du Comité pour l'indépendance de Djibouti (1), a été transformée, du fait de la présence d'un groupe important d'étudiants originaires du Territoire, en un véritable meeting.

M. Mohammed Ahmed Issa, après avoir dénoncé la « responsabilité des autorités françaises », a lancé un appel « à tous les dé-

mocrates pour qu'ils appuient davantage notre lutte contre l'agression et la répression de l'armée coloniale française ». La L.P.A. demande la suppression du camp de concentration « de Guestru (2), dans le cercle d'Al-Sabieh, l'arrêt immédiat des rafles, des déportations, des liquidations et des tortures et l'octroi d'une indépendance totale sans base étrangère et sans troupes françaises.

C'est alors que les étudiants interviennent. Partisans, à l'évidence, de la lutte armée, ils somment le secrétaire général de la L.P.A. de dire publiquement pour quelles raisons il restait encore dans la légalité. « Vous, les jeunes, je sais ce que vous pensez, leur lance l'orateur. Vous voulez, et vous détestes la France, étudiez-vous ici et participez-vous à sa culture ? »

M. Mohammed Ahmed Issa réclame ensuite la libération des deux dirigeants de son parti arrêtés jeudi à Djibouti. Il se défend d'avoir des relations directes avec le Front de libération de la Côte des Somalis, responsable de la prise d'otages, mais il ajoute que, si les autorités françaises persistaient dans leur politique actuelle, « il ne voyait aucune raison de ne pas faire alliance avec le Front ».

M. Mohammed Ahmed Issa rappelle que, le 22 mai dernier, la L.P.A. avait remis, en vain, au gouvernement français un mémorandum réclamant l'ouverture de négociations pour l'indépendance du Territoire. Il fit savoir qu'il ne pensait aucun compromis, actuellement, avec le régime de Paris, étant donné que le régime français n'avait pas assisté au congrès du P.C.F. Des représentants des partis communiste et socialiste, présents dans la salle, apportèrent leur appui au secrétaire général de la L.P.A.

Le soir, parlant au meeting organisé par la L.P.A. à Nanterre pour plusieurs délégations étrangères, M. Ahmed Issa a précisé que la prise d'otages en otage est condamnable, mais que, si on lui refuse l'indépendance, les rafles et autres opérations d'« assainissement » auxquelles se livrent les « séides d'Ali Aref ».

LE DÉLÉGUÉ SOMALIEN AU CONGRÈS DU P.C.F. : les provocations tiennent à notre option socialiste.

Prenant la parole à la Maison de la chimie, au cours d'un des meetings organisés vendredi soir par le parti communiste français en faveur de la révolution de Somalie, M. Ahmed Issa a précisé que la prise d'otages en otage est condamnable, mais que, si on lui refuse l'indépendance, les rafles et autres opérations d'« assainissement » auxquelles se livrent les « séides d'Ali Aref ».

« Les multiples provocations dont nous avons été l'objet ces derniers jours s'expliquent par le fait que nous représentons un Etat ennemi à la corne orientale de l'Afrique. La tension avec le gouvernement français, le véritable engagement militaire qui a eu lieu avec les troupes françaises, s'inscrivent dans ce cadre. Concernant les incidents qui viennent de se dérouler, notre position est claire. Nous avons, dès les premières heures, exprimé notre réprobation devant le rapt des enfants. Nous avons aussi réaffirmé à maintes reprises que nous n'entendons pas de revendications territoriales sur Djibouti. Nous demandons seulement que le choix de la population puisse s'exprimer librement et que cessent les humiliations dont sont victimes nos frères et nos sœurs dans ce territoire. »

M. Warsama, vivement applaudi par une salle nombreuse, a conclu : « Exigez avec nous la libération immédiate de tous les détenus politiques à Djibouti. »

(1) 48, rue de Valenciennes, 75006 Paris.
(2) S'étant rendu sur place avec un groupe de journalistes, l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse écrit : « L'endroit est habité par un petit nombre de réfugiés somaliens, de soldats autochtones logés dans une maison de style traditionnel, au milieu du désert. En réponse aux demandes répétées, nous avons survolé en hélicoptère à très basse altitude un large secteur : il y a troupe un camp de concentration, il est remarquablement camouflé. »

M. Olivier Stirn : nous garantirons l'intégrité du Territoire même au prix d'un effort militaire

A la suite des déclarations faites le vendredi 6 février, à Paris, par M. Samantar, ambassadeur de la République de Somalie en France (le Monde du 7 février), M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a fait la mise au point suivante :

« Je me garderai, pour ma part, de faire des commentaires sur les



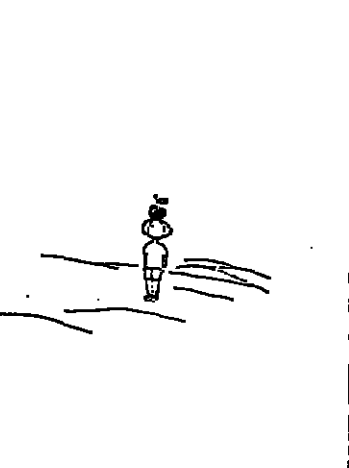
(Dessin de PLANTU.)

problèmes intérieurs de la Somalie et note que ce pays n'est peut-être pas le plus qualifié pour apprécier l'attitude du T.F.A. dans la mesure où apparaît, dans certaines déclarations de ses responsables, l'ambition de « récupérer » le Territoire.

« Dans le passé, et elle y a réussi, la France s'est efforcée de maintenir la paix dans cette partie du monde, d'éviter un affrontement, notamment entre l'Ethiopie et la Somalie, et de préserver la paix civile dans la coexistence d'ethnies différentes. Son ambition est de maintenir ces deux objectifs, le Territoire étant devenu Etat.

« Je ne vois pas pourquoi les événements tragiques de Loyada changeraient notre détermination. Au contraire, obtenir des garanties pour l'intégrité du Territoire demeure indispensable. Personne, me semble-t-il, ne devrait reprocher à la France de vouloir l'assurer, même au prix d'un effort militaire.

« Quant à la paix civile, la



(Dessin de PLANTU.)

colonie du gouvernement reste entière d'aider à la préparation d'institutions qui protégeront toutes les ethnies, y compris les plus petites. Ce n'est qu'une fois toutes ces garanties assurées que la procédure législative permettant une consultation de la population sera envisagée.

« Tout le monde est prêt à reconnaître que si nous n'avions pas été là la paix aurait été menacée dans le passé. Notre mission demeure à cet égard. Plus tard, quand l'Etat sera créé, les populations seront libres de choisir, à la faveur d'élections, qui elles veulent pour les gouverner. »

M. Mitterrand reproche au gouvernement de soutenir M. Ali Aref

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a rendu publique, vendredi 6 février, la déclaration suivante : « Le problème n'est pas de discuter sur l'indépendance, mais d'établir les bases sur lesquelles se feront les transferts de pouvoir. Et c'est sur ce point qu'il faut être clair. M. Ali Aref, le chef du Territoire, est une créature de l'administration coloniale. Il ne représente plus guère que lui-même, en dépit du nom d'indépendance qu'il conserve. Il faut donc au gouvernement français et des troupes métropolitaines stationnées à Djibouti.

« Trucages électoraux et provocations »

« Face au chef du Territoire, un puissant parti d'opposition, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, formation multiraciale, dirigée par un homme d'Ethiopie, M. Ahmed Dini, et par un Somali, M. Hassan Gouled Apidoun, que la police locale vient de faire brutalement arrêter. La L.P.A. revendique la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du Territoire. Ces mouvements, qui la reconnaissance de sa représentativité. C'est ce que M. Ali Aref lui refuse depuis toujours en abusant des trucages électoraux et des provocations policières. Si cette attitude n'était que de la part de l'actuel chef du Territoire, elle paraîtrait insoutenable vue de Paris, car, à défaut de reconnaître que la L.P.A. est le véritable représentant du peuple, elle le plus légitime, — le gouvernement français retient vers les mouvements insurrectionnels une part notable de l'opinion du

Le colloque islamo-chrétien de Tripoli avalise les thèses du colonel Kadhafi sur le problème palestinien

À la sortie de la salle du congrès, le Père Bormmans, pourtant l'un des cinq signataires du texte, la mine défilante, déclarait à des journalistes : « *Le seul espoir pour l'avenir de la région est de faire pour nous est de prier le Saint-Esprit.* » Au palais du Peuple, une heure plus tard, le cardinal Pignedoli, les traits du visage crispés, se précipita dans la cour du colonel Kadzafi, après avoir essayé, mais en vain, de protester contre un texte qu'il estimait n'avoir pas approuvé. Un commandant s'en était saisi et s'en était servi à sa diffusion. Le chef de l'État libyen, l'air absent, lui avai, répondit qu'il ignorait tout de l'affaire et continuait de se consacrer à ses activités.

À l'issue de la cérémonie, Mgr Piero Rossano, vice-président de la délégation du Vatican, s'est adressé à la foule et a déclaré : « *Je suis fier, et j'ai agité, nous a dit : « Je tiendrais sous peu une conférence de presse pour dévoiler les cinq points qui ont signé la déclaration musulmane. Nous collaborez étroitement, étendus et ne se rendaient pas compte de ce à quoi ils s'engageaient. Nous ne pouvons pas soustraire ces points 20 ans après. Nous ne sommes ni compléments ni mandantes pour nous prononcer sur des questions politiques. Nous l'avons dit déjà et nous le répéterons : nous ne réalit de nous débarrasser de la débris du colloque. »*

« La Palestine, le stonisme, des questions politiques? Alors donc! C'est une invention de journalistes imbécillants. Il s'agit d'un acte de pureté, de pureté, de pureté de la morale religieuse, nous déclarait peu après M. Ahmed El Cherif, ministre libyen de l'éducation nationale et chef de la délégation musulmane. Nous sommes en possession de 99 millions de dollars de biens religieux, nous sommes certains qu'ils

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission s'est glissée dans l'article paru dans le *Monde* du 6 février (page 4), sous le titre « Les Etats-Unis mettent en doute l'impartialité de la Commission des droits de l'homme ». Il fallait lire : « arabisation forcée du Kurdistan turc » et non « kurdes ».

● LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a accueilli avec un grand soulagement la décision du gouvernement islandais de ne pas rompre ses relations diplomatiques avec la Lofoten. Les derniers incidents navals et a annoncé une limitation volontaire des prises de morues dans la zone de pêche au large des côtes islandaises. Les quotas de morues passera de 139 à 105, et ces derniers limiteront à 85 000 tonnes le volume annuel de leur pêche, contre 113 000 en 1975. De plus, leurs prises de glades de poissons blancs et de saumon seront limitées à 100 tonnes.

LE PREMIER CONGRES REGIONAL DES PAYS D'AMERIQUE CENTRALE ET DES CARAIQUES a entamé ses travaux le vendredi 12 février à Mexico avec la participation de seize délégations. Selon les participants, cette rencontre devrait être une étape de la lutte des pays latino-américains pour « obtenir une seconde indépendance, par la défense et l'utilisation à leurs seuls bénéfices de leurs ressources naturelles et culturelles ». — (A.F.P.)

En tout cas, la victoire de M. Albrecht au poste de ministre-président de Basse-Saxe permet à l'opposition chrétienne - démocrate d'élargir sa majorité de une à onze voix au Bundesrat. De ce fait, la ratification des accords germano-polonais par la représentation des Länder est compromise. Le nouveau chef de gouvernement de Hanovre formera un cabinet minoritaire si ses contacts avec les autres partis sont infructueux. — (Interim.)

● **M. CAMIL DEMESTRESSCU**, hant fonctionnaire du gouvernement roumain pendant la dernière guerre, directeur de ce journal, a été arrêté par les Russes étrangers au lendemain de la chute du régime d'Antonescu en 1944, a été récemment arrêté et condamné à six ans de prison pour propagation de matériel subversif. On apprend-on à Paris. Il lui est reproché d'avoir porté des notes critiques sur un livre donnant la version officielle actuelle des événements de 1944. Roumanie, acte de Faveur prise à un ami.

Le décret-loi antiterroriste est largement amendé

C'est ainsi que les délits de terrorisme seront de nouveau de la compétence de la juridiction militaire et non plus de la compétence civile. Quant au droit militaire, la procédure dite «*interarmées*» (expéditive) qui autorise le commandement en chef à se prononcer sur les faits, sera supprimée, la procédure «*sommatrice*» habituelle représentant ses droits. Les clauses qui ne prévoient pas de sanctions pénales pour certains délits ont été éga-

● Le gouverneur civil de Barcelone a interdit la marche organisée pour dimanche 8 février à l'Assemblée de Catalogne, en raison de l'alliance des partis communistes, socialistes, libertaires et régionalistes. — (A.F.P.)

● Un attentat à l'explosif a fait dérailler l'express Belfast-Dublin vendredi soir à 22 heures, à une quarantaine de kilomètres au sud de Belfast. Quatre personnes ont été blessées. D'autre part, un pollster a été tué et un autre blessé dans une rue du centre de Belfast, dans des circonstances inconnues au vu du jour. — (A.F.P.)

ASIE

LA NOMINATION DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE CHINOIS

PORTRAIT

M. Hua Kuo-feng

UN TECHNICIEN DU GOUVERNEMENT
ET UN HOMME D'ORDRE

M. Hua Kuo-feng, qui est âgé de cinquante-neuf ans, se caractérise à la fois comme un technicien du gouvernement et comme un homme d'ordre. Nommé ministre de la sécurité publique en janvier 1975, il s'intéresse néanmoins de très près aux affaires économiques, et c'est à ce titre, notamment, qu'il a présenté, à l'automne dernier, le rapport le plus important devant la conférence nationale sur l'agriculture. A ce titre, il est probablement l'homme du gouvernement qui s'est le plus clairement engagé dans la préparation du 5^e Plan de développement.

Il est originaire de la province du Hunan et, dès les premières années de sa carrière, a débuté

des années 50, on le voit à la fois occuper des responsabilités dans l'organisation locale du parti et dans l'agriculture, notamment comme animateur des projets d'irrigation. De juillet 1958 à 1967, il est vice-gouverneur du Hunan et, en même temps, membre du comité provincial du parti où, à partir de septembre 1958, il est particulièrement chargé des questions économiques de la province. Toujours vice-gouverneur provincial, il devient l'un des secrétaires du comité huanais du parti, en 1959. Il demeure spécialiste des travaux d'irrigation et il supervise notamment la réalisation de travaux dans ce domaine dans la région natale du président Mao Tse-toung, à Shaoshan.

Aucune sympathie pour les gardes rouges

M. Hua Kuo-feng est un personnage de l'établissement politique provincial lorsque commence la révolution culturelle en 1966. Il ne manifeste au début aucune sympathie apparente pour les gardes rouges et s'oppose même à leur activité. Cela lui vaut d'être assez sévèrement attaqué, pas assez gravement cependant pour que, lorsque les choses commencent à rentrer dans l'ordre, il ne puisse être nommé vice-président du comité révolutionnaire de la province du Hunan, en avril 1968.

C'est à cette époque que commence son ascension dans les organes centraux du régime. Le 10^e congrès, en avril 1969, le nomme membre de son présidium et membre du comité central du parti. Il n'abandonne cependant pas sa province, où il devient président en exercice du comité révolutionnaire, en mai 1970, puis, lorsque le parti se réorganise, premier secrétaire du comité provincial du P.C. humanais, en décembre de la même année. A partir de novembre 1971, M. Hua Kuo-feng réside essentiellement à Pékin, et c'est là qu'il s'occupe des affaires de sa province. Il paraît avoir traversé une période délicate pendant l'année 1970 et le début de

1971, à la suite de la nomination dans le Hunan d'un commissaire politique du district militaire provincial particulièrement proche de Lin Biao. De là date une opposition entre l'ancien premier ministre et le nouveau premier ministre, qui semble avoir joué un rôle dans la suite de son ascension. En fait, M. Hua Kuo-feng élargit bientôt ses activités : après qu'il eut brièvement exercé les fonctions de premier commissaire politique de l'importante région militaire de Canton (novembre 1972), le 10^e congrès le fait entrer comme membre de plein droit au bureau politique du parti. C'est en janvier 1975 que l'Assemblée nationale populaire, qui l'avait déjà nommé à son présidium, le charge du ministère de la sécurité publique.

M. Hua Kuo-feng donne l'impression d'un homme dans toute la vigueur de l'âge, bâti en force, les cheveux coupés en brosse, la poignée de main énergique ; c'est un administrateur qui ses interlocuteurs étrangers ont généralement trouvé aussi ouvert à la conversation que remarquablement informé de sujets qui, à première vue, ne relèvent ni de ses spécialités dans l'ordre public ni de sa compétence pour l'agriculture. — A. J.

Une violente campagne
contre les « déviationnistes de droite »

(Suite de la première page.)

La querelle sur le second point est plus fondamentalement enracinée, plus agitée de réitération, une fois de plus, les thèmes « économicistes » qui depuis vingt-cinq ans, resurgissent périodiquement au sein des cercles dirigeants.

Dès janvier, le Drapeau rouge s'y était employé avec vigueur. « Pour faire décoller l'économie nationale, écrit-il, il faut avant tout faire passer chaque secteur sur la voie socialiste. » Et encore : « Si, dans certaines entreprises, la production ne marche pas, ce n'est pas parce que l'on y a critiqué la ligne des forces productives (c'est-à-dire de la priorité de leur développement), mais parce qu'on y a mal fait la révolution et parce que le pouvoir de direction n'y est pas entre les mains des ouvriers et paysans. Quand on met l'accent sur la lutte des classes (...) on fait vite décoller l'économie nationale. »

Pour illustrer ce raisonnement, la presse cite volontiers depuis quelques jours les résultats obtenus dans le domaine nucléaire et dans celui de l'espace sur cours des dix dernières années, c'est-à-dire, en gros, depuis la révolution culturelle. L'ordre des priorités n'en est pas moins fermement établi : promouvoir la science et la technologie, écrit le Quotidien du peuple, « est un de nos objectifs, mais non l'objectif suprême », celui-ci étant « l'établissement du communisme ». Le débat prend une dimension philosophique avec une condamnation de l'« économicisme » qui prétend mettre sur un pied d'égalité politique et économique, politique et art militaire, etc. Et ce n'est qu'une forme d'opportunisme anti-marxiste.

Se bat-on seulement sur les grands principes ? Quelques formules relevées ça et là portent sur des considérations tout à fait terre à terre et sont empreintes d'une certaine aigreur. Ainsi l'expérience passée est-elle évoquée, à propos de la recherche scientifique, de « larges sommes d'argent coulant à l'écoulement sans résultat concret tandis que les gens tournent au rétrograde ». Ailleurs, il est question du soul de « régler des comptes » qui caractériserait les tenants de la ligne révisionniste.

Le prolétariat
et la transformation
du monde

De nombreux textes témoignent que l'objet actuel du débat n'est pas seulement de ramener à une conscience politique plus prolétarienne quelques professeurs, quelques scientifiques trop enclins à s'enfermer dans leurs laboratoires. L'éditorial de Nouvel An de la presse chinoise contenait cette citation, récente paraît-il, du président Mao : « Stabilité et unité ne valent pas dire suppression de la lutte des classes. » « L'appréhension que l'on porte sur la grande révolution culturelle prolétarienne, ajoutait l'éditorial, reflète encore l'effet de la révolution culturelle la lutte entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes. » Dès janvier, le Drapeau rouge notait cependant que « certains camarades n'ont pas une attitude correcte envers la révolution culturelle ». Il précise en février : « Une partie de nos camarades qui ont subi une influence plus profonde de la pensée bourgeoise et qui n'ont pas pris au sérieux la réforme de leur conception du monde en restent plus ou moins à la phase de la révolution démocratique » (c'est-à-dire des lendemains de la libération, à l'exclusion des années de la révolution culturelle). Et de mettre les points sur les « i » en ajoutant que « les cadres dirigeants en particulier doivent rejoindre leur conception du monde » et apprendre que « s'en tenir à la dictature du prolétariat, c'est (...) transformer le monde selon la conception du prolétariat ».

On doit se garder de trop in-

Inde

● L'Inde compte « cent mille prisonniers politiques », a déclaré, jeudi 5 février, M. Narayan Ganesh Gorey, chef du Janata Front à la Chambre haute. M. Gorey (socialiste) a donné cette information au cours d'un entretien avec les membres de l'Association des communistes étrangers à New-Delhi. Il a affirmé que le nombre des personnes appréhendées dans le Tamil Nadu depuis la décision du gouvernement central de prendre en charge les affaires de cet Etat (le Monde du 3 février) s'élevait à « quatre ou cinq mille », voire à « huit ou dix mille ».

A L'INVITATION DU GOUVERNEMENT DE PÉKIN

L'ancien président Nixon se rendra en Chine
le 21 février en visite privée

Embarras à Washington

L'agence Chine nouvelle a annoncé, vendredi 6 février, que l'ancien président Nixon et sa femme se rendront en Chine à partir du 21 février, en visite privée, à l'invitation du gouvernement de Pékin. Ce voyage est organisé quatre ans après la première visite en Chine de l'ancien chef de l'exécutif. M. Nixon voyage à bord d'un appareil mis à sa disposition par les Chinois.

Cette rentrée de l'ancien président sur la scène internationale, moins de dix-huit mois après l'épilogue du scandale du Watergate, a provoqué une énorme émotion parmi les journaux de Washington, qui n'ont guère eu de mal à déceler l'embarras de la Maison Blanche et d'ont pas été convaincus par les affirmations de son porte-parole, M. Nessen, selon lequel le voyage de M. Nixon est comparable à celui des « dix mille touristes américains » qui ont visité la Chine. M. Nessen a indiqué que M. Ford a été averti du voyage jeudi après-midi, lorsqu'un message fut remis par un membre du bureau de liaison chinois à Washington. M. Nixon a alors eu une conversation téléphonique avec M. Ford, qui l'a chargé de transmettre ses meilleurs vœux aux dirigeants chinois, mais ne lui a confié aucun message officiel. M. Kissinger a de son côté fait savoir que ce voyage n'engageait aucunement le gouvernement américain.

Un voyage approprié

De notre correspondant

Pékin. — L'annonce du prochain voyage de M. Nixon n'est pas une surprise, puisque le président Mao Tse-toung, recevant, le 31 décembre 1975, la fille de l'ancien président, lui avait déclaré que son père « serait le bienvenu pour une nouvelle visite en Chine ». La manière dont ce projet se réalise est néanmoins étonnante à plusieurs égards. M. Nixon et sa femme ne se rendront pas en Chine, comme on aurait pu l'imaginer, à l'initiative de l'Association pour l'amitié avec les

peuples étrangers, mais comme invités du gouvernement. La « partie chinoise », comme l'ancien président, estime d'autre part qu'une telle visite est désormais « appropriée ». Appropriée à quoi ?

On évoque ici le souvenir du communiqué de Changhaï et on veut rendre hommage à l'initiateur d'un changement radical dans les relations sino-américaines. Il reste que, après les visites en Chine de MM. Strauss, Heath et Fanfani, l'honneur qui est fait à l'homme du Watergate, des bombardements de Hanoi, de l'invasion du Laos et de la guerre au Cambodge illustre un des aspects les plus dérangeants de la politique extérieure chinoise.

Du moins, la prochaine visite de M. Nixon permettra-t-elle de voir apparaître dans la capitale les nouveaux responsables du régime, si absorbés, paraît-il, à l'heure actuelle et depuis les funérailles de Chou En-lai, que plusieurs visites en Chine de délégations étrangères prévues pendant le mois de février ont été reportées à leur demande. — A. J.

Corée du Sud

● LE POÈTE SUD-CORÉEN KIM CHI HA, condamné à la prison à vie en 1974, a été mis au cachot, a déclaré sa mère. Toute visite lui est interdite, et il n'est plus autorisé à recevoir de lettres, même la Bible. Kim Chi Ha, qui est chrétien, a été incarcéré pour avoir accusé le gouvernement d'avoir fait torturer des détenus. — (A. P.)

(PUBLIQUITE)

APPEL pour la libération de Maître KLARSFELD
et le jugement des criminels nazis

Avocat au Barreau de Paris, Serge KLARSFELD est fils de déporté assassiné à Auschwitz. Depuis des années, il mène avec sa femme, Beate KLARSFELD, un courageux combat contre l'impunité des criminels nazis qui ont sévi en France.

M^r KLARSFELD vient d'être arrêté à Francfort, au moment où il révélait qu'il venait de retrouver un des plus odieux de ces criminels, le SS Ernst HEINRICH SOHN, condamné à mort par contumace en France, et que, comble de la dérision, celui-ci était devenu avocat en Allemagne.

Ernst HEINRICH SOHN a été l'un des membres les plus actifs de la section anti-juive de la Gestapo, soumettant les avocats juifs français à un traitement inhumain à Royal-Dieu, préparant les terribles rafles de juillet 1942, inspectant le « cheptel juif » des camps de la zone sud, arrachant les vieillards de leurs lits d'hôpital et organisant les convois des milliers d'enfants juifs vers les chambres à gaz. HEINRICH SOHN est aussi l'un des cinq gestapistes qui, le 15 août 1944, ont assassiné le colonel André RONDENAY, dit « Jarry » — dont la Maison de la Radio à Paris porte le nom, — ainsi que quatre de ses adjoints.

Beate et Serge KLARSFELD ont retrouvé et démasqué en Allemagne et en Amérique du Sud les plus importants parmi les chefs SS qui ont sévi en France : Kurt LISCHKA, Herbert HAGEN, Heinrich ILLERS, Hans-Dietrich ERNST, Fritz MERDSCHKE... Au terme de quatre années d'efforts, ils ont obligé, en février 1975, le Parlement allemand à ratifier la convention judiciaire franco-allemande du 2 février 1971.

M^r Serge KLARSFELD doit être immédiatement libéré et le procès de ces chefs SS doit s'ouvrir au plus tôt à Cologne. C'est ce que nous devons exiger des autorités allemandes.

Apportez votre soutien moral et financier :

COMITÉ DE SOUTIEN DE L'ACTION
BEATE ET SERGE KLARSFELD
BOITE POSTALE 137-1675 763
PARIS CEDEX 16.

URUGUAY

LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE VÉNÉZÉLIENNE

CONSIDÉRANT : que le 25 août de cette année marquera le 150^e anniversaire de la Déclaration de l'indépendance, couronnement de l'action libératrice de la République orientale de l'Uruguay ;

CONSIDÉRANT : que les Uruguayens, comme l'a dit leur plus grand héros national, José Artigas, ont gardé au plus profond de leur cœur une haine inextinguible avec tout type de tyrannie ;

CONSIDÉRANT : que le peuple libre vit aujourd'hui sous une dictature qui ne respecte aucun droit humain, qui met hors la loi et fusille tous les partis politiques et le mouvement syndical organisé, qui prend le contrôle des universités et impose aux professeurs et aux élèves un régime de brimades qui foule aux pieds la liberté d'expression de la pensée, ferme des journaux et des revues, instaure la censure de presse et met en prison ou en exil des milliers de citoyens uruguayens dont le seul délit est de lutter pour un retour au système démocratique et le rétablissement de ses libertés ;

CONSIDÉRANT : que la dictature qui gouverne ce pays frère a dissous le Parlement, emprisonné ou expulsé les représentants de la souveraineté nationale, sans leur laisser un minimum de garantie pour leur défense ;

CONSIDÉRANT : que le Parlement uruguayen réuni à Caracas au mois de février dernier a pris connaissance de la situation en Uruguay et s'est prononcé pour un rétablissement rapide du système démocratique dans la République orientale et pour la liberté des parlementaires détenus ;

DÉCIDE D'UN COMMUN ACCORD :

Premièrement : de saluer le peuple frère de la République orientale de l'URUGUAY, à l'occasion du 150^e anniversaire de la Déclaration de son indépendance ;

Deuxièmement : de condamner comme étant contraire à la noble tradition démocratique du peuple uruguayen et à la vocation de liberté de toute la communauté américaine et condamner pour ses origines hitlariennes le régime oppressif et antipopulaire qui aujourd'hui tyrannise ce pays frère ;

Troisièmement : de demander au gouvernement uruguayen de respecter les droits humains de tous les citoyens, de rétablir les libertés et de respecter pleinement toutes les institutions démocratiques ;

Quatrièmement : d'envoyer une copie du présent accord à l'Union Interparlementaire, qui se réunira en septembre à Londres, et à tous les parlementaires libres du continent pour les exhorter à prendre position dans le même sens ;

Cinquièmement : de donner à cet accord une publicité par les moyens de communication nationaux, rédigé, signé au Palais fédéral législatif à Caracas, le 21 août 1975 (année 150^e de l'indépendance et 117^e de la Fédération).

Le Président, GONZALO BARRIOS. Le Secrétaire, ANDRÉS ELOY BLANCO ITURBE.

— C.D.P.P.U. : Comité de Défense des Prisonniers politiques Uruguayens (Paris).
— C.A.P.P.U. - C.A. : Centre de rencontres uruguayes (Marseille).
— C.I.D.P.P. : Comitato Italiano di Difesa dei Prigionieri Politici (Italie).
— C.A.E.U. : Groupe d'Appui à la Résistance Uruguayenne (Belgique).
— C.R.I.S.U. : Groupe d'Information et Solidarité avec l'Uruguay (Genève, Suisse).
— Comité Zürich.
— Grupo de Informacion Uruguay (Klin, R.F.A.).
— Grupo de Uruguayos en Suiza (Stockholm, Suède).
— C.A.P.P.U. - C.O. : Centre de rencontres, 67, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

POLITIQUE

LES TRAVAUX DU XXII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

M. Malberg critique la répression dans les pays socialistes

Une fête populaire devait clôturer, dimanche au Bourget, le XXII^e congrès du P.C.F., qui a poursuivi, vendredi, samedi et dimanche matin, ses travaux au Palais des sports de Saint-Ouen. Dans l'après-midi de vendredi, M. Roland Leroy, membre du secrétariat, en convalescence après un accident, est venu assister à une partie des délibérations.

En fin de matinée, étaient intervenus (voir nos dernières éditions du 7 février) Mme MARIE-THÉRÈSE GOUTMAN (Seine-Saint-Denis), présidente du groupe communiste du Sénat, sur les méfaits de l'impérialisme ; M. DANIEL STICESTO (Paris), sur la situation des travailleurs ; M. LOUIS BAILLOT, député de Paris, sur les relations entre le peuple et l'armée. Cet orateur a déclaré que l'armée n'est pas une « entité politique », car elle baigne dans la société et connaît les mêmes contradictions qu'elle. M. ALAIN BOSSQUET (Nord) a évoqué les difficiles relations entre le P.C.F. et le P.S. dans son département, en particulier à propos des alliances municipales. Enfin le congrès a été salué par les vœux du parti, qui sont venus affirmer leur accord avec l'abandon de la dictature du prolétariat. Il y avait parmi eux : MM. Virgile Barel, Georges Cogniot, Fernand Grenier, Léon Mauvais, Marcel Paul, Pierre Villon, ainsi

que Mme Sidonie Cautlet, sœur de Maurice Thorez, Mathilde Gabriel-Péri, veuve de Gabriel Péri, Marie-Louise Petit, membre de l'organisation clandestine des communistes français en Russie dans la période de la révolution d'octobre 1917, et Juliette Semard, veuve de Pierre Semard, premier secrétaire général du P.C., fusillé par les Allemands en 1942.

Vendredi après-midi M. BERNARD FRIOT, présenté comme un « communiste chrétien », de Meurthe-et-Moselle, insiste sur « la contradiction entre l'idéal chrétien de fraternité et de justice et le réalisme du capitalisme en crise ». Il souhaite « une action de masse » de son parti en direction des chrétiens.

Il poursuit : « Les différences de conception philosophique n'interdisent nullement l'action commune. Pour beaucoup de chrétiens la pratique consistante de la lutte des classes provoque une réévaluation de leur foi. »

« Je n'ai jamais été aussi heureux dans ma foi chrétienne », conclut-il, « que depuis mon adhésion au parti communiste ».

M. JEAN-MARIE AROCHES (Paris) insiste sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la stratégie d'union du peuple de France. M. ROGER GAY (Rhône) plaide en faveur du rapprochement des communistes et des chrétiens et note que ceux-ci acceptent de plus en plus de travailler avec le P.C.P. M. KRASUCKI, secrétaire confédéral de la C.G.T., membre du bureau politique, explique que des influences très diverses s'expriment dans le mouvement syndical et que le

« réformisme de droite et de gauche » y reste important. Par son action, la C.G.T. se présente comme « une école de démocratie, de responsabilité, et comme un élément de formation essentielle de la conscience de classe ».

Après avoir rappelé que le P.C.F. ne prétend pas conduire les luttes revendicatives dans les entreprises, ni réduire les syndicats au rôle de contrôle de transmission, il souligne que les développements de l'action syndicale n'impliquent pas que soit abandonnée la mise en place de cellules communistes dans les entreprises.

M. PATRICE CAROLLO (Paris) évoque la situation à l'université. Il critique l'initiative des socialistes, qui, parallèlement à d'autres organisations de gauche, tentent de créer une organisation syndicale concurrente de l'UNEF. Il estime que cette démarche relève pour une part de l'anticommunisme et conduit à diviser les étudiants.

M. HENRI MALBERG (Paris), membre du comité central, traite des relations entre les partis communistes et les pays socialistes : « Lorsque nous sommes amenés à émettre des critiques, on peut se demander parfois légitimement : mais notre position ne risque-t-elle pas d'être utilisée par le bourgeoisisme ? Ce que la bourgeoisie utilise contre le socialisme, ce n'est pas le langage responsable de notre parti, mais, hélas ! les faits qui le provoquent. Je ne partage évidemment pas les idées de Leonid Pliouchitch. Il est déjà visible qu'il exprime des points de vue que nous ne reprendrions certainement pas à notre compte. Mais je suis pleinement convaincu — et nous en administrons la preuve — qu'on peut battre des idées fausses avec des idées justes, et sans recourir à une répression qui, lorsqu'elle survient pour des faits de ce genre dans un pays socialiste, fait mal aux communistes que nous sommes. Nous ne croyons pas que le socialisme ait besoin de cela. Bien au contraire, il a mieux à faire. Il a fait tellement mieux dans tant de domaines ».

M. AUGUSTE BOCHLER (Haut-Rhin) traite de la situation en Alsace et du poids du « réformisme » dans cette région. Il note que les élus de la droite y exercent « un pouvoir totalitaire ». Il attaque M. Malraux, ouvrier

spécialisé et syndicaliste C.F.D.T., qui a accepté d'entrer au cabinet de M. Stoléru, secrétaire d'Etat. Il juge que cette démarche est analogue à celle de MM. Piaget et Rocard, et relève de la « collaboration de classe ».

M. JEAN GARCIA (Seine-Saint-Denis) traite de la voie démocratique au socialisme et se félicite de l'abandon de la dictature du prolétariat à partir de la situation dans son département. Il insiste en particulier sur le rôle de la classe ouvrière et de ses élus dans les municipalités et au conseil général, en notant que la Seine-Saint-Denis est le seul département français à direction communiste.

Mme JOCELYNE DELLIS (Pas-de-Calais) évoque les relations difficiles entre socialistes et communistes dans son département et demande au P.S. d'accepter des listes d'union de la gauche dès le premier tour, lors des prochaines élections municipales dans les villes de plus de trente mille habitants.

M. FRANÇOIS PEREZ (Isère) admet que des questions puissent se poser au sein du parti à propos de l'abandon de la dictature du prolétariat, notamment en ce qui concerne la capacité de résistance de la bourgeoisie face à un éventuel pouvoir de gauche. Mais il note que cette résistance se posera en termes différents après la mise en œuvre du programme commun de la gauche et il souligne que le but essentiel doit être « d'isoler les forces de la réaction par un élargissement et un respect constants des libertés ». Il reproche ensuite aux socialistes de l'Isère de chercher à « dominer la gauche ».

M. CLAUDE POPPEREN, membre du bureau politique, présente ensuite le rapport de la commission des mandats. Sur les 1.622 délégués présents au congrès, il note que 44,6 % sont des ouvriers professionnels, des O.S., des techniciens de fabrication ou des ouvriers agricoles, contre 44,8 % lors du congrès de 1971. Dans les grandes entreprises, de véritables états-majors politiques chargés notamment de tenir tête aux syndicats et au parti communiste. Les partis de la majorité cherchent actuellement à s'implanter, eux aussi, dans les entreprises alors que dans le même temps MM. Chirac et Fontanet ont reproché au parti communiste de

son action dans ce domaine. M. Colpin indique ensuite que le titre de « parti de la classe ouvrière » ne revient pas au parti communiste de droit mais de fait, et il rappelle que dans quarante-trois grandes entreprises les sections communistes travaillent à présent en liaison directe avec le comité central.

THIERRY PFISTER
et PATRICK FRANCES.

M. Marchais : je me suis conduit comme un ange.

M. Georges Marchais, qui était vendredi l'invité du journal de 13 heures de France-Inter, a estimé que, par comparaison avec le ton des déclarations de M. Mitterrand depuis quinze jours, il s'était conduit « comme un ange ». Au cours de la conversation, il a assuré que si M. Dailly, ancien rédacteur en chef des « Lettres françaises », voulait revenir au P.C.F. il n'avait qu'à faire la demande. M. Dailly avait envisagé cette éventuelle réintégration (dans une déclaration à « France-Soir » du 7 février) si l'évolution du P.C. vers l'autonomie se poursuivait. Mais les changements intervenus ne lui paraissent pas encore suffisants.

« Le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste » a adressé, le jeudi 5 février, à la délégation du P.C. tchécoslovaque au congrès du P.C.F., un message demandant la libération des prisonniers politiques détenus en Tchécoslovaquie, tels que MM. Sabata, Husek, Tesar et Muller. Il estime qu'il « n'est plus tolérable que le sort des hommes condamnés pour leurs opinions politiques laisse indifférent le P.C.F. ». Surtout après la libération de Pilschicht par les autorités soviétiques.

« L'Humanité » datée du 7 février indique que « les cadres communistes du Val-de-Marne ont signé le Conseil d'Etat d'une demande d'annulation du décret sur le décapage des canons du département ». Ils demandent également au Conseil d'Etat « de surseoir des maintenant à l'exécution de ce décret ».

« APOSTROPHES », VENDREDI SOIR

Trois Français sur quatre sont-ils réactionnaires ?

Il y a, au fond, deux conceptions d'une émission de télévision comme « Apostrophes », le vendredi soir sur Antenne 2. Une partie du public et de la critique attend un spectacle musclé, match ou corrida, dont Bernard Pivot sera tantôt l'arbitre qui compte les coups, tantôt, et plus souvent, le torero qui agite sa muleta. Mais d'autres téléspectateurs cherchent plutôt à s'informer des livres et de leurs auteurs, à s'instruire, même, dans un débat qui donne à réfléchir. Aucun des deux camps, évidemment, ne peut être pleinement satisfait, les premiers trouvant généralement qu'on n'a pas assez, les seconds que, au grand dam de la réflexion, on en fait toujours trop.

Ce vendredi 6, les amateurs de belles bagarres ont été plutôt mieux servis que les partisans de la sérénité, mais chacun a eu finalement son lot. A la question posée : « Êtes-vous réactionnaire ? », trois oui : celui, triomphant, du journaliste Michel Drot, venu pour son livre La coupe est pleine ; le « oui » plus contraint, consenti à regret et non sans réticences, de l'historien Pierre Chaunu (la Mémoire de l'étranger et le Refus de la vie) ; le « peut-être, mais qu'importe », et qu'est-ce que ça peut bien vous faire ? », de Louis Pauwels (Blumroch l'admirable). En face d'eux, Alain Robbe-Grillet (Topologie d'une cité fantôme) faisait un peu penser au voyageur qui s'aperçoit, dans le convoi lancé à 100 kilomètres à l'heure, qu'il s'est trompé de train.

Côté spectacle, il fallait voir avec quelle condescendance supérieurement amusée, bardée de certitudes et de paroles rituelles de mépris, Pierre Chaunu, intarissable pourfendeur de l'avortement, et Michel Drot, preux chevalier de la sainte pudeur et de l'ordre moral, accueillant les rares interventions d'Alain Robbe-Grillet, père du « nouveau roman ». « L'ennemi cinéaste — comme l'appelaient Pierre Chaunu, ajoutant que, pour sa part, il était « simplement historien », et ce « simplement » pesait quelques tonnes — se démenait de son mieux. Il s'efforçait de percer, voire de rendre, sans usure, les coups qui pleuvaient de tous côtés, moins sur sa robuste car-

casse que sur tout ce qu'il était censé représenter pour ses trois confrères, c'est-à-dire la licence, l'imposture, l'anormal, la peinture moderne — « Miro ? Un débile », déclara Michel Drot, — la sexologie et l'avortement. De toute façon, la parole était inégale, puisque l'historien et le journaliste revendiquaient dans leur camp tout « le pays réel », selon la formule maurassienne, c'est-à-dire, à les entendre, plus des trois quarts des Français, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ce qui ne les empêchait nullement, d'ailleurs, de reprendre l'insaisissable, du même élan, le très vieux refrain éternel du « terrorisme de l'intelligence » et de la « dictature des intellectuels de gauche ».

Quant à ceux qui persistaient à chercher derrière la paille des mots le grain des choses, ils ont eu quand même quelques compensations. Alain Pierre Chaunu a-t-il campé pour eux, non sans éclat, l'archétype du militant documenté de Laissez-les vivre, avant d'exprimer toute sa nostalgie du passé et de l'héritage, « éternel », a pu dire Robbe-Grillet à la hauteur d'un dogme moral. Louis Pauwels, en complet désaccord pour ce qui est de l'avortement, émettait à ses yeux de « la recherche d'une nouvelle morale », s'affirmait résolument « élitiste » et amoureux des « surhommes », qui doivent presque tout, disait-il, à leur héritage génétique et presque rien à la société. Michel Drot pourfendait tour à tour, mais péniblement, l'université et la pornographie, Saint-Germain-des-Près, avec vingt ans de retard, et le nouveau roman, avant de se proclamer fierement normal, sinon moyen, en tout. Obstinément, Alain Robbe-Grillet traquait, et c'était aisé, chez ses interlocuteurs les signes cliniques de la réaction, tout en s'efforçant, sans grand succès il faut le dire, de leur faire entendre que pour lui la société de leurs rêves et de leurs regrets n'était nullement un modèle, que leurs dogmes étaient verrouillés, que l'indéfectible relève était en marche. Bernard Pivot, enfin, narquois et détendu comme à l'accoutumée, présidait avec son bon sourire ces échanges qui illustraient à merveille l'un des maux chroniques de l'époque : l'incommunicabilité. — P. V.-P.

MOTION

Réunis à l'occasion de leur Assemblée Générale annuelle, les Anciens du 1^{er} Bataillon de Chasse Parachutiste, tiennent dans les circonstances actuelles à affirmer leur attachement aux valeurs traditionnelles de l'Armée Française et leur confiance entière envers les Officiers, Sous-Officiers et Hommes du rang chez qui ils voudraient retrouver l'ardeur qui était la leur au cours de tous les combats glorieux auxquels a pris part le 1^{er} Choc.

Rien ne doit altérer l'union des anciens et des jeunes qui demeure le meilleur garant du maintien de nos libertés.

Fontainebleau, le 1^{er} février 1976.

Non licet...

... Non licet. Ce n'est pas permis. Le document paru le 16 janvier des théologiens évêques de la « sacrée congrégation pour la doctrine de la foi » refuse aux croyants à peu près toute activité sexuelle. Il est interdit d'avoir des rapports sexuels avant le mariage, de se masturber, d'avoir des rapports homosexuels, il est interdit, à l'intérieur même du mariage, d'avoir des rapports qui ne soient pas méticuleusement fonctionnels, c'est-à-dire non destinés à la procréation.

Les rapports sexuels doivent être proscrits « parce qu'ils ne permettent pas d'assurer dans la sincérité la relation d'un homme et d'une femme », les rapports homosexuels parce qu'ils représentent « une grave dépravation ».

Pour la première fois cependant, les théologiens recommandent aide et compréhension pour les homosexuels « qui sont définitivement tels par une espèce d'instinct inné ou de constitution jugée pathologiquement incurable ».

Entouré d'interdictions, bardé de tabous, que reste-t-il au chrétien comme vie sexuelle autorisée ?

Vous devez lire cette semaine dans le Nouvel Observateur l'analyse du document pontifical et l'interview de René Simon, Prêtre et Professeur à l'Institut catholique de Paris qui explique ses réserves.

Aujourd'hui dans le NOUVEL OBSERVATEUR

L'Eglise et la sexualité. Quand les catholiques désobéissent.

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

POLITIQUE

EN MARGE DU XXII^e CONGRÈS DU P.C.F.

M. Kirilenko s'en prend à « l'antisoviétisme »

(Suite de la première page.)

M. Kirilenko l'a fait clairement savoir, en insistant longuement sur ce point dans son discours de Nanterre, vendredi soir, alors qu'il n'a pas évité — sinon par une allusion à la « nécessité » — la question de la dictature du prolétariat.

L'atmosphère se prêtait à une manifestation de ferveur autour du premier pays socialiste du monde, car, parmi les quelques trois mille militants qui remplissaient jusqu'au dernier rang la grande salle des fêtes de l'hôtel de ville de Nanterre, de nombreux « prolétaires » semblaient être donnés rendez-vous. On scandait bruyamment « Vive l'Union soviétique ! », on se leva très souvent pour de vibrantes ovations aux « camarades soviétiques » et l'un osa même applaudir à l'image des « poubelles de l'histoire » qui attendent les « antisoviétiques de tout poil ». M. Gaston Filsomier, qui présidait le meeting, suivait le mouvement mais sans y mettre, loin de là, l'enthousiasme de certains zélateurs.

M. Kirilenko, figure pilée de grand-père débouffante, s'employa donc à convaincre son auditoire que la démocratie soviétique est la meilleure du monde, que les libertés de presse, de réunion, de conscience et de croyances religieuses, y compris l'indivisibilité de la personne et du domicile, sont intégralement respectées en U.R.S.S. Mais cet homme, que l'on considère souvent comme un successeur possible de M. Brejnev (bien que presque aussi âgé que le secrétaire général du P.C.U.S., il est visiblement en bien meilleure condition physique), fut aussi dur, notamment pour condamner ceux qui, en U.R.S.S., « n'hésitent pas à entrer en contact direct avec les représentants impérialistes de la division et les organisations contre-révolutionnaires étrangères ». S'agissait-il de Plouchevitch, le chef des « démocrates » de la « gauche » ? Quant aux citations qui furent faites de M. Marchais, elles n'étaient pas sans signification politique, puisque le chef de la délégation soviétique ne voulait révéler qu'une déclaration anticommuniste du secrétaire général du P.C.F., condamnant comme

« crime » toute forme d'antisoviétisme.

Visiblement, pour M. Kirilenko, le « bon » Marchais était celui d'ailleurs, le devoir suprême de tout « parti frère » étant de défendre l'U.R.S.S.

Le message qui fut ensuite remis aux dirigeants présents du P.C.F. de la part du comité central soviétique (en même temps qu'un drapeau rouge et une tapisserie représentant Lénine) est plus chaleureux, puisqu'il rend hommage à la « force directrice et la plus compétente » de l'Union de la gauche, aux communistes français qui « sont à l'avant-garde dans l'action pour une politique étrangère indépendante de la France » et pour « le développement de tous les aspects de l'amitié franco-soviétique ». Mais il leur faut aussi « participer tous, jour après jour, à la lutte contre l'impérialisme de la division et les organisations contre-révolutionnaires étrangères », ce qui, dans l'esprit des Soviétiques, consiste à éviter de se joindre, aussi peu que possible, aux attaques de la presse « bourgeoise » contre l'U.R.S.S. M. T.

Le tapage sur les droits de l'homme dans les pays socialistes vise à jeter le trouble dans les rangs des forces progressistes

affirme à Nanterre le chef de la délégation du P.C. de l'Union soviétique

M. Kirilenko déclare notamment : « Notre parti mène avec conscience une politique de développement continu de la démocratie socialiste. Au cours des dernières années, les soviets ont vu leurs fonctions considérablement élargies, le rôle et le prestige des députés des travailleurs se sont accrues. Le système de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises ainsi que le système ramifié des organismes élus de contrôle populaire ont connu un nouveau développement et fonctionnent avec succès. On a vu grandir l'importance des syndicats, qui ont le droit de l'initiative législative, participent à la solution des questions de planification et d'économie de la production, du travail et des salaires, de la sécurité sociale, qui contrôlent l'observation de la législation du travail, des règles de la sécurité du travail, des règles de la sécurité du travail, des règles de la sécurité du travail... »

Abordant les problèmes de politique extérieure, M. Kirilenko note que « le fait que des premiers accords ont été conclus en vue de freiner le développement des armements rend une grande importance. Les récents entretiens soviéto-américains à Moscou améliorent les perspectives de progression vers cet objectif ».

Dépendant, « nous savons tous que l'impérialisme n'a pas changé de nature. Les forces de réaction s'agressent, nous devons surveiller le processus de détente, imposer à l'évolution des relations internationales une marche arrière vers la guerre froide ».

Il pourrait : « De plus, de nombreux pays occidentaux se livrent à un grand tapage autour de la « défense des droits de l'homme » dans les pays socialistes. Les journaux occidentaux, cette campagne n'est que pour nous. Il s'agit là d'une nouvelle tentative de discréditer la réalité et les idéaux du socialisme, de jeter le trouble dans les rangs des forces progressistes, de masquer les violations des droits des travailleurs dans les pays capitalistes, de détourner l'attention de la division et les problèmes fondamentaux de la liberté et de la démocratie. »

Or le problème fondamental consiste à garantir aux travailleurs le droit d'être libres de l'exploitation et de l'oppression. Là où l'homme est libre, il ne peut pas y avoir de liberté véritable. Aucune procédure ou loi ne peut garantir la liberté de l'homme, quelle que soit la forme que revêt cette exploitation, si ne peut pas y avoir de liberté véritable. Aucune procédure ou loi ne peut garantir la liberté de l'homme, quelle que soit la forme que revêt cette exploitation, si ne peut pas y avoir de liberté véritable. Aucune procédure ou loi ne peut garantir la liberté de l'homme, quelle que soit la forme que revêt cette exploitation, si ne peut pas y avoir de liberté véritable.

« L'existence et les succès de la puissance communiste des pays socialistes constituent un fait qui ne peut être nié. Le développement de la société humaine, tant nos amis que nos adversaires comprennent bien que le système mondial du socialisme, sous quelque forme qu'il se présente, est un parti communiste fort, étroitement lié à la classe ouvrière et aux autres couches de travailleurs, un parti fidèle pour la démocratie et la lutte pour la liberté et la justice. »

« L'existence et les succès de la puissance communiste des pays socialistes constituent un fait qui ne peut être nié. Le développement de la société humaine, tant nos amis que nos adversaires comprennent bien que le système mondial du socialisme, sous quelque forme qu'il se présente, est un parti communiste fort, étroitement lié à la classe ouvrière et aux autres couches de travailleurs, un parti fidèle pour la démocratie et la lutte pour la liberté et la justice. »

Dans une lettre à M. R. Frey

M. DEFFERRE : les membres du Conseil constitutionnel doivent exercer leurs fonctions sans préjugés.

M. Gaston Defferre a transmis à M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, les observations formulées par le groupe socialiste de l'Assemblée nationale (le Monde du 7 février) au sujet de la situation de M. Pierre Chatelet, membre de ce conseil, et qui figure parmi les signataires du récent manifeste. M. Defferre a déclaré que le mouvement pour l'indépendance de l'Europe.

Dans sa lettre, le président du groupe socialiste estime notamment : « L'évolution prochaine de la Communauté européenne et le renforcement éventuel de ses institutions ont engagé profondément l'avenir de notre pays et de chacun de ses citoyens. Les décisions que le Conseil constitutionnel sera éventuellement appelé à prendre auront donc une importance exceptionnelle. C'est pourquoi il m'apparaît indispensable que chaque membre du Conseil constitutionnel exerce ses fonctions, en cette circonstance, sans préjugé risquant de porter atteinte à son indépendance. »

M. Pierre Chatelet, que nous avons interrogé (nos dernières éditions d'ici), nous a déclaré qu'en ce qui concerne la conception de la construction européenne il a une position qui se situe dans la ligne de celle qu'il avait comme président de l'Euroatom. « Très attaché à la construction européenne, je n'ai pas hésité, a-t-il ajouté, que je continue à m'y intéresser sur le plan européen. » Quant à la question particulière posée par le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale, M. Chatelet nous a indiqué : « Par application des dispositions que je connais fort bien et qui sont citées dans cette lettre, je n'ai rigoureusement rien à dire. »

« L'existence et les succès de la puissance communiste des pays socialistes constituent un fait qui ne peut être nié. Le développement de la société humaine, tant nos amis que nos adversaires comprennent bien que le système mondial du socialisme, sous quelque forme qu'il se présente, est un parti communiste fort, étroitement lié à la classe ouvrière et aux autres couches de travailleurs, un parti fidèle pour la démocratie et la lutte pour la liberté et la justice. »

« L'existence et les succès de la puissance communiste des pays socialistes constituent un fait qui ne peut être nié. Le développement de la société humaine, tant nos amis que nos adversaires comprennent bien que le système mondial du socialisme, sous quelque forme qu'il se présente, est un parti communiste fort, étroitement lié à la classe ouvrière et aux autres couches de travailleurs, un parti fidèle pour la démocratie et la lutte pour la liberté et la justice. »

A Toulouse

« Il faut jouer à fond le jeu de la démocratie » déclare un dirigeant du P.C. espagnol

De notre correspondant régional

Toulouse. — L'une des « solères internationales d'amitié et de solidarité avec les peuples en lutte » du P.C.F. s'est tenue, vendredi 6 février, au Palais de la Culture, en présence de MM. Luis Carlos Prestes, secrétaire général du parti communiste brésilien ; Jeno Fock, membre du bureau politique du parti socialiste ouvrier hongrois ; Bakir Ibrahim, membre du bureau politique du parti communiste irakien ; André Michales, membre du bureau politique du parti des travailleurs de Chypre (AKEL) ; Henri Bangu, conseiller général de Pointe-à-Pitre, membre du bureau politique du parti communiste guadeloupéen, et Ignacio Gallego, membre du secrétariat du parti communiste espagnol. Ce dernier a été longuement vaqué par ses compatriotes, qui représentaient une grande partie des trois mille auditeurs.

M. Gallego, à l'issue du meeting que présidait M. René Fiquet, membre du secrétariat du parti communiste français, nous a déclaré à propos de l'avenir de l'Espagne, que « seul un gouvernement provisoire, largement ouvert aux partis et mouvements représentatifs, peut préparer des élections libres et démocratiques. Si le résultat nous est favorable, nous tiendrons nos engagements avec nos partenaires de la lutte démocratique et de la lutte pour la démocratie. Si nous sommes battus, préface - à - il, nous nous inclinons devant la volonté populaire, mais nous demanderons de pouvoir continuer à défendre nos idées. Il faut être réalistes, conclut-il, et jouer à fond le jeu de la démocratie. »

LÉO PALACIO.

ÉDUCATION

A Rennes

LA GRÈVE CONTINUE A L'UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE

(De notre correspondant.)

Rennes. — Environ cinq cents étudiants en lettres de l'université de Haute-Bretagne (université II) réunis vendredi 6 février en assemblée générale, ont reconduit jusqu'au lundi 9 février leur mouvement de grève (le Monde du 6 février). Une nouvelle assemblée aura lieu dans l'après-midi du lundi 9 février. D'ores et déjà a été retenu le principe d'une manifestation en ville, mercredi 11 février.

Dés vendredi, des contacts ont été pris avec des étudiants des universités de Nantes, Tours et Angers. Le mouvement rennais semblait à la recherche d'un nouveau souffle. Le « base » (7000 étudiants) paraissait très réservée. Beaucoup souhaitaient la mise au point d'une plate-forme de revendications et l'élection d'un comité de coordination qui serait plus représentatif. Il semble, en effet, que ce mouvement soit largement dominé par les groupes d'extrême gauche. L'UNEP étant très peu représenté au sein de l'université de Haute-Bretagne.

Au cours de leur assemblée, les étudiants ont décidé de protester contre la réforme du second cycle universitaire et pour la situation des maîtres auxiliaires.

D'autre part, le conseil de l'U.R.E. de psychologie, sociologie et de sciences de l'éducation a remis sa démission à M. Michel Bédier, président de l'université. Il proteste contre l'insuffisance des effectifs d'enseignants (dix-sept pour mille sept cents étudiants).

Malgré le projet de partition

UN NOUVEAU PRÉSIDENT A ÉTÉ ÉLU A L'UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND

(De notre correspondant.)

Clermont-Ferrand. — Le conseil de l'université de Clermont-Ferrand, réuni le 6 février avec un grand nombre de ses membres (soixante-cinq), a élu président M. Paul Malet, professeur d'histoire, embryologie et cytogénétique, vice-président de l'université depuis 1974. Cette élection, obtenue par trente-quatre voix (trois suffrages se sont portés sur M. Pierre Pascal, un sur M. Marcel Guillaumet ; il y a eu un vote blanc ou nul), est absolue, devant, pour être validée, être approuvée par le secrétariat d'Etat aux universités. M. Malet, professeur sans chaire, n'est pas titulaire de la chaire de philosophie et devait obtenir les deux tiers des voix. Lors du vote préalable sur sa candidature, trente-huit membres du conseil avaient émis un vote favorable, (un contre, un blanc).

D'autre part, on peut se demander si cette élection sera considérée comme régulière par les autorités de tutelle, après la décision du secrétariat d'Etat aux universités d'écarter M. Malet (Altière) et ses études supérieures à l'université de Clermont-Ferrand, il obtint en 1969 le doctorat de médecine et une licence de sciences et est nommé interne des hôpitaux de Clermont-Ferrand. Il est professeur de physiologie. Il était jusqu'à présent directeur de l'unité d'enseignement et de recherche de physiologie.

M. Malet est membre du comité académique du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.S.), affilié à la Fédération de l'Education nationale, après avoir été trois ans (1970-1973) au bureau national de ce syndicat. Membre du bureau de la section du Puy-de-Dôme du parti socialiste, M. Malet est également conseiller municipal de Romagnat.

ERRATUM. — Dans l'article consacré au prochain congrès de la Fédération de l'éducation nationale à Grenoble (FEN), dans le Monde du 7 février, nous avons fait dire à M. André Henry, secrétaire général de cette organisation que la FEN « devait devenir un syndicat général ». La pensée de M. Henry était exactement inverse : la Fédération doit se placer au-dessus des syndicats nationaux qui la composent, mais sans empiéter sur leurs responsabilités propres et « sans devenir un syndicat général » ainsi qu'il nous l'avait lui-même indiqué au cours d'un entretien. Nos lecteurs, en particulier les adhérents de la FEN, voudront bien nous excuser de cette erreur.

AÉRONAUTIQUE

L'Europe écartelée

Une certaine idée de l'Europe aéronautique est en passe de disparaître. En tous les cas, l'idée qui avait prévalu jusqu'à présent, malgré ses échecs évidents : celle d'une construction aéronautique, en Europe, indépendante de l'industrie américaine. Une telle perspective s'efface, aujourd'hui, au profit de la conclusion d'accords transatlantiques associant des partenaires différents, de chacun des deux continents, au risque de créer des groupes transcontinentaux concurrents et, donc, une Europe écartelée devant l'offensive des sociétés américaines.

En donnant le choix, récemment, à des parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale, réunis à Toulouse, entre « l'Europe ou les Etats-Unis » et « l'Europe et les Etats-Unis », le secrétaire d'Etat français aux transports a laissé entrevoir deux préférences du gouvernement — même s'il s'en défend publiquement — en faveur d'une coopération accrue entre la France et les Etats-Unis en matière aéronautique.

Ainsi semblent l'emporter les thèses de celui qui a été un précurseur en ce domaine, M. René Ravaud, président-directeur général de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (S.N.E.C.M.A.). Convaincu de la nécessité pour rentabiliser des programmes chaque jour plus onéreux — de pénétrer sur le marché américain et de partager, avec lui, dans le reste du monde avec l'appui d'un partenaire d'outre-Atlantique, M. Ravaud a été, en quelque sorte, le pionnier de ces accords transatlantiques avec la conclusion d'un contrat, à parts égales, entre la S.N.E.C.M.A. et General Electric sur la mise au point d'un réacteur d'aviation de dix tonnes de poussée.

Les Européens paieront

Depuis peu, des fabricants français de cellules d'avion ont tenté une stratégie semblable. Le groupe privé Dassault-Breguet a mené une série de contacts, à des fins de coopération, avec la société américaine McDonnell Douglas en vue de concevoir en coopération le cas échéant, une nouvelle version du célèbre courrier Mercure construit, à ce jour, à dix exemplaires seulement. Pour sa part la Société nationale industrielle aérospatiale (S.N.I.A.S.) vient d'avoir des entretiens avec le constructeur américain Boeing sur l'éventualité d'un accord de collaboration pour un nouvel avion de ligne qui ne porterait pas préjudice à la vente de l'Airbus actuel et de ses dérivés.

Les adversaires d'une telle entente de part et d'autre de l'Atlantique font remarquer que les industriels américains ont été suffisamment intelligents pour comprendre qu'il leur était plus facile d'obtenir des crédits des gouvernements européens que des ban-

quiers américains. Et à Toulouse, un parlementaire britannique (conservateur, M. Kenneth Warren, a regretté devant ses collègues de l'U.E.O. que « les Etats-Unis instaurent les règles du jeu de la coopération pendant que les Européens paieraient ».

D'autant que les Français ont, ce faisant, donné des idées à leurs partenaires européens. La société britannique Rolls-Royce et le constructeur ouest-allemand de moteurs d'avion M.T.U. se sont associés avec l'entreprise américaine Pratt and Whitney pour mettre au point, en commun, un réacteur de 10 à 12 tonnes de poussée, celui de la S.N.E.C.M.A.-General Electric. Et il ne serait pas surprenant qu'un jour prochain des sociétés britanniques et ouest-allemandes de cellules d'avion s'entendent avec des fabricants américains, comme vient de le faire, en principe, la société italienne Aeritalia avec le puissant Boeing.

Une concurrence exportée

De part et d'autre de l'Atlantique peuvent être ainsi tissés des liens de collaboration industrielle au détriment des intérêts proprement européens — s'il en existe — et à un moment où les constructeurs américains ont difficilement l'argent nécessaire pour se lancer, séparément et sans le relais des cellules d'avion s'entendant avec des fabricants américains, comme vient de le faire, en principe, la société italienne Aeritalia avec le puissant Boeing.

Mais le plus grave est, sans doute, que les industriels américains des cellules ou des moteurs d'avion sont parvenus de cette manière à exporter en Europe les rivalités qui les opposent entre eux, outre-Atlantique, et à faire de la construction aéronautique en Europe le champ clos de leurs concurrences particulières. Les partisans de ces accords transatlantiques répliquent que le maintien, voire l'expansion de l'industrie européenne, ce prix et qu'un repli sur soi n'aurait même pas l'avantage de lui conserver un marché « protégé ».

Tout se passe comme si les responsables français ne croyaient plus guère à la possibilité de conclure, comme par le passé, de nouveaux accords de coopération intra-européenne qui excluraient la présence d'un allié américain.

L'industrie aéronautique britannique, sur le point d'être nationalisée, connaît un passage à vide qui menace de durer. La République fédérale d'Allemagne n'est pas disposée à soutenir de nouveaux projets importants en plus des programmes déjà en cours. Dans ces circonstances, la France donne l'impression de s'être progressivement ralliée à l'idée qu'il est préférable d'avoir l'industrie américaine avec soi plutôt que de risquer de l'avoir contre soi.

JACQUES ISNARD.

DEFICIT POUR UNITED AIRLINES. — L'exercice 1975 de la plus importante compagnie américaine, United Airlines, se solde par un déficit d'environ 20 millions de dollars (environ 20 millions de francs), alors que, l'an dernier, le bilan de cette société se soldait par un bénéfice de 86 millions de dollars. Les difficultés d'United Airlines résultent de la crise qu'a traversée en 1975 le transport aérien intérieur aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

LA SABENA RESTE SEULE. — Les projets de fusion des compagnies Sabena (Belgique), K.L.M. (Pays-Bas) et Luxair (Luxembourg) ont fait long feu, apprend-on de très bonnes sources. Des bruits couraient sur la création éventuelle d'une seule compagnie avaient couru en décembre dernier à Bruxelles. K.L.M. et Luxair n'avaient manifesté aucun intérêt spécial pour une éventuelle fusion. — (A.F.P.)

FELLOWSHIPS

The Johns Hopkins University - Bologna Center/Italy — An American Graduate Institution of International Studies

Fellowships for non-American candidates are available for the advanced study of international relations in the academic year 1976-77 (September-May). The program of study (which includes the traditional fields of Comparative Politics, History and International Economics) offers about 55 semester courses given by 25 faculty members to a student body of about 100, for an average enrolment of 15 students per class. All lectures and seminars are held in English. Language classes in English, French, German, Italian, Russian and Spanish are also offered during the academic year. Degrees offered by the Center are a one-year diploma and a two-year Johns Hopkins Master of International Studies.

Qualified candidates must generally have finished their university studies. Applications must be received.

no later than April 1, 1976

Application forms may be obtained from: The Registrar, Bologna Center, Via Belmonte 11, 40126 Bologna, Italy.

The Bologna Center faculty includes, among others: Ahmet Akar (Cyprus), Gastano Arangio-Ruiz (Italy), Marcello De Cecco (Italy), Michael Harrison (U.S.A.), Pierre Hassner (France), Slane Jozic (Yugoslavia), Ekkehart Krippendorff (Fed. Germany), Federico Mancini (Italy), William C. Olson (U.S.A.), Simon Serfaty (U.S.A.), Robert Skidelsky (U.K.).

كتاب من الأصل

Le Monde aujourd'hui

NEW-YORK

Hôtel Chelsea, 222 West 23rd Street

L'HOTEL Chelsea, dit-on, n'est plus ce qu'il était. Ce vieux hôtel new-yorkais a longtemps été le lieu d'habitation des artistes. Selon l'époque, on pouvait y rencontrer Sarah Bernhardt, Mark Twain, Marilyn (avec Miller), toute la peinture pop, toute la musique pop, Bob Dylan, Viva... Aujourd'hui il n'y a plus de stars dans l'ascenseur et l'ascenseur n'a plus d'odeur (1). Les Rolls des groupes de rock n'ont ni stationnement plus devant l'entrée. Les hippies multicolores ne revêt plus sur le tapis du hall. Les peintres qui travaillent sur des surfaces de plus en plus grandes ont quitté leur chambre pour s'installer dans les entrepôts immenses (« lofts ») du quartier de Soho. Bref, stars et superstars ont déménagé. L'hôtel a perdu son auréole et si l'on en parle encore dans les journaux, c'est plutôt à la rubrique des « faits divers ». Il paraît qu'il y a eu un crime l'hiver dernier, un viol et quelques règlements de comptes... Le Chelsea serait-il devenu un mauvais lieu ?

Répondant, c'est toujours un bel endroit. Dix étages en briques rouges soulignés de balcons en fer forgé. Du fer forgé encore à l'intérieur, avec un escalier monumental qui va du toit à l'entresol. Les couloirs sont interminables, silencieux comme des corridors d'hôpital. Les murs épais. Les portes voûtées. De temps en temps, on croise un vieillard en redingote râpée, une petite fille sur un cheval à roulettes, un Noir en bottes de serpent, une rousse échouée en peignoir mauve. Des tapets anciens.

Qui vit au Chelsea aujourd'hui ? Comme l'explique le propriétaire, Stanley Bard, la moitié des clients sont des « permanents ». Ils louent leur chambre à l'année et le Chelsea est leur domicile. Ils ont choisi de vivre là parce qu'ils peuvent travailler tranquillement. Les murs sont tellement épais qu'ils se sentent comme isolés du monde. Ils peuvent se concentrer aussi grâce à la loi du Chelsea : ne jamais aller dans la chambre de quelqu'un sans téléphoner auparavant. Si l'on vous répond : « Je travaille », raccrochez immédiatement.

Un endroit magique

Stanley Bard — évidemment — n'aime pas qu'on lui parle du changement de réputation de son hôtel. « D'ailleurs, ce n'est pas vrai, dit-il. L'hôtel n'est pas plus dangereux que les autres hôtels de New-York, et il abrite des gens célèbres ». Le compositeur Virgil Thompson (il a depuis la guerre), Miles Forman, de passage, etc. Pour lui, l'hôtel est moins folklorique que dans les années 50, mais c'est avant tout un lieu de travail.

Pour certains, c'est même un endroit magique. Laura Cavestani (cinéaste vidéo) était venue au Chelsea pour quelques jours. Elle y habite depuis plusieurs années. Pourquoi ? « J'ai toujours eu un mal fou pour écrire, dit-elle. Lorsque je me suis mise devant ma machine à écrire le premier soir ici, j'ai écrit cinq pages d'un trait. Je suis peut-être dans la chambre de Mark Twain ! C'est une croyance très répandue au Chelsea. L'hôtel serait un endroit privilégié pour penser, peindre, écrire. A cause de la somme de talent et d'énergie dépensée dans ces lieux depuis tant d'années, les murs sont imprégnés de vibrations favorables à la création, de « Good vibes ».

Lorsqu'on passe d'une chambre à l'autre, on a l'impression qu'on

visite une ruche. Dans chaque alvéole, il y a un homme ou une femme qui a trouvé l'espace idéal pour s'enfermer dans son rêve. Mais, pour s'introduire dans des chambres aussi secrètes, il faut recourir à une méthode un peu brutale. Par exemple, demander à la standardiste, Josephine, dite « La Mamma », de vous signaler les pensionnaires les plus « chel-siens ». Elle les connaît tous et les appelle affectueusement par leur numéro. « Téléphonez au 765, au 923, au 212. Ah ! non, il n'est pas là ! Et voyez la 612. C'est Florence Turner, un écrivain anglais qui, justement, écrit un livre sur le Chelsea... »

Quand je suis entrée dans la chambre de Florence, je l'ai reconnue. Je l'avais aperçue la veille dans un couloir. J'avais vu cette femme âgée, blonde, comme défilant dans les bras d'un Noir aux cheveux blancs. C'était le portier qui la soutenait pour l'aider à entrer dans l'ascenseur. Était-elle malade ou avait-elle trop bu ?

Florence Turner me parle un peu de son livre sur le Chelsea. Il n'est pas fini. Et le sera-t-il un jour ? Elle est obligée de quitter l'hôtel (2). Elle ne peut plus payer son loyer. Il va falloir qu'elle retourne en Angleterre, dans sa famille. « Ce départ, quelle horreur, dit-elle. Ici, j'étais libre. Je vivais la vie que j'ai voulu. Et ce que j'aime, pourquoi le cacher, ce sont les jeunes garçons... »

JACQUELINE DEMORNE.

(Livre la suite page 8.)

(1) On dit que dans les années 50, le Chelsea était sur un usage de marijuana et qu'il servait de repaire à l'ascenseur pour se sentir « high » avant le deuxième étage... (2) Elle l'a quitté depuis.

RENAITRE

La nouvelle famille de Nadia

A QUINZE ans, Nadia a l'air d'une matrone quinquagénnaire, en plus agitée. Les cheveux à peine peignés, le visage soufflé, elle transporte son corps plus qu'elle ne l'habite. De l'épiphane elle a la grâce, de l'enfant elle n'a que le regard. Elle n'a même pas l'air d'en vouloir au destin. Sa mère, immigrée, veuve, élève à grand-peine six enfants. De placement familial en hôpital psychiatrique Nadia a fait tout le parcours des anonymes sans s'en rendre compte.

D'abord confiée à l'aide sociale à l'enfance, elle ne tarde pas, agitation aidant, à se retrouver dans un « hôpital normal », comme elle dit. « J'ai été renvoyée parce que j'ai bécoté une infirmière. J'en avais marre : elle voulait me faire des piqûres trois fois par jour... ». Puis ce fut l'hôpital psychiatrique : « On m'a mis, on dort, on dort, on dort. Quand je faisais des colères, on me plaquait. Sept fois par jour s'il le fallait. Ici, quand je fais une colère, on me prend contre soi et on me serre très fort. On m'embrasse... »

Le principe de Browndale repose sur une idée simple : les enfants psychotiques, autistes, agités, délinquants, violents ou arrêtés dans leur développement n'ont jamais connu de structure familiale équilibrée. Pourquoi ne pas les rassembler sous un même toit, à quatre ou cinq, avec un homme et une femme qui se contenteraient de vivre avec eux sans chercher à les « soigner » ?

Dans la logique de ce système il fallait recruter des non-spécialistes : « Des parents à temps plein », dit le docteur Tuffet, des gens qui aient une capacité de donner de l'affection, y compris par des canaux non verbaux. Ce n'est pas un métier, pour ces parents, même s'ils sont payés, mais une étape de la vie. « Réduire la maladie mentale par l'éducation toute simple, la cohabitation chaleureuse et permanente cela paraît, en effet, aller de soi. La pratique, pourtant, n'est pas toujours aisée : il faut une bonne dose d'optimisme, une capacité à encaisser les agressions d'enfants difficiles. Surtout, les membres du couple parental doivent accepter de n'être couple qu'aux yeux

des enfants et de n'avoir entre eux, par exemple, aucune relation sexuelle. Déjà, en accord avec les intéressés, le docteur Tuffet a dû procéder à des mutations d'une maison à l'autre pour empêcher un couple naissant de se désintéresser des enfants pour s'intéresser à lui-même.

Tombeau pour une poule

Jeunes chômeurs venus par l'Agence de l'emploi, recasés au baccalauréat, ancienne employée de maison, hippy végétarien reconverti, les « parents thérapeutiques » du docteur Tuffet n'ont aucune autre formation que celle de la vie. « Nous ne vivons pas cela comme un travail », dit Jocelyne, dix-huit ans, mère comme une vie. Il faut s'immerger totalement. « Pas pour longtemps : l'expérience des Canadiens a montré qu'au bout de deux ou trois ans les parents thérapeutiques s'épuisaient à cette tâche qui n'a l'air de rien. Quant aux plus résistants, ils ne tardaient pas, expérience aidant, à devenir des spécialistes de la psychiatrie, formés sur le tas, chose que, précisons, on veut éviter.

Une idée simple

L'expérience des familles thérapeutiques est trop jeune, en France, pour qu'il soit possible de conclure sur son efficacité. Mais des signes montrent que l'initiative n'est pas vaine. A Théméricourt, petit village du Val-d'Oise blotti dans une cuvette de terre gelée autour d'un château rarement ouvert, six enfants vivent dans une ancienne ferme en compagnie de Pat, Portugaise mannequin, vive et autoritaire, et de Boris, long visage de prophète, renfermé et pâlot.

Parmi les enfants, B..., douze ans, a été recueilli par le docteur Tuffet chez des parents désemparés. Agressif, méchant, il se conduisait encore il y a six mois comme un chien, se déplaçant à quatre pattes, aboyant, cassant des vitres. Aujourd'hui, dans sa famille thérapeutique, B... paraît avoir commencé à découvrir le monde environnant et la communication. Il dit bonjour et au revoir. Ses « frères » et « sœurs » le secouent quand il fait pipi au lit. Il est devenu très fort en calcul. Toutes les institutions l'avaient abandonné, il a trouvé une famille où la régression n'est plus possible.

Au fond du jardin de Théméricourt, parmi les arbustes secs, sur la terre gelée, les « enfants » de Pat et de Boris ont fait un tombeau à une poule, morte récemment. Un petit monument de ciment de 50 centimètres, en forme d'arc, entouré d'une corolle d'éclats de briques. Dans le ciment, une petite croix de briques et deux fleurs pas encore sèches. Avec l'enterrement de la poule, et le monument qui en perpétue le souvenir, les enfants, de Théméricourt se sont enracinés dans une histoire collective, comme font toutes les familles habituelles. Pour la famille thérapeutique, cette tombe a valeur de symbole, non d'un échec, mais d'une vie ensemble. Dans la nuit de leur psychisme délabré, la mort de leur langage, ces petites fleurs toutes bleues perdues dans un jardin annoncent peut-être pour les enfants une renaissance. N'est-ce pas le but de la psychiatrie : faire accepter le cycle de la vie et de la mort ? Sans piqûres, si possible.

BRUNO FRAPPAT.

Croquis

Terrain vague

A U milieu d'un tas d'immenses blocs tout neufs, dont le plus petit, celui où l'habite, mesure quatre étages, il y a un terrain vague, assez vaste. Comme il n'y a pas de jardin public dans le quartier, c'est ici que les enfants conduisent leurs enfants quand il fait beau comme aujourd'hui. Il faut dire qu'il y a six arbres, ce n'est pas beaucoup, mais c'est mieux que rien. Les enfants font des trous dans la terre, transportent des cailloux dans leurs voitures en plastique, tandis que les mamans, assises au pied des arbres, tricotent, bavardent, observent.

Il y a par-ci par-là quelques flots de verdure. Trois garçons et deux filles sont venus s'étendre sur l'un d'eux. Leur rire arrive jusqu'à ma fenêtre. Brusquement, une des filles se relève, elle dit : « Arrête donc ! » Mais elle n'a pas l'air vraiment fâchée.

Je vois aussi une vieille dame assise sur une chaise pliante et un barbu qui promène son chien et des adolescents qui jouent au football et un grand panneau, au bout du terrain vague. Il annonce que deux immeubles de seize et vingt-deux étages seront très prochainement construits ici.

VASSILIS ALEXAKIS.

Au fil de la semaine

QUAND elle explose, la bombe Goyave projette dans toutes les directions trois cents petites billes d'acier d'un diamètre d'un demi-centimètre. A la vitesse initiale de 1 000 mètres par seconde, cela fait du mal.

Les savants américains qui avaient mis au point cette bombe pour la guerre du Vietnam se sont ensuite avisés qu'elle faisait de belles blessures, bien franches. Ils étudient donc des fléchettes munies de quatre ergots qu'on substitua aux billes ; les fléchettes déchiraient les tissus et ne pouvaient plus ressortir. C'était mieux. Pas encore parfait.

Car il restait un problème à résoudre. Chez l'ennemi, il y avait des chirurgiens, des médecins, qui parvenaient malgré tout à extraire les projectiles, à panser les plaies, à guérir parfois certains blessés. Il fallait y mettre bon ordre. Les savants réussirent à produire une matière plastique aussi dure que l'acier, qui offre l'avantage d'être transparente aux rayons X. Impossible, désormais, de voir à la radio où sont fichés les éclats, impossible d'opérer. On n'arrête pas le progrès.

Ce progrès de la science, nous en bénéficions, objectera-t-on. C'est vrai : il y a, comme on dit, les « retombées ». Des exemples ? Ils abondent. La pénicilline : elle existait depuis dix ans dans le laboratoire du Dr Alexander Fleming quand l'armée s'est soudain avisée, en pleine guerre, qu'elle avait des masses de blessés à soigner. Un soldat mort est un soldat qui ne peut plus combattre. Alors la pénicilline a fait son apparition. Le calculateur électronique : il a été conçu en pleine guerre pour résoudre les problèmes de balistique. Et de même pour le transistor : il n'avait d'autre but, à l'origine, que de réduire l'encombrement des matériels électroniques des armées.

Quant à la poêle recouverte de teflon, c'est le fruit d'un échec : cette matière plastique de synthèse avait d'abord été étudiée, longtemps et à grands frais, pour enrober les engrenages des avions militaires, afin de remplacer les lubrifiants classiques et d'économiser l'entretien. Un tour de force des chimistes : le teflon est pratiquement inerte. Mais voilà : on n'a pas réussi à le faire adhérer au métal. En désespoir de cause, pour que tous les milliards dépensés dans cette recherche ne soient pas tout à fait perdus, on a pensé à la poêle de la ménagère, le poêle qui n'attache pas et qui économise les matières grasses. Un gadget, quel.

Un autre échec : pour permettre aux astronautes de se déplacer sur la Lune, les savants avaient créé une voiture à jambes articulées. Finalement, c'est un autre modèle, un véhicule lunaire à roues, qui a été retenu. Que faire de la voiture à jambes articulées ? Elle peut permettre à son passager d'escalader les pentes, de franchir les trottoirs et même de monter les escaliers. Idéale pour infirmes. C'est ce qu'a pensé son inventeur. Pas de chance : la voiture est trop chère à fabriquer, on n'a jamais réussi à en produire qu'un ou deux prototypes. Les infirmes attendront.

Où, il y a les fameuses « retombées » — enfin, quelquefois. En général, il faut bien savoir que les belles inventions des savants pour améliorer les matériels militaires ne sont pas faites pour les besoins civils. Trop chères. Pour tuer et conquérir, rien n'est trop beau. Quand on sert les civils, chaque sou compte. Comme l'a dit un jour Nixon — mais oui, Nixon lui-même : « Il n'est pas normal que nos savants aient réussi à envoyer trois hommes sur la Lune, à transporter trois hommes à 390 000 kilomètres de distance et qu'ils ne soient pas capables de transporter convenablement tous les jours trois cent quatre-vingt-dix mille hommes sur 3 kilomètres, de leur maison à leur travail. »

On comprend que le meilleur analyste contemporain de la société industrielle capitaliste, John Kenneth Galbraith, soutienne que cette société serait incapable de survivre à une paix véritable. Il a écrit un petit livre pour le démontrer parce qu'il aime regarder les choses en face. Mais comme il est prudent, il a pris la précaution de le signer d'un pseudonyme.

Ces histoires, et bien d'autres, ces propos déabusés, donnent le ton d'un livre qui vient de paraître et qui devrait faire du

LA SCIENCE ET LA BARBARIE

par

PIERRE VIANSSON-PONTE

bruit (1). Son auteur, Gérard Bonnot, n'est pas un scientifique ni un philosophe : c'est un journaliste, qui dirige la rubrique scientifique de l'hebdomadaire « l'Express ». C'est un homme calme, qui en a beaucoup vu, qui réfléchit et ne s'aventure pas à la légère, nullement un de ces fontaines qui condamnent sans appel la science coupable à l'usage de tous les crimes, qui rejettent à la poubelle le progrès et rêvent du retour à l'âge des cavernes. Mais il se pose des questions, comme chacun de nous. Il nous apostrophe.

Vous croyez vivre, nous dit-il en substance, et vous passez votre vie à courir après le temps. Vous ne travaillez plus : vous occupez un emploi en rêvant aux prochaines vacances. Vous êtes de mille façons, en cartes. Vous avez peur. Vous n'aimez pas les saucisses aux protéines de soja, les salades fermentées en serre, les poulets de batterie, le veau aux hormones, mais vous en mangez. Pour vous occuper l'esprit, vous avez les informations, la publicité, Mireille Mathieu et le teleré, mais on vous raconte que vous vivez une grande époque de l'histoire de l'humanité, un tournant et un sommet. Si vous protestez, vous savez que, toujours et partout, vous trouvez face à vos poings nus des boucliers en plexiglas, des grenades lacrymogènes, des casques et des matraques. Et qu'il y a des tanks, des bombes et des fusées pour contenir les peuples que la misère rend enragés.

« Au pas, camarades, même si c'est pour reculer », dit-il, en faisant remarquer que, pour la première fois peut-être dans l'histoire, l'espérance de vie humaine diminue : dans douze pays, les plus âgés ne vivent plus que dix ans de moins que les hommes de progrès aujourd'hui un tout petit peu plus jeunes, en moyenne, que leurs aînés.

Sa réponse : « Ce n'est pas la vente de tel ou tel gadget superflu qui menace notre avenir. Ni la disparition accélérée de modes de vie séculaires. Ni même l'emploi de l'énergie atomique. C'est notre aveuglement. » A qui la faute ? Nous sommes malades de la science, du mauvais usage des meilleures trouvailles dues au progrès, de l'alliance fatale du sabre et de l'équation. Il pose un regard critique sur le savant, cherche à entrevoir ce qu'il nomme « la face cachée de la science ». Et il aperçoit le fanatisme, l'intolérance, le fascisme de l'exploit, la volonté de puissance, la guerre, c'est-à-dire « l'horreur absolue, le scandale par excellence », en somme un délire, une forme de démence.

Parer à jour ce qu'il nomme « l'utopie scientifique », démonter l'ordre qu'elle nous impose, voilà l'objet de son livre, de son cri. Cet ordre impose une égalité qui consiste à niveler les valeurs, à nous faire vivre dans une caserne du bercail à la tombe, parce qu'il lui faut rendre les hommes interchangeables. Elle fait de nous les pupilles de l'Etat-providence, sans audace et sans initiative, en nous encourageant à rechercher la sécurité, en nous imposant ses certitudes. Le troisième pilier sur lequel repose tout le système, après la fausse égalité, après la démolition de la sécurité, c'est l'infirmité, savamment entretenue parce que l'utopie scientifique et technique est condamnée à l'expansion sans retour. Et tant pis s'il y a des bavures : « On fait preuve de beaucoup de bonnes intentions pour venir à bout de l'infirmité, déclaraient en 1974 l'Autrichien Friedrich von Hayek, prix Nobel d'économie. Mais on ne se rend pas compte qu'elles n'aboutiront à rien sans un chômage substantiel. »

« Si vous continuez à ne faire confiance qu'à la science, à l'égoïsme et à la peur, s'écrit Gérard Bonnot, vous vous préparez la pire des barbaries. On prendra l'avion, on roulera en voiture, on écouterà la télévision, mais les gens n'auront même plus le niveau mental du paysan néolithique. » Sa conclusion, c'est la prophétie d'André Malraux : « Le vingt et unième siècle sera religieux ou ne sera pas. »

(1) Gérard Bonnot, *La vie n'est autre chose. Les Hommes malades de la science*, Belfond, 256 p., 35 F.

ETRANGER

Reflets du monde entier

DER SPIEGEL

Un permis difficile à obtenir

« Le moniteur de l'auto-école, relate le magazine DER SPIEGEL, n'y comprend plus rien. Son élève accablait et freinait comme il faut, passait bien les vitesses et savait prendre un tournant, mais à chaque fois qu'il lui disait d'observer un panneau de circulation ou nommait la rue à emprunter, elle hésitait. Il fallut plusieurs leçons avant que le moniteur se rende compte de la raison : à 31 ans, son élève Ilona Theisz, ne savait ni lire ni écrire. Appartenant à une famille tzigane elle n'était jamais allée à l'école. Mais, ayant abandonné la vie nomade pour un commerce de brocante, elle voulait obtenir son permis de conduire afin d'exercer plus aisément son métier (...).

Il lui fallut se soumettre alors à un test médico-psychologique, celui que les autorités font passer à des conducteurs qui leur paraissent dangereux ou inadaptés pour une raison ou une autre (...). Selon les tests faits par les médecins de Steinfeld, Ilona n'avait un quotient d'intelligence que de 71 points (70 est considéré comme le niveau des faibles d'esprit) et ne serait jamais capable de conduire un véhicule. Elle consulta un autre spécialiste, et le chef de l'hôpital de Munster procéda à une expertise : plus favorable, il lui trouva un quotient d'intelligence de 78 points et affirma qu'elle était capable de conduire une voiture. Le tribunal administratif exigea alors une nouvelle expertise : plus favorable, il lui trouva un quotient d'intelligence de 84 points. Le reste fut une histoire de tribunaux aux décisions contradictoires avant qu'elle obtienne le permis de conduire en dernière instance. »

CORRIERE DELLA SERA

La démocratie chrétienne et ses morts

« A Naples et dans la province, la démocratie chrétienne compte dix mille morts parmi ses inscrits », a déclaré au CORRIERE DELLA SERA un des conseillers régionaux. Les sections du parti votent actuellement pour désigner les députés au congrès national de février. Selon le quotidien milanais de centre-gauche, le spectacle est pittoresque : « Dimanche, à Torre Annunziata, un représentant à la gauche du parti a demandé la parole. Deux « amis » ont sorti leurs pistolets, et, le doigt sur la détente, les ont fait tourner comme dans les westerns. « Toi, tu ne parles pas », ont-ils dit. Et lui, évidemment, s'est tu. »

Le parti envoie des cartes en blanc. Chaque leader en contrôle un certain nombre et les distribue parmi les secrétaires de section. A eux de s'occuper du recrutement... Ils prennent des inscrits parmi des gens qui, depuis des années, paient leur cotisation au P.C.I., ou bien dans l'annuaire du téléphone... »

« Ce sont les commissaires de police qu'il faudrait là, pas les contrôleurs du parti », dit le conseiller régional.

Newsweek

Une curieuse chorale

« Les « oies sauvages » se rassemblent à nouveau, constate le magazine américain NEWSWEEK : dans les bistrot de Paris, de Bruxelles et de Lisbonne, dans les bars de Johannesburg et les chambres d'hôtel le long de la Tamise, on venait d'apprendre qu'il fallait des combattants pour aider les forces pro-occidentales assiégées en Angola. (...) Dans de nombreuses parties du monde, les soldats de fortune et ceux qui ont ouvertement accepté le sobriquet moins élégant de « mercenaires » faisaient des plans la semaine dernière et préparaient leurs sacs. (...) La plupart des Blancs qui combattent en Angola sont d'anciens soldats ou colons portugais. Mais la Grande-Bretagne est devenue le lieu où s'embauchent les hommes mystérieux qui recrutent des mercenaires. Plus de huit mille hommes de troupe avaient été démobilisés l'an dernier. Une bonne partie d'entre eux se sont déjà engagés pour combattre les rebelles de gauche, pour le compte du gouvernement d'Oman, mais un grand nombre de soldats durement entraînés sont restés inemployés. (...) En novembre dernier, le leader du F.N.L.A., Roberto Holden, expédia à Londres comme émissaire personnel Norman Hall, un ancien par britannique honteusement chassé de l'armée. (...) Son adjoint, Terence Haig, a déclaré à NEWSWEEK : « Nous dépensons l'argent des Etats-Unis pour recruter des conseillers militaires. (...) Chaque recrue perçoit 300 dollars d'avance et se voit offrir un salaire hebdomadaire de 300 dollars. (...) Un premier groupe de vingt-cinq hommes est parti de Londres pour le Zaïre le 18 janvier dernier. (...) Au début de février, cent-vingt-huit autres sont partis via Bruxelles. Certains cachaient leur visage aux photographes ; d'autres affirmaient faire partie d'une chorale devant se produire en Belgique. »

LOS ANGELES TIMES

Un censeur censuré

« Un paquet de lettres envoyé de l'étranger à Moscou peut fort bien passer à la censure, relate le LOS ANGELES TIMES. Mais il peut aussi disparaître sans laisser de trace. Ou quelques lettres peuvent être confisquées dans le lot. Les autorités expliquent seulement que la saisie a eu lieu conformément à la loi et affirment que les lettres seront détruites. »

« Mais, qui surveille les censeurs ? C'est le GLAVLIT, ou Office pour la protection des secrets d'Etat, une agence du conseil des ministres (...). Durant l'été 1974, une firme suédoise adressa à un fonctionnaire de la société soviétique d'importation Vneshtorg des échelons de ventes d'été qu'elle espérait faire acheter par l'U.R.S.S. Mais le GLAVLIT confisqua le paquet, arguant qu'il devait s'agir d'un don interdit puisqu'il était adressé nommément à quelqu'un. »

« Une réclamation des Suédois (...) provoqua une enquête. On constata que, sans avoir le droit de le faire, les hommes de la censure avaient confisqué aussi des disques, des parapluies, des écharpes (...). Six mois après, on arrêtait André Sokolov, directeur adjoint du deuxième département du GLAVLIT chargé des lettres étrangères. Une perquisition dans ses bureaux permit de découvrir cent soixante-dix sacs de lettres confisquées, enregistrées sous comme détruites. Depuis quinze ans, apprit-on alors, il ravitaillait le marché noir des publications interdites. Il vivait largement dans deux appartements avec deux femmes (...). Il fut condamné à sept ans de détention en régime sévère et, ensuite, à cinq ans d'interdiction de tout poste de responsabilité. »

Lettre de Vientiane
LA RÉVOLUTION A LA LAOTIENNE

GROS bourg assoupli le long du Mékong, addition de petits villages biotés sous les arbres autour du centre-ville, propulsée dans l'arène internationale par une guerre de trente ans imposée par l'étranger, Vientiane est aujourd'hui l'unique métropole du Laos. Ce pays avait jusqu'à la fin de 1975 trois capitales : Louang Prabang, la cité royale aux fameuses pagodes ; Sam-Noua — qui a émigré depuis deux ans vers la ville nouvelle et voisine de Vieng-Say, — capitale du Front patriotique, centre politique de la lutte révolutionnaire ; et Vientiane, siège du gouvernement, des ambassades et des affaires, nid de trafiquants, d'espions, bout du monde des « paumés » chassés de partout ailleurs.

L'éviction des Américains et de leurs dollars, la lutte des partisans de l'ancien régime et de quelques milliers de personnes apeurées par les mesures pouvant prêter à discussion pour révolutionnaire, la fermeture pendant plusieurs semaines de la frontière avec la Thaïlande, ont porté un coup dur au secteur « moderne » du commerce. Bien des boutiques du centre ont fermé, le patron — Vietnamien, Chinois ou indien — disant à ses clients : « A bientôt, à Paris ! »

Un petit bouquin indien, marchand de tissus et d'horribles souvenirs — importés du Japon, — nous disait : « On ne gagne plus que de quoi survivre. Mais cette boutique était vraiment bien. Avec ce que nous avons gagné depuis vingt ans, nous avons ouvert trois autres magasins en Thaïlande et en Espagne, à Malaga. »

Il faut dire que, comme beaucoup de nombreux négociants, y compris des Français, il se livre aussi au marché noir des devises. Le cours change plusieurs fois par jour, chaque commerçant est mis au courant sur-le-champ et propose le même taux. Dans la grande rue marchande stationnent plusieurs voitures diplomatiques. Les Soviétiques ne sont pas les derniers à venir faire la queue pour changer à des taux intéressants leurs dollars (à la mi-décembre, le dollar valait « au noir » près de 8 000 kips, contre 1 250 au taux officiel).

COMBIEN sont donc les Soviétiques à Vientiane et au Laos ? Autant qu'avant, dit-on à l'ambassade : d'autres sources parlent de deux mille. Ils ont remplacé les Américains. Ils se précipitent dans les magasins à la recherche de tissus — ils ont dévalisé les stocks de dessous en nylon au marché du matin — à la grande surprise des Laotiens.

CORRESPONDANCE

La vie et l'œuvre de Mme H. P. Blavatsky

Plusieurs lecteurs et lectrices nous ont écrit, à propos de l'article de M. Agnès de Lestrangue consacré à la Société théosophique et à Mme Helena P. Blavatsky (Le Monde daté 18 et 19 janvier). Tous se déclarent choqués par le ton de cet article en ce qui concerne la vie et l'enseignement de Mme H.-P. Blavatsky. Pour sa part, le docteur Carré, de Paris, précise :

Mme H.-P. Blavatsky était une adversaire acharnée de la médecine, contre laquelle elle met en garde maintes et maintes fois, dans ses œuvres : elle considérait cela, en particulier, comme dangereux pour la santé mentale. A juste titre. Elle n'a donc certainement jamais été médium, ni « assistante médium » elle-même. C'est faux. Ses opinions et ses mises en garde à l'égard des séances spirituelles lui avaient d'ailleurs attiré la hargne des sociétés spiritistes de son époque, et celles-ci n'ont pas manqué d'en tirer vengeance en la calomniant.

Son « essai », la Doctrine secrète, est un important ouvrage qui témoigne d'une extraordinaire érudition sur les philosophies asiatiques et aussi occidentales (avec citations et références). Il est même étonnant qu'en une vie

tiens : pourquoi ces gens venant d'un pays si puissant et si riche ont-ils besoin de biens si ordinaires ? Parfois, les Soviétiques se font plus discrets... Et la rumeur circule de bouche à oreille : dans les séminaires des Laotiens se sont plaints. Pourquoi, auraient-ils demandé aux cadres chargés de la propagande, avoir chassé les Américains pour faire venir les Russes ? Vietnamiens comme Chinois demeurent toujours aussi discrets.

Aucun signe à Vientiane de ces divisions nord-vietnamiennes qui, si l'on en croit des réfugiés avides de spectacle, compareraient aux portes mêmes de la ville. Peut-être y sont-elles présentes dans d'autres régions, mais il est impossible d'aller vérifier sur place.

Mais il reste des Français à Vientiane : ceux qui furent chassés de Hanoi, de Saigon ou de Phnom-Penh, les « anciens » du Laos, des professeurs. La mission militaire a été fermée à la fin de 1975, en même temps donc que son économat, le « P.X. », français, fournisseur de produits alimentaires luxueux. Au cours des dernières semaines, il fallut liquider les stocks de 1976. Partout en ville, on pouvait acheter vins, charcuterie, fromages, beurre, moutarde... frappés du tampon « franchise ». Bon prince, les « rouges » ont laissé faire.

Il est pourtant possible d'entendre, dans des bars qui semblent sortir de films d'avant guerre, où l'on sirote le pastel en tapant le carton, des phrases comme : « C'est le début de l'escalade. » Ces gens, ils sont ainsés que les nôtres : ce sont des sauteuses, moroses ! D'autres, inquiets que l'on ne découvre un aspect peu reluisant de leur passé dans le corps expéditionnaire, se

préparent à partir. Mais, chaque jour, on retarde l'échéance : il faut recouvrer une petite créance, liquider un fonds de stock. Mais « ce n'est plus comme avant », même pour les derniers arrivés, enseignants venus « faire du kip » par exemple. Beaucoup plieront bientôt bagage, abandonnant villa, indemnités, et bonnes, pour rentrer en France vivre comme les autres.

« L'INDOCHINE, c'est vraiment fini ! » Il n'y a plus aucun endroit où fuir les communistes, qui sont partout. Bangkok ? Les communistes y seront bientôt, et puis on ne parle pas anglais. Les derniers hippies continuent d'arriver : ils ne sont pas au courant des récents changements. Cul-de-sac des ratés, escabe des sans-espoir, seule partie du pays encore accessible aux étrangers. La Vientiane du bon temps — est en train de mourir. N'est-elle pas morte déjà ? La pénurie d'essence a obligé de nombreux habitants à circuler à vélo. Aussi, au marché noir, il a fallu déboursier 40 dollars pour acheter une bicyclette.

Voilà qui ne trouble guère cependant la masse des habitants. La pénurie de légumes importés après la fermeture de la frontière siamoise a donné l'occasion de planter choux et salades le long des rues, dans les jardins transformés en potagers, dans les cours des bâtiments administratifs. On sort plus tôt du bureau pour arroser les légumes le long du fleuve. On s'organise dans les villages. Un coopérant canadien a été nommé responsable de la collecte des « engrais humains » : pendant quelques semaines, il a même monté la garde la nuit pour prévenir l'action des « contre-révolutionnaires ».

New-York

HOTEL CHELSEA, 222 WEST 23rd STREET

(Suite de la page 7.)

Tout le monde savait comment elle les rencontrait au bar, comment elle leur parlait et comment ils la suivaient dans sa chambre. « Tout le Chelsea le savait, mais personne ne me jugeait », dit-elle en regardant tout autour de sa chambre-alcôve.

Il y a des chambres-sous. Certains désordres sont spectaculaires. Chez Roderick Ghika, professeur et sculpteur, les 12 mètres carrés de sa chambre jamais aérés, jamais dépoussiérés, sont pleins à ras bord de petites maquettes géométriques. Le lit disparaît sous les serviettes sales et les chemises douteuses. Je ne peux pas m'empêcher de lui demander combien il paie, pour cette bauge : 18 dollars par jour (19 francs). Et le Chelsea passe pour être bon marché. Cela dit, Ghika ne se plaint pas : le Musée d'art moderne vient de lui commander un échiquier. Le professeur rêve qu'il devient sculpteur à plein temps.

Il y a des chambres-palais. Virgil Thompson habite au dixième étage un superbe appartement avec des boiseries et des cheminées sculptées dans un bois sombre. Depuis qu'il n'a plus son valet de chambre, il fait lui-même sa cuisine, et reçoit jusqu'à cent personnes (debout). Il fait aussi de la musique sans déranger personne, grâce à l'épaisseur des murs. Il est heureux.

Il y a des chambres-zoo. « La chambre aux serpents », comme on l'appelle, est l'une des plus célèbres du Chelsea. C'est celle du compositeur Kleinsinger. Mais il n'y a plus un seul serpent. Ils ont brûlé. Son ex-femme, jalouse, a mis le feu au python préféré de Georges, et les oiseaux du Tibét ont péri dans la fumée. Après le drame, les habitants du Chelsea se sont cotés pour lui offrir d'autres compagnons : un petit faucon, des perruches, des tortues. Georges vit au milieu de sa jungle, avec son piano... et sans femme. « Je suis là pour toujours. Je ne pourrais plus partir. Mon palmier de Madagascar ne passerait pas la porte. » Il ajoute : « C'est agréable, l'hiver, de regarder neiger sur les grattes-ciel, à travers cette forêt tropicale. »

Il y a des chambres-niche. Au Chelsea habite un génie bien connu des cinéphilas : Harry Smith. Il a été un des premiers à dessiner des films abstraits. Quelques titres : Collages semi-réalistes réalisés à partir de mes travaux alchimiques de 1957 ou

Autre désordre grandiose : celui de Stella Waltskin. Elle sculpte, elle aussi, et son espace est encombré de livres transudés qui pèsent des tonnes. Car elle sculpte des livres dans le marbre, et, entre les pages pétrifiées, on voit apparaître quelquefois le masque de Dante ou de Béatrice. Brrr !

Autre désordre grandiose : celui de Stella Waltskin. Elle sculpte, elle aussi, et son espace est encombré de livres transudés qui pèsent des tonnes. Car elle sculpte des livres dans le marbre, et, entre les pages pétrifiées, on voit apparaître quelquefois le masque de Dante ou de Béatrice. Brrr !

Il y a des chambres où le temps s'est arrêté. — La 129 est l'antre d'un centenaire. Il est sourd comme un pot. Mais pas muet. Bientôt je sais tout sur ses deux femmes, sur son mobilier qui date de Cromwell, sur ses études aux Beaux-Arts de Paris (avec Benjamin Constant et Jean Paulhan ici). Il est petit, avec une barbe et des cheveux blancs, et des lunettes qui, sur son nez, prennent l'allure de jorngons. Et il rit tout le temps. Survolant l'œuvre d'art de son testament qu'il a fait hier. Et de la révolution qu'on fera demain. Il y aura du sang (hi, hi, hi). Ce qu'il prépare en ce moment ? Un article sur Paris en 1900 pour... le Harper's Bazaar.

Il y a des chambres-palais. Virgil Thompson habite au dixième étage un superbe appartement avec des boiseries et des cheminées sculptées dans un bois sombre. Depuis qu'il n'a plus son valet de chambre, il fait lui-même sa cuisine, et reçoit jusqu'à cent personnes (debout). Il fait aussi de la musique sans déranger personne, grâce à l'épaisseur des murs. Il est heureux.

Il y a des chambres-niche. Au Chelsea habite un génie bien connu des cinéphilas : Harry Smith. Il a été un des premiers à dessiner des films abstraits. Quelques titres : Collages semi-réalistes réalisés à partir de mes travaux alchimiques de 1957 ou

res... La nuit, on se réunit dans les pagodes — les vals — pour des séminaires, politiques cette fois.

A vie demeure agréable. Le contrôle des visas est toujours aussi souple : un étranger expulsé du royaume pour trafic de femmes est revenu récemment à Vientiane « en transit », sans visa, pour une semaine : « pour voir » ! Décontractés, des soldats venus de la campagne se promènent dans les rues, font leurs courses au marché. Chaque meeting ou célébration fournit l'occasion de chanter, de danser... et de ne pas trop travailler.

Un soir, nous avons été invités à dîner par un ami laotien en compagnie de sept « Patnet » qui, pour la plupart, venaient de rentrer de Vieng-Say. L'un d'eux portait encore ses « sandales Ho Chi Minh » en dépit de la fraîcheur de la nuit. Rougissant devant la jeune fille qui lui versait à boire, l'un d'eux tenta de refuser. Ce fut un tollé général.

A la fin du repas, échauffés par la boisson et les piments — la servante, assise à table, donnait à manger à chacun, cachant de petits piments très forts dans des boulettes de viande, — nous nous sommes rendus dans un des derniers danses à demeurer ouverts. Il était plein. On y buvait du whisky écossais ou de l'alcool local, on y dansait le « lamvong » — les danses occidentales sont interdites. Il faut se trémousser avec une démolition — elle portait le numéro 6, — tandis que l'orchestre accompagnait un chanteur montant en garde contre les « impérialistes américains ».

Vous voyez bien que Vientiane n'est pas gouvernée par des Vietnamiens, nous dit un Vietnamien à qui nous racontions l'histoire...

PATRICE DE BEER.

Histoire de l'ère géologique réduite au temps d'un orgasme. Harry Smith travaille seul, dans une chambre encombrée de cartons et de pellicules, avec des perruches qui chantent plus fort qu'Everett Guilbert sur le disque qui passe à longueur de journée. Harry, barbe et cheveux gris, en jean de la tête aux pieds, a des yeux curieux. Attentifs. Peut-être fous. Sa conversation est un feu d'artifice arrosé de vodka Popov. Il parle des aborigènes, de Sartre, de la magie, de sa magie ; il me dessine des maisons avec les ficelles des Indiens d'Amérique du Sud. Il improvise un poème, et quand on lui demande : pourquoi vivez-vous au Chelsea ? il répond simplement : « Parce que je suis paranoïaque. »

Charles James est une autre des grandes figures du Chelsea. Il a été l'un des plus grands critiques d'avant guerre. Point lui disait : « Vous jouez avec vos ciseaux ce que j'ai fait avec la couleur ». Il a triomphé à Paris dans les années 1934-1939. Il habitait sur tout les Anglais, dit-il, ce genre de femmes qu'on ne voit pas dans les colonnes de pots, mais qu'on retrouve dans les biographies. Il parlait incroyablement jeune. En bottes et blouson de cuir, les cheveux foncés, les sourcils épais, il s'exprime dans un français à la fois précis et proustien.

L'intérêt que lui porte Yves Saint-Laurent et les revues super-snob (Nova) prouve bien qu'il y a encore de vrais personnages au Chelsea.

Simplement l'hôtel est devenu plus discret. Plus secret. Juliette Hamelcourt, qui fait des tapisseries, l'explique très bien. « Si nous sommes là à vie, c'est parce que nous avons quelque chose qui ne va pas. D'une certaine façon, nous sommes tous des associés. Et le Chelsea est un asile. Asile au sens classique de refuge dans le meilleur des cas. Asile avec une nuance pathologique quelquefois. L'hôtel est un asile pour ces inadaptés que sont les artistes. »

Elle dit encore : « D'ailleurs le Chelsea n'a jamais été aussi « glamour » qu'on l'a dit. Il est simplement le reflet concentré de ce qui se passe à New-York. Il y a eu la peinture, la musique, la drogue. Ça peut-il refléter en ce moment ? Sinon la violence, et une certaine absence. C'est vrai. Il n'y a plus de stars au Chelsea. Mais y a-t-il encore des stars ? Dans le monde de la musique et de la peinture, tout est moins spectaculaire. Le Chelsea est donc moins spectaculaire... »

JACQUELINE DEMORNEY.

LE CINÉMA AU PETIT ÉCRAN

Voir des films et ne pas critiquer

La demande du Bureau de liaison des industries cinématographiques, l'émission *Le Masque et la Plume*, de François Régis Bastide et Gilles Jacob, qui était, depuis le début de l'année, diffusée sur FR3, le dimanche soir à 21 h 30, va être interrompue. Cette émission, depuis longtemps célèbre à la radio, est une tribune des critiques au cours de laquelle on commente et juge l'actualité cinématographique. Une fois sur deux, les critiques commentent les films programmés sur FR3. Mais il semble que les industries cinématographiques ne supportent pas que s'expriment à la télévision des opinions controversées sur les films qui sortent dans les salles. Une émission avec des journalistes, critiques de cinéma, soit, à condition que ce ne soit pas une émission critique ! Par un savoureux paradoxe, on ne peut donc pas parler librement du cinéma sur FR3, chaîne du cinéma, qui est aussi celle de la *Libre Parole*.

Depuis la mort de l'O.R.T.F., les accords cinéma-télévision poussent le petit écran à n'être plus qu'un instrument de promotion pour les films du commerce. Excepté le mensuel de Frédéric Rossif et Robert Rossif (sur TF1, le dimanche soir), respecté du passé, fonctionnant toujours selon le principe du reportage (tourage de films, interviews d'acteurs, de réalisateurs), les magazines de cinéma — *Allons au cinéma*, d'André Halimi (TF1, chaque jeudi, 22 h 25), et *Ciné* de Pierre Bouteiller (Antenne 2, un samedi sur deux, 18 h) — se contentent, même s'ils font appel aux critiques, de suivre l'actualité immédiate des films sortant à la fois à Paris et dans les grandes villes de province, des films « à la mode ». Et puisque les chaînes, les sociétés, doivent se faire concurrence, on arrive, en ajoutant les rubriques des journaux télévisés ou des *Rendez-vous du dimanche* de Michel Drucker et Remy Grumbach sur TF1, à une véritable surcharge de la conversation salonnarde, ou « coin de feu », à propos des mêmes titres. Ainsi, le pionnage auquel ont été soumis, ces temps-ci, les téléspectateurs, avec les *Dents de la mer*, l'histoire de requin fructueuse pour les exploitants.

Ces magazines, ces rubriques, ne sont d'ailleurs plus des émissions de producteurs mais d'animateurs disposant de petits moyens matériels et l'on y chercherait en vain un peu d'originalité, quelque « angle » nouveau pour parler de cinéma. Ces émissions vont par la force des choses (mais qui dirige la force des choses ?) dans le sens d'un bavardage publicitaire illustré — il le faut bien — de quelques images de films.

Un « ciné-club » pour FR 3

Aucune chaîne, aucune société, ne se risquerait, aujourd'hui, à promouvoir une émission à la fois historique et critique, une émission réfléchissant aussi bien sur le langage de la télévision que sur celui du cinéma comme le fut, longtemps, « *Cinéma de notre temps* » de Janine Bazin et André S. Labarthe.

Paradoxalement, les maisons de la culture font de plus en plus appel à ce patrimoine de l'O.R.T.F. pour des projections-débats, à l'heure où la nouvelle télévision resasse ses « tables rondes » et ses potins en fauteuil-club, comme si elle n'avait plus désormais d'autre ambition que de faire dignement la rétape pour le compte des distributeurs et des exploitants, afin d'avoir la permission de composer une partie de ses programmes avec des films.

Lancée par FR3, la série de Maurice Bessy, « *Portraits de cinéastes* » (quatre émissions d'une heure pour chaque portrait), a commencé par reprendre Claude Autant-Lara et Abel Gance à « *Cinéma de notre temps* », mais l'entreprise, qui a rencontré des difficultés de production, va s'en tenir à ces deux personnalités. Ces portraits, intéressants, quoique très didactiques dans l'examen historique, n'apportent d'ailleurs rien de nouveau, sinon leur durée permettant d'utiliser davantage d'extraits de films et des extraits plus longs. Quant aux « *Années épiques du cinéma* », agréable série de David Mindesay, actuellement diffusée sur FR3 chaque dimanche à 20 h 5, c'est une émission historique, de montage, achetée à l'étranger.

Pour répondre, toutefois, à l'obligation que lui fait son cahier des charges de « couvrir » l'histoire du cinéma, FR3 va ouvrir, à partir du 22 mars, un ciné-club, qui sera programmé chaque dimanche à 23 h 30. Films muets, films en version originale sous-titrée, et un quota obligatoire de films français (30 % seulement). Ce ciné-club n'aura pas, lui, de présentateur-vedette, mais une courte introduction par un texte lu. On y verra pour commencer — et c'est un véritable événement — un cycle Garbo avec cinq films muets : *La Tentative*, *Love* (première version Garbo d'Anna Karénine), *La Belle Ténébreuse*, *Intrigue*, *Terre de volupté* et un film parlant, très connu celui-là : *La Reine Christine*. Puis un cycle Frank Borzage, avec un film muet : *L'Ange de la rue*, et quatre parlants : *Marnie*, *Strange Cargo*, *Trois camarades* et *The Moral Storm*.

Soixante-six longs métrages en plus

Même si FR3 doit, en contrepartie, abandonner une fois par mois sa case du mercredi, la chaîne y gagne quarante films supplémentaires par an — et des meilleurs.

Antenne 2 n'annonce aucun changement, mais les menaces qui pesaient sur l'existence du ciné-club de Claude-Jean Philippe se sont effacées. Pour respecter le contingent de la chaîne, le ciné-club doit pourtant assurer une partie de sa programmation avec des films de montage, qui ne comptent pas comme des films de l'exploitation habituelle : le spécial *Mélie*, le spécial *Max Linder* par exemple. Antenne 2, il est vrai, ne veut pas diffuser de films muets, même vers 23 heures.

En revanche, il y aura vingt-six films de plus cette année (des rediffusions surtout) sur TF1. Vingt-six films projetés le mardi, à l'intérieur de l'après-midi d'Éliane Victor, « *Restez donc avec nous* », en alternance avec des séries et des feuilletons.

Et Roger-André Larrieu, responsable de la programmation cinéma sur TF1, vient de réaliser une opération de prestige en achetant aux États-Unis les droits de cinquante-trois productions Samuel Goldwyn qu'il compte diffuser, à petites doses, à partir de cette année. *Hurricane*, de John Ford (avec son spectaculaire typhon et les sarongs de Dorothy Lamour), est passé le 1^{er} février.

Parmi ces productions Goldwyn, dont beaucoup appartiennent à l'histoire du cinéma, bien des titres ravigront les cinéphiles : *Dodsworth*, *Il était trois*, *Rue sans issue*, *La Vipère*, de William Wyler, *Cynara*, *Stella Dallas*, *Sot de noces*, de King Vidor, *Résurrection*, de Rouben Mamoulian, *Nana*, de Dorothy Arzner, *Les Aventures de Marco Polo*, d'Archibald May, *Goldwyn Follies*, de George Marshall et *The Kid from Spain*, *Kid millions*, *Palm Springs*, grands classiques depuis longtemps invisibles, avec le comique Eddie Cantor. Même si ces films doivent être présentés en version française (avec un nouveau doublage), c'est, là aussi, un événement qui va renforcer la qualité des programmes cinéma de TF1.

Cette opération de prestige est liée à l'hommage à Samuel Goldwyn, grand producteur indépendant d'Hollywood (mort en 1974) qui vient de commencer dans les salles de cinéma, avec la reprise des *Hauts de Hurtevent*, de William Wyler. L'accord passé entre L.D.T.V. (Société de télévision américaine), le circuit de distribution Parafrance films et TF1, prévoit que Parafrance sortira, en 1976, en priorité dans les salles, neuf de ces cinquante-trois films Goldwyn. TF1 est particulièrement avantagée dans cette entreprise puisque, outre d'exceptionnelles conditions d'achats de droits, la chaîne est intéressée à 15 % aux recettes de l'exploitation cinématographique.

JACQUES SICLIER

* *Le Masque et la Plume*, FR3, les dimanches 8 (21 h 25) et 15 (20 h 30).
* *Allons au cinéma*, TF1, jeudi 12 (22 h 40).
* *Ciné*, A2, samedi 14 (18 h).

A BRIANÇON

QUAND R.M.-C. ET A 2 SE « DÉCENTRALISENT » DANS LA NEIGE

La neige était toute blanche l'autre semaine. Ciel bleu de montagne. Soleil glacé. Place du Champ-de-Mars, sous les fortifications de Vauban, au milieu des banderoles, des drapeaux, des pancartes, des lanternes d'Antenne 2 et de Radio-Monte-Carlo qui inondent littéralement le centre de la ville et claquent au vent comme dans les stations d'altitude, une petite foule, frigorifiée mais contenue, écoute Frank Lipsky interviewer devant elle, à l'intérieur du car-studio transparent l'interprète d'« Une chouette nana », Michel Jonasz. Qui, il est là, en chair et en os, blond, bouclé, derrière la vitre, il fait des petits signes aux films.

Après l'émission, on distribue des cartes postales, des badges R.M.-C. qu'on retrouvera partout collés sur les cartables, les anoraks et les pare-bris des voitures. Le lendemain, Antenne 2 organise une « veille », comme on en faisait, parait-il, autrefois. Coton que l'on file, violon, costumes, les anciens du pays et Robert Charobols chantent tour à tour devant un feu de bois.

12 milliards anciens de publicité

Emissions en direct ou en différé, jeux de neige, jeux d'artifice, veillées, pendant huit jours, du 24 au 29 janvier, les Briançonnais ont pu regarder de près Jean Saz, Armand Jammot, Pierre Bellemare, Léon Zitrone... Une opération de « décentralisation », selon Antenne 2 et Radio-Monte-Carlo.

Une formidable opération de promotion aussi pour la deuxième chaîne, qui n'est pas capotée partout, pour Radio-Monte-Carlo, qui veut assooir son empire sur les Hautes-Alpes, et pour la municipalité de Briançon, dont le maire, M. Paul Djoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, était l'initiateur. Selon les calculs d'une revue régionale « Alpes », les dixaines et dizaines d'heures de radio et de télévision enregistrées, auraient équivalu, en heures de publicité payée, à plus de 12 milliards d'anciens francs.

Il fallait beau à Briançon pendant ces huit jours, et tout le monde semblait content. M. Paul Djoud, qui se félicitait de ces « festivités ». Le directeur de l'Office du tourisme, surpris de la rapidité des résultats (dès le lendemain, coups de téléphone et lettres se sont succédés), l'armée, qui avait beaucoup collaboré aux émissions, amené la neige quand elle manquait sur place, participé aux compétitions, aux débats. Antenne 2 et Radio-Monte-Carlo, qui entendent bien recommencer l'expérience. Tout le monde, même les journalistes, qui étaient de chère en cocktail et pouvaient faire gratuitement du ski de fond.

Pourtant ici et là, des petits tracts imprimés en bleu, signés par diverses organisations politiques et syndicales (la C.F.D.T., le GAM, le P.S., le P.S.U., et d'autres), remettaient en cause l'emploi du mot « décentralisation ». Ils n'avaient pas été prévus, disaient-ils.

CATHERINE HUMBLLOT.

RÉFLEXION SUR LES FORTES AUDIENCES

Les jeux radio font recette en temps de crise

MIDI, c'est chaque jour, à l'heure des jeux, l'heure du culte rendu, en direct, au système lucratif qui reconduit la chaîne de gagner — c'est donc la radio mise à prix par ses meneurs de jeu mêmes. Mais c'est aussi, fidèlement, le « retour » sonore des applaudissements, et derrière, en écho, l'épargne à suspense, le cumul des primes, ou l'investissement pathétique des camelots du micro.

De là vient sans doute que, servant au fauvallier de l'écoute, la grande masse des auditeurs devine, malgré elle, malgré ses soupçons, combien coûte à la « dette » qu'on veut lui faire supporter. Il faut bien, en effet, que la recette quotidienne des jeux, mobilisée par le sort étrange qui touche ici à la valeur de l'argent, soit subtilisée quelque part sur le compte des perdants. En revanche, d'un autre côté, le public d'occasion (celui qu'on entend crier au transcyber) ramène au parterre d'une salle des fêtes, doit lui, par ses réponses, ses chants, son émoi, sa réclamation, participer activement à l'autofinancement des gains qu'il ne réalise pas et, en sus, recevoir pieusement les cadeaux « revendus » d'avance par la promotion automatique des annonces.

Machine à crédits

Ainsi les jeux radiophoniques, toujours plus disputés (et toujours concurrents) : la case-treasure, ou « 20 millions cash », ou encore « Le jeu des 1000 francs », entrent de plein-pied dans l'imaginaire de l'initiation : ils lui apportent une sorte de caution et excitent de surcroît le sentiment d'une responsabilité collective. Car, de fait, puisque tous les milles il y a des perdants qui grossissent les gains possibles du lendemain, on s'habitue à considérer que, jour après jour, se gonfle d'elle-même une masse monétaire qui n'a pas de référence réelle. Curieux banco sur le défilé des sommes jouées, voilà bien le pari jeté, l'énigme absolue qui pèse si lourd à l'antenne : nul ne sait quelles liquidités donnent à la « caisse » ce formidable enjeu. Est-ce la publicité, ou le public plutôt, qui directement sollicité, rembourse la station radio ?

Seul l'appareil-programme (strict canevas des rengaines et des examinateurs, va-et-vient des « quiz » et catalogue des solutions) restitue le sens concret, l'économie du dispositif. On provoque et on stimule la « demande », simple reconduction du désir de gain : puis, coup de cymbales et d'applaudissements, l'ovation retombe, l'indicateur de la somme, le montant alloué sur les ondes, — l'offre —, c'est ce timbre, ce signal métallique de l'argent qu'on rappelle à tout instant. Sous le contrôle de la « banque » du jeu, le symbole de l'image acoustique s'en trouve finement, ironiquement, dévalué, comme si, à l'appel du chiffre qu'elle enregistre (jusqu'à 167 600 francs froids pour l'incroyable « Chanson-treasure » sur R.T.L. dernièrement), la part du numéraire n'était plus qu'une forme de provision onéreuse.

Pourtant il y a en plus, sous cette minuterie, le principe de la surenchère emprunté à la cadence publicitaire. Les « stimuli » excitent une manière d'alarme et d'urgence : aux animateurs d'obséder le rythme, le roulement des jeux, de consacrer la contrainte ponctuelle sous le méca-

nisme de la règle. A Soissons, à Rennes et à Beauvais, des chœurs pointent devant tous, à la stupéfaction du « marchand » (Dallac) et de l'empereur (Fabrice) — comme il veut qu'on l'appelle, — caricature de l'oncle Plesou, — « profit de canard » — comme les autres le voient ils viennent se sélectionner d'avance, et à la douzième heure, vendra naïvement leur force de travail. En tant que « grenadiers ». La politique du jeu les dépasse. Si l'un dit : « Oui, mais en est cent quatre-vingts comme ça dans l'usine », Fabrice répond : « Vous allez voir, on envoie lui ». L'agence nationale pour l'emploi, c'est l'autre grande muette. Chacun réagit, en permission, — qui avec une voiture soviétique encore inconnue, qui avec un vélo pliant, qui avec un voyage pour deux personnes, qui avec un luminaire. Les cadeaux sont toujours des lots de consolation dans les grilles et les « cases » qui dessinent arbitrairement l'espace statistique d'un vaste lot social.

Pour les « conscrits », à R.T.L., la fidélité impose sa cadence propre : on joue à la chaîne ; les épisodes forment un flux nécessaire, de l'accord parfait à « souffler, c'est jouer ». De même, la courbe ludique du rendement, la mise en scène d'accrochage des clients, le témoignage du cadeau, l'apprêt des animateurs, l'identification des ratés (ceux qui ne seront jamais « gagners »), l'enregistrement des profits joués, le bonus ou la prime au comportement, le salaire du hasard, le malin génie qui disqualifie les valeurs d'usage, tout conspire à bràcher l'ensemble du dispositif sur le système de la marchandisation. Ainsi, indemnités et travail temporaire débordent, réellement, sur le domaine des loisirs. Tandis que stocks et surplus servent, malgré la gratuité fictive du mécanisme, à la promotion des biens courants.

Une vulgarité « socialisée »

Mais il y a aussi des joueurs par téléphone et des candidats-courrier (c'est en sollicitant ces diverses « populations » traitées par la « machine à crédits » que la « case-treasure » a battu tous les records spéculatifs), lecteurs d'un ensemble de journaux de province (certains appartenant à un même groupe de presse), plus un hebdomadaire spécialisé, qui découpent leurs « fiches » (danières représentant des séries de produits fabriqués en réduction) et bénéficient du support d'autres joueurs (qui gagnent pour eux, à leur place, en direct) Étrange prise en charge, modèle d'intégration que Fabrice peut exalter. Encore faut-il, devant le micro, faire trébucher et relever dans l'anonymat la victime payante, encore faut-il, pour doubler l'angoisse, faire jouer le ressort de la vulgarité, une vulgarité elle-même « socialisée », destinée au code reçu, ce qu'on voudrait nommer (par-dessus la verve marchande, cette volubilité commerciale et despotique), le « populaire rigolard », et qui en fait recouvre la misère sexuelle du comique de groupe. On demande à l'épouse d'attester sa virginité prémaritale, puis à l'époux (qu'on a isolé, qu'il faut

épauler par des questions-pièges. Bellemare y fait « nouvelle « président-arbitre », excepté en celles renvoyées au candidat désarmé. Harold Kid défend les énigmes, sur place, dans une ville moyenne, avec ses pans de chronique, souvent abrascadabrants, et qui montrent quelle idée on se fait de la province, riche du pittoresque savant dont on veut le parer. La stratégie du test n'en est pas bouleversée, elle ne pénalise que les joueurs qui subissent la hiérarchie des questions (le dictionnaire, les phrases des bons auteurs truquées à reformuler, le plus et le moins — toujours le principe qui fait du « terme » juste, la contre-valeur, l'unité de compte à 600 francs, comme sur l'autre station). D'autant qu'on peut se retrouver avec, seulement, « deux bêtes », tel ce joueur qui n'en revenait pas, puisque quelqu'un lance pour vous, un nouveau chiffre, indiquant la page d'un catalogue de vente par correspondance, avec le cadeau, qui y est détaillé (instruments agricoles et ustensiles ménagers).

Si l'on a volé votre crédit, à présent on dispo-

Le test de vénalité

Or, vous voilà, exposé, par concurrence, à la dissolution de l'objet (puisqu'on en stérilise la valeur sur votre dos), devenu candidat au test de vénalité. L'examen ne surti plus à la pertinence probatoire des questions, les questions interrogent votre capacité à interioriser la vente et l'achat. Lucien Jeunesse demande ailleurs (sur France-Inter) : « Du'allez-vous faire, désormais ? », et le vainqueur du banco ne souffre mot ; les 1000 francs, d'après la réévaluation, convertibles et flottants, valent l'appoint, le supplément d'un salaire dénoté par le crédit. De fait, à la différence du tiré (qui a quand même la course dominicale pour référence), le jeu radio ne repose sur rien, il accompagne la compétition sociale, traduite en langage docte, celui des *seil-méde* mon ratés, ces autodidactes qui n'auraient jamais su autrement monnayer leur savoir.

« Le jeu du milliard », qui passe sur Europe 1, reproduit dans ce contexte, complémentarité à la règle du clivage, et du handicap surmonté, le thème de la chance « au naturel ». Le loyer de l'argent intéresse l'auditeur obligé, l'épargnant inquiet, lequel peut gagner ce que rapporte un milliard déposé à la Caisse d'épargne postale, pendant six heures par exemple : soit 848 francs. Mystification pendulaire qui ne trompe que ceux-là qui « sont toujours trompés » ; sa « révérence », c'est la malchance des mal lotis (« le peuple », comme dit Fabrice, « les bonnes gens », comme dit Bellemare), bref ceux qui attribuent à la chance la rôle sélectif — ségrégatif — dont ils sont déjà les joués.

JEAN-MAURICE MONNOYER.

* R.T.L., de 11 h 30 à 12 h : « La case-treasure » et « Le Chanson-treasure ».
* EUROPE 1, de 12 h à 13 h : « 20 millions cash ». Toutes les heures : « Le jeu du milliard » (« Europe 1 », c'est naturel) !
* FRANCE-INTER, de 12 h 45 à 13 h : « Le jeu des 1000 francs ».

Correspondance

CAMEROUN-INTER

M. Moïse Mamadou nous écrit : Dans l'après-midi glacial du dimanche 1^{er} février 1976, quelques auditeurs français ont dépassé les frontières nationales de leur pays, grâce aux moyens d'information de France-Inter.

Ces temps-ci, les antennes françaises « crise d'inspiration » — brûlent l'ancien mythe : l'exotisme des colonies paoliotes (indépendantes ou non).

Nous voilà donc au cœur de l'Afrique centrale, à Yaoundé. De midi à 14 heures, un ministre camerounais nous entretient du libéralisme platiné, de la sagesse de l'Etat à maintenir la philosophie du parti unique en matière de politique, tandis que le président, lui, exalte les vertus des relations franco-camerounaises, mais désapprouve (diplomatie oblige) l'opportunité de l'Occident concernant le déshérent des frères ennemis de l'Angola.

On n'en fait jamais avec le d'être de l'information : comment choisir à travers le torrent des programmes ? La part du documentaire fait admissiblement corps avec celle du divertissement.

L'auditeur français retrouve à quelques milliers de kilomètres de chez lui l'éternelle atmosphère du jeu des 1000 francs (0 pièce) : même nonabilité, même profusion de paroles, même exaltation de la foule des « banco-banco », enfin même rituel. Ce n'est pas tant le caractère diversifié de Radio-France qui est directement mis en cause (on polémiquait assez là-dessus), mais, outre l'idéologie qu'implique le sport des 1000 francs en Afrique, c'est l'attitude paternaliste, les ambiguïtés courtoisement racistes d'un Lucien Jeunesse qui agacent. C'est ce ton avec lequel il s'adresse à la candidate du jeu (une Camerounaise) qui dévoile la complaisance de son propre jeu. Devant cette jeune fille, l'animateur se permet de s'exprimer en singeant le charme de serpent, tout en se déguisant la voix comme s'il parlait à un enfant : « Vous flirtez », « vous êtes fiancée ? » « Un bon Négrito, n'est-ce pas ? »

On voit combien, de nos jours, l'image du nègre (bon enfant, objet de divertissement gratuit, bête qui ne pense qu'aux jesses) persiste, cultivée par les mass media.

La radio camerounaise pourrait-elle un jour envoyer une équipe d'animateurs, ayant mission de faire vivre aux populations du Cameroun ce qui se passe du côté de la tour Eiffel ? Les deux pays seraient en droit de se demander : « Qui de nous deux singe l'autre ? Qui fait figure de pantin ? »

LE BICENTENAIRE SUR TF1

Les mois qui viennent seront, jusqu'au 4 juillet, à dominante américaine sur TF1. La première chaîne ne se bornera pas à retransmettre les cérémonies du bicentenaire de l'indépendance des États-Unis. Elle a produit tout spécialement des émissions destinées à faire connaître aux téléspectateurs de tous âges l'histoire et la civilisation du Nouveau Monde :

— « Amérique d'hier et d'aujourd'hui », avec huit documentaires réalisés sur place par Marc Brionne, Claudine Kirgen, Jacques-Olivier Chataud, François Moreuil.

— « Amérique légendaire », pour les jeunes, avec six portraits d'« aventuriers » comme Mark Twain, Walt Disney, Edison.

— « Amérique de tous les jours », au cours d'une soirée spéciale, composée d'une sélection des meilleurs programmes des chaînes de télévision U.S., enfin, dans un grand concours organisé en liaison avec la presse quotidienne régionale.

RADIO-TELEVISION

La SOMERA à Chypre

LA VOIX PRIVÉE DE LA FRANCE

« Ici Radio-Monte-Carlo ». L'indicateur que les Libanais peuvent entendre chaque jour en temps de paix, en temps de guerre, ou actuellement pendant la trêve — est celui de la SOMERA. La Société monégasque d'étude et d'exploitation de radiodiffusion — contrôlée par l'Etat français — émet depuis 1972, en ondes moyennes, sous le sigle de R.M.C. Il s'agit d'une radio commerciale, dont les émissions réalisées pour l'essentiel en langue arabe sont parfaitement bien captées dans les pays de la Méditerranée orientale (Liban, Syrie, Israël, Jordanie et une partie de l'Egypte) grâce à un émetteur-relais de 600 kW implanté dans l'île de Chypre, au cap Gréco. Avec quinze heures trente de programmes continus, dont douze bulletins d'information, la radio de la SOMERA est une forme de la présence économique et culturelle de la France, dans cette région, et aussi, de fait, une expression de sa politique étrangère.

600 KW CHEZ MGR MAKARIOS

L'idée de créer cette radio est née en 1968. A l'époque, le gouvernement confiait à la SOFIRAD, alors présidée par un gaulliste, M. Pierre Lefranc, une mission d'étude sur les possibilités d'action en ondes moyennes à grande distance — vers le Proche-Orient. A cela, plusieurs raisons : d'une part, une certaine désaffection de l'auditeur pour les ondes courtes, d'autre part, le retard pris par la France, en matière radiophonique, sur d'autres pays : Allemagne, Grande-Bretagne et Etats-Unis, notamment. Pour mener à bien cette mission, la SOFIRAD met en place une première société d'étude monégasque, la SOMETRA.

Emettre en ondes moyennes (de faible portée) suppose que l'on se rapproche de la cible. Le premier travail de la SOMETRA est d'engager des pourparlers avec le gouvernement chypriote de Mgr Makarios, afin d'obtenir le droit de construire un relais dans l'île. En 1970, un accord est conclu entre la SOMETRA et la radio locale C.B.C. (Cyprus Broadcasting Corporation) aux termes duquel la future société de radiodiffusion disposera d'un terrain en location pour construire son émetteur et d'une fréquence hertzienne libre. L'accord prévoit aussi que cet émetteur ne servira à retransmettre, sous le sigle de R.M.C., que des programmes émanant de Radio-Monte-Carlo, société monégasque, jugée peu susceptible de prétentions impérialistes.

LE STYLE « PÉRIPHÉRIQUE »

Aujourd'hui, la SOMERA diffuse des émissions de 5 heures à 20 heures (heure G.M.T.). Elle propose notamment des programmes de musique ininterrompue, des émissions de variétés internationales et françaises, des sketches, des disques à la carte... Ces émissions, réalisées à Monte-Carlo par cinq animateurs du programme, sont composées à 80 % en langue arabe, et le reste en français. Un pourcentage que le P.D.G. M. Denis Baudouin, ancien responsable du service de presse de l'Elysée du temps de Georges Pompidou, souhaite modifier quelque peu : « Nous voulons accroître l'importance accordée au français, dit-il, tout en conservant au moins 60 % des émissions en arabe ».

Une place importante est réservée aux informations. Signaux que jusqu'au 1^{er} janvier 1975, elles étaient réalisées gratuitement par l'O.R.T.F. qui ne les « signalait » pas. Depuis la disparition de l'Office, la SOMERA a créé son propre service d'information, installé à Paris et relié en permanence avec Monte-Carlo, d'où partent toutes les émissions vers Chypre l'équipe journalière.

IL MANQUERA TOUJOURS DEUX MILLIONS

Ces résultats n'empêchent pas la SOMERA de connaître un certain nombre de difficultés financières. L'année 1976 s'annonce délicate, et pour plusieurs raisons. A commencer par la publicité. Les annonceurs français se désintéressent presque totalement du marché que leur permettrait d'atteindre la SOMERA. Ce qui n'est pas le cas pour leurs concurrents : pour 80 %, les annonces actuellement diffusées sont, en effet, consacrées à des produits japonais et américains... « Depuis quelques mois, explique M. Gérard Pruvost, conseiller technique auprès de la SOFIRAD, nous essayons de sensibiliser les industriels français. Mais les résultats ne sont pas encore encourageants. Comme le déclare M. Denis Baudouin, « la France n'a pas le génie du commerce ». Mais il semble également que les structures mêmes de la publicité française au Proche-Orient soient en cause.

La SOMERA, station à vocation commerciale, devrait, au terme de sa croissance — soit dans les années 20 — être capable d'équilibrer seule son budget. En 1976, sur un budget de fonctionnement de 9 millions de francs, les recettes publicitaires sont évaluées entre 3 et 3,5 millions. M. Denis Baudouin estime cependant que des progrès seront réalisés dans les prochaines années... « On peut tendre vers un certain équilibre », estime-t-il, « si 5 à 6 millions de publicité en français courent. Mais, reconnaît-il, il manquera toujours 2 à 3 millions à la SOMERA ».

Qui comblera le déficit ? Naturellement, on se tourne vers les pouvoirs publics. Le service de presse du Quai d'Orsay, qui finance la politique d'émissions radiophoniques en direct vers l'étranger, a, accordé, pour 1976, 2,5 millions à la SOMERA, qui en recueillait 7. Le reste (11,8 millions) est allé à Radio-France internationale qui demandait 13,9 millions. Néanmoins, la SOMERA a obtenu, grâce à une intervention personnelle du premier ministre, semble-t-il, une rallonge de 2 millions.

CATHERINE GUIGON.

11 Depuis l'élévation de l'O.R.T.F. en janvier 1975, ses parts ont été réparties entre Radio-France (30 %) et Télédiffusion de France (15 %).

Écouter, voir

• **DRAMATIQUE : QUI JOSE AIMER.** — Mercredi 11 février, TF 1, 20 h. 30.

Le plus horrible, dans la vision (pessimiste) des rapports entre les sexes que développe, depuis *Vipère au poing*, le romancier Hervé Bazin, c'est que, dans un monde régi par la culpabilité, l'autorité dévastatrice des femmes-abeilles n'a d'égal que la lâcheté débilitante des hommes-bourdon. Dans cette adaptation de Qui j'ose aimer, due à l'auteur lui-même, c'est presque insupportable.

Quatre femmes : une gouvernante recroquevillée dans sa bigoterie, une adolescente retardée, une divorcée cancéreuse et une « ouvrière » (mi-ange mi-démon) trouvent un équilibre régressif dans le mariage.

Pas d'hommes : pas d'ennui. Il en arrive un copain, que l'on soupçonnerait beau, dénué, digne de la chance d'être aimé à la fois par la mère et la fille. Mais non. Le « parasite » est plutôt banal, sans doute frustré (nous sommes en Vendée), très porté sur la chair, honteux de ses « bas » instinctifs. Si bien que tous les stéréotypes romanesques s'écroulent. Et que, filmé par Jean-Marie Coldefy entre les croûtes, les calvaires et l'église, cette aventure d'incertains bourgeois ne laisse qu'un goût amer.

• **MAGAZINE D'ACTUALITÉ : L'ÉVÉNEMENT.** — Jeudi 12 février, TF 1, 21 h. 30.

Ne pas refaire *Satellite* mais le remplacer par l'objectif de Henri Marquet et de Christian Bernadac, parrains du nouveau « grand magazine » de TF 1. Animé par Jean-Pierre Berthet, la nouvelle formule sera « adaptée aux exigences de l'actualité ». Des documents, des faces-à-face entre personnalités politiques composent chaque numéro de cette série hebdomadaire, consacrée à dix points « chauds » du moment. Jean-Pierre Berthet (qui a dû, faute de temps, abandonner ses *Questions pour un samedi* à France-Inter) tentera, sans avoir l'ambition d'imiter *Cinq colonnes à la une*, de mieux situer ses sujets dans la société et dans l'histoire des mœurs. Evidemment, il accueillera de nombreux invités.

• **CINEMA 16 : LA MAISON D'ALBERT.** — Samedi 14 février, FR 3, 20 h. 30.

Les boulots qui se succèdent. Les bagarres dans la rue. François est de ceux pour qui la vie, au départ, n'a jamais été facile. Il se retrouve, au commissariat, il rencontre, lui qui a trente ans — et déjà beaucoup d'expérience — un vieux bûcheron, un Cézanne.

Les films de la semaine

• **QUAND L'INSPECTEUR S'EMMELE,** de Blake Edwards. — Dimanche 8 février, A 2, 13 h. 40.

Une enquête en dessin animé épuisant et aventures criminelles en style de « cartoon » frénétique. Un univers de l'absurde où, seuls, comptent les gags, le mouvement de l'action et les extravagances de Peter Sellers.

• **LE GENDARME A NEW-YORK,** de Jean Girault. — Dimanche 8 février, TF 1, 20 h. 30.

Toujours encombré de sa fille gâtée, le gendarme de Funtus apporte à New-York la civilisation française : steak frites, gros rouge et système D.

• **LOUIS II DE BAVIÈRE,** de Helmut Käutner. — Lundi 9 février, TF 1, 20 h. 30.

Réalise presque vingt ans avant les films de Syberberg et de Wajsbort, celui-ci passe sous silence l'homosexualité du roi de Bavière et laisse planer un doute sur sa folie. Une curiosité, tout au plus.

• **NE NOUS FACHONS PAS,** de Georges Loutmer. — Lundi 9 février, FR 3, 20 h. 30.

Parodie de « série noire » (avec dialogues de Michel Audiard), Jean Lefèvre, fausse victime et porte-parole régulier des régimes, fait à lui seul, le spectacle.

• **REMONTOYER LES CHAMPS-ÉLYSÉES,** de Sacha Guitry. — Mardi 10 février, TF 1, 14 h. 05.

Selon Sacha Guitry, l'histoire des Champs-Élysées se confondrait avec celle d'une

famille française issue — de la main gauche — du roi Louis XV. Et dans cette fantaisie, toujours plus délectable à chaque nouvelle vision.

Napoleon, vaincu en 1815, rencontre Bonaparte sous les arbres du Rond-Point, le temps de deux phrases : « Si c'était à refaire, recommencerais-tu ? » « Oh ! Pas pour un empire ! » Inimitable conteur de l'histoire, grande et petite, Sacha a même inventé des mots historiques plus vrais que les vrais.

• **MARDI ? C'EST DONC LA BELGIQUE,** de Mel Stuart. — Mardi 10 février, A 2, 20 h. 30.

Satire des voyages organisés dont font les frais des touristes américains prétendument typiques. Comme la blonde évaporée qui se trompe toujours de groupe ou de direction, le spectateur a vite envie de s'en aller ailleurs.

• **L'HOMME DE LA SIERRA,** de Sidney J. Furie. — Mardi 10 février, FR 3, 20 h. 30.

Marlon Brando le long de la frontière du Texas et du Mexique et dans ses plus mauvais jours.

• **BAS LES MASQUES,** de Richard Brooks. — Mercredi 11 février, FR 3, 20 h. 30.

Brooks, ancien journaliste, a montré la vie d'un grand journaliste américain (il a tourné dans les bureaux du *New York Daily News*) et a fait d'Ernest Hemingway le champion de la presse libre. Concis, solide, puissant, marqué d'un idéalisme auquel on veut toujours croire — même si Hol-

lywood et le cinéma américain ont bien changé, — ce film, où le droit affronte la force, nous restera toujours cher.

• **JEUX INTERDITS,** de René Clément. — Jeudi 12 février, A 2, 20 h. 30.

Une fable bouleversante — et vraie — sur l'enfance meurtrie, traumatisée par le monde des adultes. René Clément a placé sa caméra à la hauteur de Brigitte Fossey et Georges Poujouly, petits interprètes qu'on n'a jamais oubliés. Il a été le premier à reconstruire la réalité de l'enfance de juin 40 comme elle fut vécue par les civils maltraités sur les routes.

• **ALFRED LE GRAND, VAINQUEUR DES VIKINGS,** de Clive Donner. — Jeudi 12 février, FR 3, 20 h. 30.

Histoire d'un roi saxon du neuvième siècle anglais, artisan de l'unité de l'Angleterre du Sud. Monumental en 70 millimètres et néanmoins laborieux.

• **TILLIE AND GUS,** de Francis Martin. — Vendredi 13 février, A 2, 22 h. 50.

W. C. Fields et sa comédie Alison Skipworth jouent au poker et aux dés comme personne et transforment, par leur comportement délinquant, une affaire de famille en épopée comique de river-boat. Quelques passages à vide, mais très drôle dans l'ensemble.

• **BONS POUR LE SERVICE,** de James W. Horne. — Dimanche 15 février, A 2, 15 h.

L'un des longs métrages les plus drôles de Laurel et Hardy. Ils font la cuisine sur un sommier métallique, de-

Albert, arrêté le même jour pour avoir volé un porte-feuille. Deux solitudes qui s'accrochent. Ils repartent ensemble. François ira travailler chez et avec Albert. Bastine réproche du jeune et du vieux. François va-t-il trouver des racines dans ce paysage sauvage, aride, un peu comme ils sont tous deux ? La vie du village, le bal, deux filles. Ce n'est peut-être pas assez.

La caméra de Sylvain Joubert, à la fois auteur et interprète, « colle » aux personnages anti-héros, au quotidien, aux pierres, aux broussailles.

• **LES CHEMINS DE LA DÉCOUVERTE : DARWIN.** — Dimanche 15 février, FR 3, 21 h. 30.

Dans une Angleterre victorienne, où l'ordre des choses est moral avant que naturel, Gérard Chouhnan raconte le parcours implacablement logique que mène Darwin — à son corps littéralement défendant — de l'intuition à la recherche puis à la découverte des éléments qui fonderont sa théorie de la sélection naturelle, au terme de laquelle l'homme sera définitivement ancré dans le règne animal, sans prédestination d'ordre métaphysique. Débat d'idées en costumes dans du Chippendale et devant des tasses de thé, sur fond vert gazon. Passionnant.

• **LES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS,** de Miché Curtis. — Dimanche 15 février, TF 1, 17 h. 15.

Le seul Robin des bois qui fasse toujours le plaisir de spectateurs à cause d'Errol Flynn et de l'imagerie façon Walter Scott, de Michael Curtis.

• **LES FEUX DE LA CHANDELEUR,** de Serge Korber. — Dimanche 15 février, TF 1, 20 h. 30.

Prénant la Chandeleur pour le printemps, Annie Girardot met un chapeau rouge pour sortir quand il neige. Il est vrai qu'elle est folle — d'amour — pour Jean Rochefort. Malheureusement, la chronique familiale et provinciale de cet amour s'égare dans les clichés et dans les maladroitures.

• **FAITES DONC PLAISIR AUX AMIS,** de Francis Rigaud. — Lundi 16 février, TF 1, 20 h. 30.

Qu'y a-t-il de plus nul qu'un vaudeville « mis en scène » par Jean Girault ? Un vaudeville mis en scène par Francis Rigaud !

• **NICOLAS ET ALEXANDRA,** de Franklin J. Schaffner. — Lundi 16 février, FR 3, 20 h. 30.

Nicolas II, Alexandre, leur fils et Rasputine, ou la point de vue des malheureux Romanov sur la fin de la Russie tsariste. Psycholgie romantique et reconstitution soignée.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mouroucq ; 20 h. le journal de Roger Gicquel (le dimanche Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ;

Vers 23 h. TF 1 dernière, par Julien Besançon. Pour les jeunes : « Les infos » de Claude Pierrat (le mercredi, 17 h. 30).

A 2 : 13 h. (les samedi et dimanche). Le journal de Jean Lazzi ; 14 h. 30, « Babes » (saut les

samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (saut les samedi et dimanche), le journal d'Édith Vial ; 20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lazzi, les samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de Maurice Werber (Roland Muhl, les samedi et dimanche).

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flashs (saut le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

TÉLÉTHEQUE DE CHAILLOT

MARDI 10, 14 h. : *Henry de Montherlant* (I) ; de C.-J. Philippe et C. Thiriet (1973) ; 14 h. 40 : *François Mauriac* ; de S. Mouli (1972) ; 16 h. 25 : *Gaston Bachler* ; de J.-C. Bringuet et H. Knapp (1972).

MERCREDI 11, 13 h. : *Henry de Montherlant* (II) ; de J. Prax (1964) ; 13 h. 30 : *Plages sa son cinéma* ; de J.-C. Bringuet (1970).

JEUDI 12, 14 h. : *Henry de Montherlant* (III) ; de J. Prax (1968) ; 16 h. 30 : *Plages sa son cinéma* ; de J.-C. Bringuet (1970).

VENDREDI 13, 14 h. : *Shakespeare et Orson Welles* ; de J. Prax (1963) ; 16 h. 40 : *Premier amour* ; de J. Prax (1963) ; 16 h. 40 : *Jacques Monod : Le Hasard et la Révélation* ; de M. Dugowson (1970).

SAMEDI 14, 14 h. : *Quatre-vingt-trois* ; de C. Sautelli (1969) ; 14 h. 35 : *Les Mille et une nuits* ; de M. Blumel (1972), deuxième partie à 16 h. 40.

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque heure russe et à 12 h. 30 et 15 h. 30. Bulletin complet à 5 h. 50, 6 h. (Social matin), 6 h. 30, 7 h. 30, 8 h. (Alain Bedouet), 8 h. 30 (Claude Guillemin), 9 h. 13 h. (P. Elia Bach), 19 h. (Paul Amar), 20 h. (Roger Telo), 22 h. (Paul Amar), 24 h.

EUROPE : Toutes les demi-heures jusqu'à 8 h. : *Bellezza* complet à 7 h. (Charles Villeneuve) ; 7 h. 30 (Gilles Schneider, commentateur, Alain Dubouché) ; 8 h. (Philippe Giladi) ; 9 h. (Françoise Krueger) ; 13 h. (André Arnaud) ; 19 h. (Pierre Lescure) ; Flashs : toutes les heures ; 22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h. Europe dernière.

LUXEMBOURG : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ;

Bulletin complet à 9 h. 13 h. (Journal) ; Flashs : toutes les heures ; R.T.L.-digest à 32 h.

RADIO - MONTE - CARLO : Toutes les demi-heures de 5 h. 30 à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45 et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h. 9 h. 12 h. 14 h. 20 h. 22 h. 30, 24 h. ; Flashs : aux autres heures (de 1 h. à 1 h.).

Radioscopes

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et informations ; 9 h. 10, Magazine de Pierre Bouleiller ; 10 h. Inter-temmes ; 11 h. A vos souhaits ; 12 h. Rétro concours ; 12 h. 45, Le jeu des 1000 francs ; 14 h. Le temps de vivre ; 15 h. 5, Bons baisers de partout ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. 5, Banzai ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les maris de Philippe Gildas ; 8 h. 15, Chronique d'É. Mougeon ; 8 h. 30, Expliquez-vous... d'I. Lévi ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. 30 (C). Les dossiers extradi-judiciaires du crime ; 14 h. Danièle Gilbert ; 16 h. 30, Jean-Michel Desjardes, Pierre Lescure et Anne Soudier ; 18 h. Jean-Loup Labat ; 20 h. 30, Fiers Pêcheurs ; 21 h. 30, François Divo ; 22 h. 40, Goldsch.

RADIO - MONTE - CARLO : 5 h. 30, Informations et variétés ; 9 h. 30, J.-P. Foucault ; 12 h. A vos de jouer ; 12 h. 25, Quatre ou double ; 14 h. 10, Le cœur et la raison ; 15 h. Julie ; 16 h. Cherchez le disque ; 17 h. Taxi ; 19 h. Hui-Parade ; 20 h. 5, Tohu-Bahut ; 21 h. 5, Flash-back ; 22 h. J.-C. Laval.

R.T.L. : 5 h. 30, Musique et nouvelles ; 9 h. 30, A.-M. Peyron ; R.T.L., c'est vous ; 19 h. Hui-Parade ; 21 h. Les routiers sont sympas ; 24 h. Les nocturnes.

Parade ; 21 h. Les routiers sont sympas ; 24 h. Les nocturnes.

Religieuses

et philosophiques

FRANCE - CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizon ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; La Libre pensée française (le 8), La Grande Loge de France (le 15) ; 10 h. Mase.

Radioscopes

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit l'acteur James Mason (lundi), l'explorateur Jean Malaurie (mardi), Michel Dohé (mercredi), M. Gabriel Falles, directeur de l'Assemblée publique (jeudi), et l'Académie Antonine Maillet (vendredi).

كتاب النمل

LA GÉOGRAPHIE par Maurice Le Lannou

Des géographes contre la géographie

OU voici un déconcertant manifeste lancé par de futurs maîtres ! A l'école normale supérieure de l'enseignement technique, d'où me vient cette brochure, on ne veut même plus entendre parler de géographie, et l'on prétend substituer à la vieille discipline une toute nouvelle « science des espaces ». Cela dans un style précaire, mais péremptoire, qui enfonce l'obstacle : on s'agit de la « science des espaces », des enseignants de Sorbonne et d'ailleurs, et l'on se demande, parlant des plus connus, « comment discuter avec cette géographie-là ». Ces jeunes gens doivent être bien sûrs de leur affaire, et nous sommes crûment avertis de leur résolution. « Il ne s'agit pas de créer un climat de violence, même verbale, contre les tenants de la géographie actuelle... Ce même verbe est admirable ; dans sa provolante indulgence, il en dit long sur les origines et sur le sens de l'inspiration (1).

Il faut d'abord débarrasser la géographie de toutes les définitions que les siècles en ont données. Ainsi de cette croyance à « l'importance magique du terrain », si répandue chez les vieux géographes, qu'ils déclaraient essentiel d'aligner la boue et d'être toujours bien chaussé. La course sur le terrain, qui conduisit au « pointillisme visuel », donne une succession d'images, rien de plus. A ceux qui prétendent prendre une vue globale, il est répondu que le paysage n'est lui-même qu'un assemblage contingent, sans arguments propres à nourrir une science, capable seulement de satisfaire notre « croyance magique » (nous sommes décidément ensorcelés) « dans l'intuitif et l'empirique ».

D'autres ont pensé que les paysages pouvaient du moins se classer en types ou l'on retrouve, dans des synthèses mouvantes et périssables, mais tout de même suffisamment consacrées, les marques d'une causalité qui dépasse les simples rapports écologiques et peut prendre quelques-unes de ses impulsions, non seulement au long de l'histoire, mais à travers tout le vaste monde. Erreur, nous dit-on, car « la synthèse est un moment de la démarche et non objet de science ». Ainsi notre vieille géographie n'aurait-elle que l'unique et ne saurait-elle conduire au général. Par-dessus le marché, elle met en œuvre le subjectif et privilégie le sentiment personnel. Com-

ment ne pas rejeter dans les belles-lettres une discipline fondée de la sorte « sur une systématisation inconsciente de la subjectivité » ?

Tout hérisse, comme mes lecteurs aisément l'imagine, par ces outrances j'avoue pourtant que je leur vois une part de vérité. Il est très certain que des maillons importants, dans la chaîne des causalités géographiques, ne relèvent nullement de la détermination ni de la suggestion des lieux. Et cela ne date pas d'aujourd'hui. Il y a près de trente ans, Charles Morazé dénonçait « cette étrange pression d'un déterminisme nouveau », par quoi « le plus matériel détail de notre existence quotidienne est la conséquence d'une pensée d'un quelconque individu aux antipodes », si bien que « la nature n'est plus le théâtre de l'activité humaine » et que celle-ci, en fin de compte, « a aujourd'hui pour cadre le statut mondial ».

Je ne vois même pas que ce soit là, vers la fin de la seconde guerre, une totale nouveauté : il y a longtemps que, dans l'arsenal des causes agissantes, se manifestent des forces lointaines, non traduites d'évidence dans les paysages. Mais il est vrai que les géographes ne s'en préoccupaient guère, à qui l'on pouvait reprocher d'être à contre-courant de l'évolution du monde en mettant tous leurs accents sur le visible, le matériel, le coloré et, pour tout dire, l'immobile.

Il en résultait par exemple ce souci prépondérant du fait rural, alors que l'humanité commençait à se précipiter vers les villes, et ce goût pour des synthèses (André Cholevy parlait de « combinaisons ») qu'on cherchait à classer en types fermes au moment où, précisément, elles menaçaient de se défaire. Telle était pour Morazé, qui s'en prenait — assez injustement — à l'œuvre d'Albert Demangeon, « la dernière manifestation du romantisme ». Telle est aujourd'hui, à bien plus forte raison, puisque les hommes, attachés en corps et en esprit à leurs habitats, sont plus soumis aux coercitions de grands éléments matériels qu'ils ne le sont, à l'égard du soleil ou de la pluie, la bête noire des nouveaux prophètes de l'espace.

C'est faire là le procès, et non sans pertinence, de la région géographique qui a enchanté nos cultures traditionnelles à base d'histoire, d'éthnographie

et de monuments, et établi la gloire de la géographie française. A propos de l'ensemble aquitain, nos jeunes gens écrivent que « les déterminations qui fixent la distribution des forces productrices sont extérieures à la région », que celle-ci appartient à « un système économique déterminé à l'échelle internationale par les grandes sociétés », et à l'échelle nationale par l'état. Ces conditions conduisent proprement à l'éclatement d'un tout que définissait naguère, aux yeux du géographe, son homogénéité. Le cadre caractéristique est désormais brisé, ne serait-ce que par suite de décisions prises à l'extérieur, lesquelles, privées de références communes ou même comparables, font que chaque agglomération urbaine constitue un marché de l'emploi « rendu indépendant des autres par son insertion dans un système économique de niveau national ou international ».

Ainsi se traduit la crise de cette région Midi-Pyrénées, pourtant construite pour les besoins de la cause économique, et qui n'a point en elle-même de forces suffisantes pour résister à l'impérieux pouvoir de la grande entreprise d'Europe... ou d'Amérique. On ne peut le nier : la géographie s'était reposée sur un monde tranquille où comptaient encore presque seules les convives de l'homme et du lieu : elle n'a plus cette simplicité, et il faut maintenant la faire entrer dans l'énorme mouvement qui bouscule et dépersonnalise des sociétés humaines désormais commandées de fort loin et devenues véritablement des enjeux.

Ainsi la géographie gagnerait beaucoup, nous dit-on, à considérer « des thèmes et non des lieux ». Ce serait un renversement : « Il ne s'agit plus de partir d'un espace considéré comme en soi, on étudie les phénomènes, mais des phénomènes qui créent leurs espaces ». Nous y voilà : la nouvelle géographie est un grand-bien à l'action rapide et totale. Ne la confondons point avec cette géographie appliquée que nos gens de l'ENSEET tiennent pour une tentative de sauvetage, ni avec la géographie quantitative « faux remède » sur un « organisme malade ».

La géographie appliquée ne renouait,

tant s'en faut, ni aux lieux ni aux régions. La quantitative, disent nos critiques, ne fait que sacrifier — en le mesurant — l'empirique. La nouvelle science de l'espace, elle, est une doctrine d'ensemble — j'allais dire totalitaire — à qui il suffit d'être « scientifique » pour être « progressiste ». Elle vaut pour toute la planète et constituera dans le même temps « un instrument de connaissance et de transformation de l'espace social ». N'en doutons plus : la géographie entre dans le système où l'on a déjà mobilisé l'économie politique, l'histoire et jusqu'à la littérature. Sa vérité, nous est-il dit, se montre, comme celle des autres sciences, « indivisible et révolutionnaire par nature ». A condition, bien sûr, qu'elle sorte victorieuse « d'une dure bataille entre l'esprit scientifique et l'idéologie bourgeoise ».

Cette assimilation de l'esprit de science à une idéologie... non bourgeoise suffirait à me persuader que nos iconoclastes ne sont pas plus libres de leurs mouvements que les raides tenants de la tradition. Je leur retourne leur ironie : comment discuter avec cette géographie-là ? On peut du moins relever les contradictions qu'elle comporte.

Puisqu'il est attentatoire à la dignité et au bien-être des hommes que les décisions viennent de loin, c'est donc qu'on tient pour libératrices celles qui émanent d'un milieu borné, local, régional, national, voire européen. Et celles-ci ne peuvent évidemment que présenter entre elles de nombreuses différences, tant l'étendue terrestre, si l'on veut bien y voir autre chose qu'un simple embrouillamini d'espaces, mais la considérer dans ses aspects charnels, comporte d'oppositions subtiles ou dures, claires ou sournoises, mais toujours profondément répercutées, comme eût dit Barrès, du sol à l'esprit. Mais telle n'est point — un système n'étant pas forcément une logique — la fol des normaliens techniques de géographie. Pour eux, l'obstacle à des coercitions qui viennent du dehors est une autre coercition en provenance... d'un autre dehors. Ils n'ont que faire du monde nuancé qui, depuis Strabon, justifie le géographe.

J'aurais peut-être épargné à mes lecteurs de connaître cette nouvelle géographie orientée et simpliste si la profession de foi de ce groupe de futurs

enseignants déjà en vue ne risquait de conduire, dans un moment où l'on en débat très fort, à de déconcertantes révisions dans la pédagogie et les programmes de la discipline. Il faut bien convenir que la promenade et l'image ne suffisent plus à rendre compte de faits qui ont cessé de marquer l'extrême intimité des hommes et de la terre et révèlent d'étonnantes et lointains rapports, quand ce ne sont de lourdes sujétions. Il est nécessaire de faire entrer dans la géographie nombre de notions dégagées par la réflexion économique, et de présenter les systèmes socio-politiques qui s'appliquent à revendiquer le monde pour en diriger les changements.

Mais qui ne voit le danger qu'il y aurait à tout noyer sous ces éléments nouveaux ? C'est le paysage entier qui disparaîtrait comme livre de sagesse et de raison (2), et avec lui toutes les leçons qui seraient utiles dans la lutte contre une pollution en quoi nous pouvons voir le résultat de nos aliénations, comme dans la recherche d'un nouvel ordre international où chacun, de l'Occident au tiers-monde, s'exprimerait en conservant ce qu'il veut de sa familiarité avec tels ciels et tels sols. Ne nous pressons pas d'introduire dans nos manuels l'invisible, l'anonyme et l'abstrait, et ainsi d'ouvrir les voies, sans contrôle, au déchainement des mots et des mots d'ordre.

En ce temps où s'enfantent — une fois de plus — des programmes scolaires, je vois bien des périls. Que Monsieur et Madame nos ministres, chargés de nos fils, soient géographes, et non des plus légers, n'est pas peu pour me rassurer.

(1) *Espaces et temps*, journal n° 1 de la section technique de l'enseignement technique, octobre 1975.

(2) Au moment de l'écriture de ce feuilleton, je reçois un ouvrage bien propre à illustrer mon propos. Le Dr Alfred Cayla, sous le titre *La géographie humaine de Rougue et des Cévennes* (publication Jacques Pirel, éditions Sorb, Paris, 1975, 112 p., 27 F), présente un recueil de 188 magnifiques photographies, excellentement commentées, où le souci ethnographique n'écarterait nullement la réflexion d'ordre pratique et le souci des problèmes d'aujourd'hui. Je ne puis que recommander chaudement à mes lecteurs ce très beau volume.

LANGUE

La réponse au « Times » d'un franglophobe

LA nouvelle loi qui cherche à protéger la langue ou anglaise, contre l'assaut d'anglicismes toujours plus acharnés dont elle est l'objet ne manquera pas d'alimenter un débat déjà largement ouvert : pour ou contre le français. La prolifération dans le français parlé et écrit d'expressions étrangères — notamment anglo-saxonnes — est-elle inévitable, voire nécessaire, à la saine évolution de la langue, ou n'en marque-t-elle pas plutôt l'abâtardissement et la dégénérescence ?

Déjà, en 1904, Etienne avait tiré la sonnette d'alarme devant les menaces du « seoir atlantique ». Pourquoi, se demandait-il, les Français ont-ils saboté avec enthousiasme, en moins de vingt ans, et continuellement, l'acte de leur langue ? Tout le monde est coupable : la presse et les Marie-Cartel, la radio et l'armée, le gouvernement et la publicité, la grande politique et les intérêts les plus vils... (1)

Voici que le gouvernement se décide à réagir. Encore que l'on puisse se demander si la loi sera, en pratique, applicable (2).

En tant qu'Anglais vivant en France depuis plus de dix ans, je me range inconditionnellement parmi les pourfendeurs du français, ainsi que du côté des défenseurs du français et de l'anglais. Deux belles langues ayant chacune son génie propre, ses avantages, ses subtilités : la première, langue de la précision, de la diplomatie, du raffinement, langue civilisée et spirituelle ; la deuxième, langue des affaires, de la science, langue internationale, pragmatique, mais néanmoins poétique. Deux langues très différentes en somme, malgré leurs nombreuses affinités, qui ont du mal à s'harmoniser — surtout à l'intérieur d'une même phrase.

Les penchants du croisement des langues insistent sur l'enrichissement mutuel, le sang nouveau apporté par la langue étrangère. Il ne s'agit nullement, en effet, de nier l'apport bénéfique de nombreux mots étrangers assimilés par le français au cours des âges, qu'ils soient d'ori-

gine arabe, italienne, espagnole, allemande, russe, etc. Dans l'inventaire : bled, mazzette, sieste, vastais, bistro, home, et bien d'autres. Mais les défenseurs du français s'insurgent contre la mode actuelle qui consiste non seulement à préférer un mot anglais au mot français qui existe bel et bien, et — pis encore — à utiliser le mot étranger à tort et à travers...

Quand on a appris, non sans peine, à démasquer les « faux amis », il est constamment d'entendre les Français utiliser le verbe « réaliser » au sens anglais de « se rendre compte » au lieu du sens français « rendre réel » ; dire « réservation » pour « location », « pratiquement » pour « quasiment », « contrôler » pour « diriger », « diète » pour « régime »... Il est navrant de lire — dans les prochains jours — au lieu de « les jours prochains » ou « ces jours-ci », « changer pour » au lieu d'« échanger contre », à l'invitation — au lieu de « sur l'invitation », et ainsi de suite.

Les adversaires de la « loi Bas »,

pendant, ont trouvé un porte-parole de poids en la personne du chroniqueur-polémiste bien connu du *Times* de Londres, Bernard Levin, qui a récemment consacré un long article, publié en français, dans ce prestigieux journal, pour voler au secours du français, menacé par la nouvelle loi, qu'il qualifie d'« acte de protectionnisme contre la langue de Shakespeare, de Chaucer, de Bunyan, de Dickens et de Byron ».

« La langue française n'est pas la propriété de la France seule, mais du monde entier, et le monde entier aurait pitié si cette langue s'appauvissait », écrit Levin. Or, il n'y a pas de meilleure méthode pour provoquer cet appauvrissement que de fermer les portes de la France au sang nouveau des langues des autres pays. Qu'il soit permis à quelqu'un qui, ayant un pied dans chaque camp, partage l'amour de Bernard Levin et pour la langue de Rabelais et pour celle de Shakespeare de lui répondre — noblesse oblige — dans cette dernière.

To Bernard Levin

I agree with you that it is not only absurd but also impossible to keep a language entirely free from the influence of other languages, or to prevent foreign expressions from creeping in, just as it is intellectual to « forbid » the use of ungrammatical and slang expressions. The definition of a living language as opposed to a dead one, is that it is ever changing and evolving.

Apart from their incalculable debt to Greek and Latin, both English and French have benefited greatly from the inevitable cross-fertilization that has taken place over the centuries. It was, moreover, a two-way traffic: from France to England after the Norman conquest and from England to France after the industrial revolution — some words even making a return journey, like the English word « budget » adopted by French politicians in the nineteenth century, but coming in fact from the old French « bougette », a small bag or case.

No one can find fault with

borrowing from one language by another of words or expressions which do not exist in the original language or which circumscribe a meaning more exactly. Hence the legitimate use in English of « dénouement », « vis-à-vis », « maître d'hôtel », « à la carte », « carte blanche », « nuance », « naïve », « milieu », etc., and in French of « fair play », « gentleman », « dandy », « jeans », « home », « brain drain », « black-out », « sex-appeal » and many sporting or scientific terms which originated in England or the United States.

What the « loi Bas » is attempting to do, although fighting a losing battle, I fear, is to protect the French language from the cultural imperialism at present practised by the Anglo-Saxon, and especially American, world. It stipulates, for example, that all foreign goods sold in France should be presented to the customer, as regards advertising, wrapping, instructions, guarantee, etc., in

French. The same holds true of trade agreements and work contracts signed by French employees joining foreign firms established in France.

Furthermore, this law, which you describe as a « cultural crime », not only seeks to defend the rights of French citizens against the threat of economic exploitation, but also to protect the French language, whose universal importance you so rightly stress, from two dangers which you do not once mention in your article.

The first is the indiscriminate use of anglicisms to replace existing French words, for the sole reason that they are considered more fashionable. What cogent reason can be given for saying « building » instead of « édifice », « show » instead of « spectacle », « poster » instead of « affiche », « self-service » instead of « libre-service », « pull-over » instead of « chandail », « royalty » instead of « redevance », « week-end » instead of « fin de semaine », « living-room » instead of « séjour », « drink » instead of « boisson », and so on, ad infinitum ?

Voici la traduction du texte anglais ci-dessus :

Je suis d'accord avec vous : il est non seulement absurde mais également impossible de préserver totalement une langue de l'influence d'autres langues ou d'éviter l'infiltration d'expressions étrangères, de même qu'il est inefficace d'interdire l'emploi d'argot ou de termes incorrects. Ce qui distingue une langue vivante d'une langue morte, c'est le fait qu'elle évolue et change sans cesse.

Sans parler de leur dette inestimable envers le grec et le latin, l'anglais et le français ont considérablement bénéficié des échanges réciproques qui se sont produits au cours des siècles. Des échanges à double sens, d'ailleurs : de la France vers l'Angleterre après la conquête normande et de l'Angleterre vers la France après la révolution industrielle — certains mots effectuant même un aller-retour. Ainsi, le terme anglais « budget », adopté par les hommes politiques français au dix-neuvième siècle, trouve-t-il son origine dans un

The second, and even less excusable, danger is the misuse of such borrowed words, which is simply a source of amusement for the Englishman in France and a handicap for the Frenchman who wants to learn English. In this category one could quote the following howlers : « talkie-walkie » for « walkie-talkie », « shake-hand » for « handshake », « speaker » (and even « speakerine ») for « announcer », « standing » for « standard », « parking » for « car park », « pressing » for « laundry », « footing » for « jogging », « smoking » for « dinner jacket », « clergyman » for « clerical dress » (as in « je vais mettre mon clergyman »), etc.

Mr. Levin, unless something is done, and done quickly, to stem this tide of ill-digested Anglo-American jargon — and I don't for one minute suggest that legislation such as the « loi Bas » is the answer, although it might conceivably act as a deterrent — there will soon be no French language to speak of. And the world will indeed be the poorer for it.

ALAIN WOODROW.

mot d'ancien français, « boogeme », petite bourse.

Il n'y a rien à redire au fait qu'une langue emprunte à une autre des mots et des expressions qui lui manquent ou qui cernent de façon plus exacte la réalité. Ces mots que l'emploi par les Français des mots suivants est parfaitement légitime : « dénouement », « vis-à-vis », « maître d'hôtel », « à la carte », « carte blanche », « joie de vivre », « naïve », « milieu », etc. De même l'emploi des mots suivants par les Français se défend : « fair play », « gentleman », « dandy », « jeans », « home », « brain drain », « black-out », « sex-appeal », ainsi que de nombreux termes qui appartiennent aux domaines du sport et de la science, et qui sont nés en Angleterre ou aux Etats-Unis.

Ce que vise la « loi Bas » — sans, je le crains, beaucoup de chance d'y parvenir, — c'est à protéger la langue française de l'impérialisme culturel américain, en général, et américain, en particulier. Elle stipule, par exemple,

que toute marchandise étrangère vendue en France doit être présentée au client, dans la publicité, l'emballage, le mode d'emploi, la garantie, etc., en français. Il en va de même pour les contrats de travail signés par les employés français qui entrent dans une entreprise étrangère implantée en France.

Qui plus est, cette loi, que vous qualifiez de « crime culturel », cherche non seulement à défendre les droits des citoyens français contre la menace d'exploitation économique, mais aussi à protéger la langue française, dont vous soutenez, avec raison, la valeur universelle, contre deux dangers dont vous ne soufrez pas dans votre article.

Le premier est l'emploi d'anglicismes au hasard, à la place des mots français qui existent déjà, pour la seule raison qu'ils sont à la mode. Quelle raison valable peut-on avancer pour dire « building » au lieu de « bâtiment », « show » au lieu de « spectacle », « self-service » au lieu de « libre-service », « pull-over » au lieu de « chandail », « royalty » au lieu de « redevance », « week-end » au lieu de « fin de semaine », « living-room » au lieu de « salle de séjour », « drink » au lieu de « boisson », et ainsi de suite ad infinitum ?

La seconde erreur, encore moins pardonnable, est le mauvais emploi des mots empruntés, qui n'est qu'une source d'amusement pour l'Anglais en France et constitue une embûche pour le Français qui veut apprendre l'anglais. Dans cette catégorie, on pourrait citer les bêtises suivantes : « talkie-walkie » pour « walkie-talkie », « shake-hand » pour « handshake », « speaker » (et même « speakerine ») pour « announcer », « standing » pour « standard », « parking » pour « car-park », « pressing » pour « laundry », « footing » pour « jogging », « smoking » pour « dinner jacket », « clergyman » pour « clerical dress » (dans « je vais mettre mon clergyman »), etc.

Non, monsieur Levin, si l'on n'agit pas, et rapidement, pour enrayer cette épidémie de jargon anglo-américain dilué — et je ne pense pas une minute qu'une mesure législative comme la « loi Bas » soit la solution, bien qu'elle puisse peut-être servir de frein — il n'y aura bientôt plus de langue française à défendre. Et le monde sera alors appauvri, sans aucun doute.

SOCIÉTÉ

Deux femmes et le football

« PHENOMENAL FOOTBALL » : c'est le titre d'une pièce jouée actuellement par le Théâtre de l'Unité à la Cartoucherie de Vincennes (le Monde daté 11 et 12 janvier). Après un travail en commun auquel participaient principalement Jacques Livchine et Jacques Bondoux, Hervée de Laffond a écrit le texte. Sans prétendre tout dire ni faire un dossier sur le sujet, les auteurs ont voulu s'emparer d'un thème que le théâtre avait jusqu'ici négligé. De leur propre aveu,

l'expérience fut troublante, « frustrante » dira même Hervée de Laffond, comme l'est le football. Après Vincennes, qu'il quittera le 7 février, le Théâtre de l'Unité promènera son spectacle en province, le doublant, selon son habitude, par une animation de rue sur le thème du sport. Au témoignage d'Hervée de Laffond sur sa « découverte » du football, nous ajoutons celui d'une footballeuse internationale qui a appartenu à l'équipe féminine de Reims. — F. S.

Hervée de Laffond, supporter : ce que j'aime, c'est le public

HERVÉE DE LAFFOND aime et pratique le sport, mais le football restait pour elle une terre inconnue. « J'en étais trois fois exclu, dit-elle, parce que femme, parce qu'appartenant à une classe sociale qui le méprisait, et parce que je suis du Sud-Ouest, où l'on parle plus volontiers de rugby. Aussi, pour moi, ce fut le choc. Le choc des quarante mille personnes réunies en un lieu. Le choc du Parc des Princes illuminé dans la nuit. Le match Leeds-Bayern nous a fait peur. Comprenez-vous ce qui se passait ? Qui le comprend ? Cela reste mystérieux, ce « calisson » où on peut tout déjouer, où tous les espoirs s'expriment. Mais tout cela ne m'empêchait pas les choses, ne me donne pas les raisons d'un pareil engouement. »

Elle réagit en femme de théâtre : « Nous aussi, on fait des choses là où il y a du monde. On a choisi le théâtre populaire avec tout ce que cela implique, avec son langage ordinaire, si quotidien, qui tente de supprimer l'énorme barrière que se perpétue entre le langage parlé et le langage écrit. »

« Le football est un sujet populaire et nous l'avons traité comme tel. Avant la pièce, nous distribuons des crêpes, des sifflets et des casquettes. Ce n'est pas pour demander une participation au public, mais pour obtenir une mise en condition. Et ça marche, comme au stade. Même les gens sérieux, une fois qu'ils ont un objet en main, entrent en transe. Je me pose la question : est-ce qu'ils ne font pas dans un stade ce qu'ils devraient faire dans la rue, pour revendiquer ? Est-ce qu'ils ne sont pas victimes d'une récupération inquiétante ? On le croirait facilement, à entendre les slogans, scandés comme dans un meeting. « Qui c'est le plus fort ?... c'est l'O.M. ! ». Ils crient aussi : « A mort l'arbitre ! », comme si c'était lui le président du club ou de la fédération. — Et vous, au milieu de ce huravari ?

— Moi, je vous l'ai dit, je me sens totalement exclu de cette fête entre hommes, du dernier bastion qui leur reste. S'il y a quelques femmes dans le stade, c'est qu'elles accompagnent leurs hommes. En ce cas, elles apparaissent comme des potiches qui ne ressemblent à rien, à personne et qui ne peuvent rien. Ou alors, on a affaire à la garçonne, celle qui amuse. — En tant qu'actrice, vous êtes-vous sentie concernée par un des aspects du phénomène ?

— Certainement. Prenez la vedette de football, par exemple. C'est un phénomène qui nous tracasse beaucoup en tant que comédiens. Nous aussi nous sommes attirés par l'adulation des foules, par le plaisir de signer des autographes. On y résiste mal. Les footballeurs ont les réactions de n'importe quel comédien, avec, en plus, le sentiment tragique du temps qui passe, l'impression que leur gloire n'aura forcément qu'un temps. Il y en a un qui m'a dit : « Ma femme m'en voudra quand je ne serai plus une vedette. »

— Avec cette découverte, avez-vous soudain aimé le football ?

— Le football, c'est difficile à dire, mais le public... Je ne me lasse pas du public. Mais j'irais aussi à Lourdes ! Un grand rassemblement de foule, cela me fascine et m'inquiète à la fois. Les grandes manifestations politiques existent en moi les mêmes émotions, mais là au moins je sais pourquoi j'y vais. Cependant, il me manque un levier pour trouver les raisons de cette ambiguïté. Le vrai mécanisme des grands rassemblements n'est pas expliqué.

« Je ne puis que constater les faits. Dans un stade, je crie comme tout le monde, je participe. On se parle sans se connaître d'une traversée à l'autre. On vit l'instant parce que l'on sait qu'il ne se reproduira pas. Le suspense se réalise sous vos yeux sans que personne l'ait préparé.

Et puis, surtout, on assiste à une prise de pouvoir continue sur le joueur. Sans avoir l'espoir d'être jamais entendus, les gens hurlent leurs conseils aux joueurs ou les injures, ils racontent le match à leur manière, ils arrangent la sélection — ils auraient mis celui-ci à l'aile et l'autre à l'arrière, il faut changer le goal, — tout cela avec des phrases toutes faites qu'ils ont lues ou entendues quelque part. C'est peut-être pour cette prise de pouvoir qu'ils viennent au stade. »

Betty Goret, joueuse : un plaisir sérieux

BETTY GORET c'est, pourrait-on dire, un enfant de la balle. Mêlée aux gamins de la cité, dans les faubourgs de Saint-Quentin, elle n'avait d'autres loisirs que de participer aux parties de football improvisées. C'est dans la rue qu'elle apprit l'art de la passe et du dribble. Jusqu'à un certain âge. Après quoi son père la voulut respectable et respectée, lui interdisant non seulement les jeux dans la rue mais même la pratique du sport.

Quand, à dix-neuf ans, Betty se sentit en mesure de prendre ses décisions, c'est tout naturellement qu'elle rallia le club de football féminin de Saint-Quentin. Un an après, elle était sollicitée par Reims où se recrutait les meilleures joueuses. Pendant trois ans, elle pratique le football avec le plus grand sérieux, accordant à l'entraînement et à la mise en condition physique toute l'attention nécessaire. Membre de l'équipe de France, elle est allée disputer des matches au Mexique et en Indonésie.

« Être femme et jouer au football ne me paraît pas contradictoire, dit-elle. Pour moi, en tout cas, ça n'a jamais été un problème. Autour de moi, évidemment, les réactions étaient différentes. Pour les voisins, le réveil par une fille. Quant au public, il est souvent gogard. Composé d'hommes en majorité, il met du temps avant de convenir que

l'on sait jouer. De toute façon, nous restons minoritaires et l'on ne rencontre toujours pas de femmes parmi les dirigeants. »

Betty Goret aime aussi jouer au tennis et pratiquer l'athlétisme. « Le sport est un besoin chez moi, explique-t-elle. Même le soir, après le travail, alors que je suis fatiguée, j'apprécie l'envie d'aller courir, de taper dans un ballon. »

Si elle voit mal les femmes s'adonner à la boxe ou au rugby, c'est qu'elle estime qu'elles ne pourraient le faire sérieusement. Et faire les choses sérieusement, c'est tout elle. Voilà pourquoi elle est souvent déçue quand elle assiste à des matches entre joueuses professionnelles « qui se traînent sur le terrain ». Elle préfère certaines rencontres de clubs corporatifs où elle sent que chacun se donne, « sérieusement », mais avec plaisir.

Habitant aujourd'hui à Paris, et pratiquant dans un club de banlieue, elle déplore qu'on n'y travaille pas assez la technique et que, d'une façon générale, les camarades ne fassent pas les sacrifices qu'il faut pour être de bonne footballeuses.

« Tous les sportifs entendaient ce langage... »

Propos recueillis par
FRANÇOIS SIMON.

« Le Tour de la France par deux enfants »

(Suite de la première page.)

Là réside la brave pilote Guillaume qui, naguère, a sauvé l'oncle Frantz et les deux enfants dont la frêle embarcation était le jouet des vagues en furie. Hélas ! le ferme du bonhomme Guillaume a été dévasté par les Prussiens. Il est ruiné. Mais non ! Les 6500 francs sont là. Sauvetage et embrassades générales sous l'œil ému de la Morale. Les Volden et les Guillaume exploiteront en commun la ferme de la Grand'Lande. Et Marie, cinq ans, la plus jeune fille de Guillaume, épouse Julien. « Ils resteront toujours fidèles à ces grandes choses qu'ils ont apprises à aimer : Devoir, Patrie, Humanité. »

Une morale pour le peuple

Ce petit livre a quatre-vingt-neuf ans. Dès 1877, il est vendu à 55 000 exemplaires ; un beau chiffre pour l'époque. A 136 000 l'année suivante, puis 165 000, 340 000, pour arriver aux pointes des années 1880-1910 : 500 000 exemplaires par an. En 1930, le livre a un peu vieilli ; et les écoles, conservatrices, remettent douze ou quinze ans de suite en circulation « leur » cinquantenaire de « Tours de la France ». En 1963, au point le plus bas, Belin en réimprime moins de 1 000 exemplaires (la livre est remis sous presse, avec les photoclichés de l'édition d'origine, tous les ans). Depuis, les ventes ont repris, et la réimpression de cette année porte la mention : 8330 mille. Ce sont des mille d'éditeur sérieux. Plus de 8 millions de « Tours de la France » vendus !

Combien d'enfants de chez nous ont répété, un matin d'octobre, avec une émotion sacrée, ce « Oui, je viens dans son temple... » du pauvre : « Par un épaïs brouillard du mois de septembre... » ? Quarante, cinquante, quatre-vingts millions. Aux belles années de la Troisième République, en tout cas, le ministre de l'Instruction publique pouvait dire à tout moment, en tirant sa montre : « Messieurs, à cette heure, dans quarante mille classes de notre pays, André et Julien viennent d'arriver à Saint-Etienne ». Un « classique », le « Tour de la France » ? Le mot est faible. C'est à la fois notre « Chanson de Roland », notre Bible laïque et notre « Alice au pays des merveilles ». Bien sûr, c'est une France de sucre candi et de gâteaux que parcourent les deux orphelins. Tout le monde il est beau, tout le

monde il est gentil dans cet Hexagone réduit par la violence prussienne à un douloureux pentagone. Seul un ivrogne, un soir, teinte passagèrement de rougeâtre ce rose imperturbable.

Pour le reste, c'est une France telle qu'on la rêve (et qu'on rêve de la faire) dans les allées du pouvoir que découvre André et Julien. Tout ici enseigne et porte bon conseil. « Mes enfants... si pauvre que l'on soit, on peut toujours être propre. L'eau ne manque pas en France... Les chers enfants n'ont rien négligé : ils savent que tout ouvrier doit avoir des certificats en règle... »

Voici nos deux héros au Creusot. Locomotives, hauts fourneaux, laminoirs, machines grandantes. Le petit a peur, et son grand frère le rassure : « Non, petit Julien ; vois, il y a là des enfants qui ne sont pas beaucoup plus âgés que toi ! à huit ans et qui travaillent de tout leur cœur ; mais ils sont obligés de faire attention... Comme ils sont courageux ! »

Un texte « laïcisé »

Dans cette débauche de bons sentiments et de bonnes volontés tendues vers le bien, l'essentiel manque cependant, et si visiblement que c'en est gênant. Nous sommes en 1871, dans une France (celle du livre ou moins) de petits propriétaires campagnards où l'Eglise toute-puissante règne encore sur l'école et sur les cœurs. Nos jeunes héros viennent de Lorraine, terre chrétienne s'il en fut. L'auteur du récit (c'est une femme parfaitement respectable qui se cachait sous le pseudonyme de G. Bruno), avait déjà publié, en 1869, un « Francinet », ruisselant de pieuse morale, et qui fit une belle carrière. Or, rien, jamais, n'apparaît de ces sentiments, de ces croyances, et, en fait, de cette réalité chrétienne de la vieille France dans l'aventure d'André et de Julien. Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

Le texte primitif, celui de 1877, était bien différent de celui que nous pouvons lire aujourd'hui. Nos deux orphelins y faisaient leur prière matin et soir, et personne n'hésitait à invoquer Dieu dans les moments difficiles. C'est sous cette forme, à vrai dire fort discrète pour l'époque, que le livre avait commencé sa carrière. En 1905, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat est votée, dans une atmosphère très anticléricale, et le carac-

tère « bondeusart » du « Tour de la France » suscite même un violent débat à la Chambre des députés.

L'ouvrage était déjà alors le livre de lecture de toutes les écoles de France. L'auteur et l'éditeur furent donc placés devant ce dilemme : rendre leur texte « conforme » à la nouvelle théologie laïque, ou voir le livre « déconstruit » aux instituteurs. En termes plus vifs : choisir entre leurs croyances et leurs profits. Le résultat, nous le connaissons : le texte primitif fut « caviardé » dans les détails les plus infimes, et avec une telle ardeur à brûler ce qu'on avait adoré que le résultat en toucha au ridicule.

« Mon Dieu ! » si banal dont est nécessairement parsemé l'important récit de ce genre fut remplacé par : « Hélas !... », « Quel malheur !... », « Quelle joie !... » Le père des deux garçons n'est plus « au ciel », il est « mort », laquètement. Ce texte plus « une petite croix en fer », forgée par André, qui surmonte sa tombe, mais « une petite plaque en fer » sur laquelle on gravera son nom. Les illustrations elles-mêmes sont « alignées » : la cathédrale de Reims, Notre-Dame de Paris, la Sainte-Chapelle et quelques autres, disparaissent.

Il y a plus tristement drôle : Les enfants arrivent à Lyon. « Devant eux, dans le texte primitif, se dressaient les hautes collines couronnées par les dix-sept forts de Lyon et par l'église de Fourvières, qui dominait la grande cité. » Après l'opération autocensure, Fourvières a disparu de l'horizon lyonnais. Les enfants quittent Marseille. « Du bateau, dans le texte primitif, on put apercevoir long-temps... le clocher de Notre-Dame-de-la-Garde, la ceinture des hautes collines... » Dans le texte « laïque », l'église a disparu.

Les deux textes, celui des « rouges » et celui des « curés » lissent, dans le même temps et bien souvent dans les mêmes villages, les délices contradictoires des élèves et des maîtres. Le second livre était, en fait, le « texte primitif » ne disparaît des catalogues qu'assez récemment. Curieuse et bien instructive histoire ! Et surtout curieuse et fascinant destin que celui de « Le Tour de la France », qui mythifie si durablement la France en mystifiant ses enfants.

JACQUES CELLARD.

* Librairie classique Eugène Belin, 322 p., 15,50 F.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

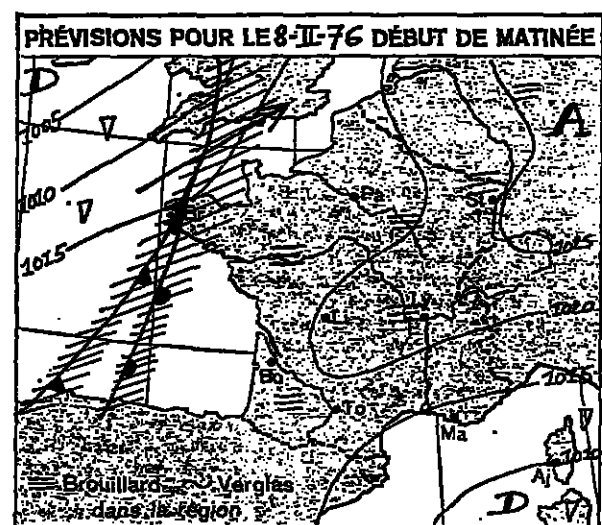


SITUATION LE 7-2-76 A 0 h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 février à 9 heures et le dimanche 8 février à 24 heures :

Les nouvelles perturbations actuellement sur le proche-Atlantique poussent vers le nord-ouest l'ouest de la France avec leurs masses d'air maritime, tandis que l'anticyclone persiste au sud-est de la France, en bordure des hautes pressions d'Europe centrale.

Dimanche, un temps relativement doux persistera le matin de la Manche occidentale aux côtes de l'Atlantique. On notera quelques pluies sur le Bretagne et le Cotentin, tandis que le temps sera très brumeux sur l'Ouest et le Sud-Ouest. Dans la journée, ces pluies et un adoucis-



PRÉVISIONS POUR LE 8-2-76 DÉBUT DE MATINÉE

sement, gagneront les Flandres, l'Ouest du Bassin parisien et le Bordelais.

L'amélioration se poursuivra près de la Méditerranée, où des éclaircies un peu plus belles se développeront. Cependant, quelques pluies intermittentes se produiront probablement sur l'est de la Corse, où les vents ne faibliront que lentement.

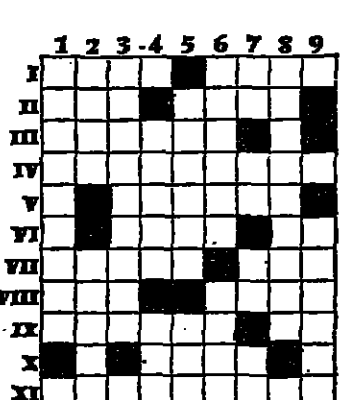
Sur le reste de la France, le temps sera frais, surtout le matin, avec des gelées, assez faibles en général, sauf dans le Nord-Est et le Centre-Est, où elles atteindront -3°C à -5°C. On observera des bruyards ou des nuages bas, mais aussi des éclaircies. Sous ces derniers, on notera une assez bonne amplitude des températures diurnes.

Samedi 7 février, à 7 heures, la pression atmosphérique résulte au niveau de la mer d'être à Paris-Le Bourget, de 1015,8 millibars, soit 762,1 millibars de mercure.

Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 6 février : le second, le minimum de la nuit du 6 au 7 : Albi, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 10 et 10 ; Bordeaux, 11 et 6 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 10 et 3 ; Cherbourg, 8 et 7 ; Clermont-Ferrand, 11 et -3 ; Dijon, 1 et -4 ; Grenoble, 10 et -3 ; Lille, 5 et -3 ; Lyon, 2 et 0 ; Marseille, 19 et 8 ; Nancy, 2 et -4 ; Nantes, 11 et 8 ; Nice, 18 et 11 ; Paris-Le Bourget, 6 et -1 ; Pau, 10 et 9 ; Perpignan, 12 et 10 ; Rennes, 9 et 4 ; Strasbourg, 5 et -3 ; Tours, 13

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1376



HORIZONTALEMENT

I. Garde la chambre ; Tissu précieux. — II. Masculin, féminin, singulier ; Pronom. — III. Accidents fréquents dans la vie d'un musicien. — IV. Peut-être à la veille de prendre une décision. — V. Evoque un café de qualité supérieure. — VI. Se désintéresse des études ; A moitié bête. — VII. Plus conduits ; Formule d'accord. — VIII. D'un auxiliaire ; Nommée pour la forme. — IX. Communes mesures ; Vieux mot. — X. Ne saurait faire défaut en une œuvre achevée. — XI. On ne peut plus commune.

VERTICALEMENT

1. L'oligon représente une partie de leurs moyens d'existence. — 2. Combien en ont fait leur denier ! ; Se montrent hostiles à toute transaction. — 3. Irritante. — 4. Ne fait que passer par Paris ; Lettres d'introduction. — 5. Assurément méconnaissables. En panier ou en bottes, selon les pays. — 6. Résumé collectivement un programme d'évaluation ; Convoit à des débats d'une durée incertaine. — 7. Localité de France ; Prénom épilé ; Restes dont il est malaisé de prévoir l'utilisation ; Ne facilite pas le geste auguste du sursaut. — 8. Ses coups ne paraissent pas toujours. — 9. Très ancien moyen de transport.

Solution du problème n° 1375

Horizontalement
I. Réserviste ; PC. — II. Crème ; Aéral ; Ara. — III. Tel ; Cas ; Lion. — IV. Reus ; Naute ; NO. — V. Eu ; Aka ; Ahan. — VI. Réponse ; Dru. — VII. Vent ; Terme ; Irs. — VIII. La ; TI. — Ragot ; Lie. — IX. Râteau ; Né-ree. — X. Si ; Muni ; Anne ; LO. — XI. Edred ; Nalades. — XII. Orée ; Rues. — XIII. Salas ; Criée ; Ros. — XIV. Eve ; Elbe ; Stars. — XV. Seth ; Messe ; Acte.

Verticalement
1. Actées ; Liseuses (cabinet de lecture). — 2. Regu ; Va ; Id ; Ave. — 3. Reu ; Ré ; Rôle. — 4. EM ; Entameur. — 5. Sec ; Apitades. — 6. Allo ; En ; EM. — 7. Ras ; Entrain ; Clé. — 8. Vél ; Nasseu ; Aires. — 9. Ir ; Erg ; Al ; Ies. — 10. Salut ; Monnaie. — 11. TI. Dendrées. — 12. Lear ; Réco ; Ta. — 13. Al ; Huile ; Sérac. — 14. Prône ; Fiel ; Sort. — 15. Canonise ; Ob ; SSE.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 7 février 1976 :

DES DECRETS :
● Modifiant le code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire ;
● Portant création d'un service d'information et de diffusion ;
● Relatif aux attributions de la direction de la Documentation française.

Edité par le S.A.R.L. le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Imprimerie de la Presse : 5, rue de la Harpe, PARIS-12.
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

مكتبة من الأصول

LETTRES

Libres opinions

ATTENTION, SYNDICAT !

par FRANÇOIS COUPRY (*)

Sous l'effet de quelles poussées souterraines tant d'écrivains parlent-ils d'édition en même temps ? Et finissent-ils même par former un « Syndicat des écrivains de langue française », plein de projets précis, décidés et immenses ? Nous sommes trop dans le bain, trop mouillés, pour analyser l'événement avec une rigueur classique.

Mais d'abord, très naïvement — très rudement — un syndicat, qu'est-ce que c'est ? La réponse semble aller de soi, mais il est politiquement juste d'y revenir. Il apparaît — et ceci étonnera bien des malentendus — que le rôle d'un syndicat n'est pas de renverser un système économique, mais d'en atténuer les contradictions, et finalement, dans une certaine mesure, de le renforcer. L'histoire des syndicats est celle des compromis historiques. Cela posé, un syndicat est un lieu de rassemblement, une habitude d'action collective : il est aussi lieu d'expression des doléances pour ceux que le système de production muselle ; enfin il marque la preuve d'un professionnalisme.

Alors un syndicat d'écrivains ? D'abord, et nettement, il ne peut être question pour lui de remettre en question le système politique et donc la notion d'écrivain. Ce n'est pas son rôle. Mais il peut agir sur les contradictions entre l'écrivain et ce régime social. (Je n'ai pas dit les résoudre toutes !)

Et puis quoi ? L'écrivain, cet animal mythiquement individuel, acharné à la réussite bourgeoise de son nom, de son label, capable d'une manœuvre collective, capable d'oublier ses intérêts trop personnels ? N'y a-t-il pas quelque chose de changé au Royaume ? Mais les écrivains ont-ils besoin de s'exprimer, eux qui passent, paraît-il, leur temps à ça ? Et si les écrivains s'expriment, ils le font rarement sur la plus immédiate de leurs préoccupations : l'existence elle-même de l'écrivain. En s'inscrivant à un syndicat, l'écrivain va-t-il enfin matériellement reconnaître son acte d'écrire comme un métier, un travail ? Souhaitons-le.

Mais attention : d'autres syndicats existent, d'autres associations, qui n'ont eu qu'un rôle vague, informel, trop partiel et souvent fantôme. En tout cas, vu leur peu d'adhérents (ou, au contraire, leurs multiples adhésions reçues uniquement par commodité), ils ne sont pas représentatifs, ne constituent pas des assemblées mûres par des motions précises et concertées. Pour prétendre démontrer quelques contradictions au sein de l'édition, ce nouveau syndicat doit être un regroupement massif.

Et l'appelle les écrivains à se méfier terriblement des pièges qu'on peut leur tendre. Par exemple, l'un des grands projets de ce syndicat est de définir un nouveau code des usages entre éditeurs et auteurs, qui servira de base au contrat et sera discuté entre ce syndicat et celui des éditeurs en présence des pouvoirs publics. Cette proposition de nouveau code à soumettre à « l'autre partie » doit être établie par tous les écrivains qui le désirent dans des commissions ouvertes à tous. Mais le Syndicat des éditeurs, s'il veut ruser et ne pas jouer le jeu de la concertation démocratique, peut, par-dessus la tête des écrivains, se constituer un contre-typage avec la complicité de quelques auteurs agissant au nom d'autres syndicats ou groupements non représentatifs.

Ce samedi 7 février, date de l'assemblée générale du nouveau syndicat et surtout du vote des motions générales et de la définition des tâches des commissions, doit être la journée des états généraux de tous les écrivains et de tous les autres essais de groupements. Il est temps, avant que continue l'histoire, que tous les écrivains, dans un mouvement d'union, fût-il provisoire, ruent et rugissent contre leur actuelle condition et contre l'actuel système d'édition, qui n'est même pas à l'avantage des éditeurs.

(*) Ecrivain, auteur de l'Anti-éditeur, éditions Haillet.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Les dimanches d'Orsay

Ce qu'il reste d'érotisme dans les Epigrammes antiques pour piano à quatre mains de Claude Debussy, ce sont les frémissements des doigts et les croquements de mains inévitables de cette façon trop délaissée de faire de la musique en chambre.

La matière de ces six pièces brèves, Debussy l'a reprise dans une série de petites pages conçues pour accompagner la récitation, en privé, de quelques-uns des tendres poèmes de son ami Pierre Louys, les Chansons de Bilitis ; mais on n'a guère eu l'occasion d'entendre la partition originale pour deux flûtes, oboe et deux harpes, les héritiers du compositeur s'étant longtemps opposés à ce qu'on réécrive en public le long de quels vers leur aïeul avait déposé de la musique. Il est vrai que les jeunes filles de Pierre Louys, Bilitis et Aphrodite, ne déguisent ni leurs sentiments, ni les douces sensations auxquelles elles consacrent le plus clair de leur temps.

Ce sont là des poèmes du soir après lesquels on aimerait prendre du repos, ou approfondir, en tête à tête, ce que recouvrent exactement certains sous-entendus ; aussi, pour justifier tant de propos galants, un dimanche matin, fût-ce à 11 heures, et dans le cadre accueillant du Théâtre d'Orsay, ne fallait-il pas moins que le talent de l'ensemble musical ouvert et la voix fraîche, mi-rouée mi-angélique, de Françoise Bouffard. Auparavant, on avait pu entendre les trois autres Chansons de Bilitis traitées cette fois sous forme de mélodie et non de mélodrame — que Marie-Thérèse Fols a chantées avec une sensibilité troublante et moins d'innocence feinte.

Françoise Penneret, qui l'accompagne, était également la partenaire de Jean-Claude Penneret dans les six Epigrammes antiques par lesquels s'ouvrait le concert. C'est ce jeune et brillant pianiste qu'on retrouvera dimanche prochain, dans les mêmes lieux et à la même heure, pour deux sonates de Haydn et les quatre Impromptus de Schubert. D'autres soirées se succéderont : dimanche 28 mars, tous vont-ils à la peine de renoncer provisoirement à faire la grosse matinée...

GÉRARD CONDÉ.

Electro-acoustiques et médiévales

L'Association pour la collaboration des interprètes et des compositeurs (A.C.I.C.), quant à elle, ne cesse de la prolifération des couleurs et des formes. La musique de Bayle, déjà ancienne (1963), s'établit dans une curieuse dialectique avec l'image, tantôt proche en profondeur, tantôt en opposition aigre. Restée seule, la musique des Trois Rives d'oiseaux (1971) prend son vol, avec un souffle lyrique intense et serré, de plus en plus solitaire et intérieur, culminant dans le merveilleux « oiseau zen », où elle s'ouvre à la philosophie poétique.

Quant à l'Enclume des forces, de Léo Kupper, c'est une page d'abord étonnante, où le « réclame-logotomiste » (Jean-Claude Frison) produit une multitude d'effets d'une virtuosité peu commune à travers tout un complexe d'automates sonores où se voit se mêler à une musique sur bande, mais ces gammes, traits, rythmes, mélodies de bouche, de lettres et de langue sont vite monotones, et l'œuvre conduite avec une certaine fermeté sombre ensuite dans un ennui interminable, malgré ses imprécations au milieu de bombardements électroniques sans grand intérêt. Il faut un autre genre pour paraphraser Antonin Artaud.

JACQUES LONCHAMPT.

Petites nouvelles

Le Théâtre de la Cardabelle présente un spectacle d'interprétation sur le Larzac. Des montons, pas de dragons, du samedi 7 au mercredi 11 février (sauf dimanche), à 20 h. 30, Théâtre du soleil à la Cartoucherie de Vincennes.

Une exposition Berrani se tient au Centre culturel du Marais, 28, rue des Francs-Bourgeois, du 5 au 13 février, à l'occasion des représentations de « Palais d'hiver », qui seront données les 5, 6 et 7 février, à 21 heures, dans le cadre du Théâtre Ouvert et dans une mise en scène de Daniel Mesguich. Le 7 février, à 17 heures, Berrani lira « Paléole ». Le 11, à 21 heures, Jean-Claude Monnet chantera Berrani.

CONCERT DE L'ITINÉRAIRE

L'avant-garde, dit-on, ne fait plus scandale. En réalité, le scandale demeure, il est même plus manifeste que jamais, mais on n'y prête guère attention : il est silencieux. Au lieu de siffler franchement les œuvres de valeur on les applaudit simplement un peu moins.

Ainsi Dawn Now (1972), d'Emmanuel Nunes, un compositeur portugais de trente-quatre ans, qui venait clore un concert de l'itinéraire particulièrement redoutable, a été reçu avec plus de politesse que d'enthousiasme ; pourtant, exception faite, à peine d'Akara (1963), de Xenakis, en début de programme, on se trouvait enfin devant une composition qui n'avait rien à voir avec l'anecdote, assez inspirée et bien réalisée cependant, de Mad-bari de Jean-Louis Florentz (1947), des Tâtonnements, de Joan Guisojoan (1931) ou de la délicatesse néo-romantique de Sclerino. De la nuit, pour piano seul, prend pour point de départ Gaspard de la nuit et ne le lâche pas jusqu'à épuisement des facultés de résignation d'un auditeur tant soit peu exigeant.

Ecrit pour treize vents, Dawn Now, de par sa durée, par la fidélité au système établi dès le départ — des lignes harmoniques évolutives, coupées de traits saillants — possède assez de netteté pour permettre des digressions passagères, des contradictions et des épisodes dramatiques ; mais, en même temps, grâce au jeu des combinaisons de timbres, l'oreille ne se fatigue pas : les couleurs, les mouvements internes varient sans que décroisse la fascination exercée par l'objet sonore.

C'est une pièce assez statique en apparence, qui vit d'elle-même, assume la responsabilité de ses parts pris et ne craint pas de demander un effort à partir du deuxième tiers. Est-ce cela qui a déçu ? D'habitude, il est vrai, l'effort n'est exigé qu'au moment d'applaudir, malgré soi.

* Dawn Now sera retransmis sur France-Musique mercredi 18 février, vers 22 h. 30.

SPORTS

LES XII^e JEUX D'HIVER A INNSBRUCK

La rumeur olympique

Innsbruck. — « La séance de la commission de dopage, présidée par le prince Alex de Mérode, s'est terminée vers 15 heures au village olympique. Tous les contrôles étaient négatifs, de telle sorte que toutes les victoires (11) ont pu être confirmées. » Ce communiqué laconique — publié par l'intermédiaire du chef de presse des XII^e Jeux d'hiver — a mis fin, vendredi 6 février à Innsbruck, aux bruits qui faisaient état de la disqualification imminente d'une concurrente médaille dans une épreuve de patinage de vitesse. Il s'agissait, semble-t-il, d'une erreur technique commise dans la succession des analyses médicales et réparée par une contre-expertise.

La rumeur olympique avait un certain fondement : cette erreur, précisément. Mais la question méritait d'être posée : s'il y a intoxication au ce moment à Innsbruck, n'est-ce pas plutôt au niveau des mass media ? Mille sept cent cinquante journalistes travaillent en des points très délimités de la capitale du Tyrol. Les Jeux olympiques d'hiver ont été, c'est la plus forte concentration de plumes et de micros du monde entier : qu'on le veuille ou non, aucun autre événement, de quelque nature qu'il soit, ne provoque un tel intérêt. C'est un fait.

Des centaines de millions de téléspectateurs se sont, par l'image, volontiers accrochés aux skis de Franz Klammer. Pour ce qui concerne l'Autriche, la télévision nationale consacre la quasi-totalité de ses programmes (six mille neuf cent soixante-dix minutes en douze jours) aux XII^e Jeux d'hiver, et la moindre épreuve — comme on a pu le constater vendredi 6 février lors du 500 mètres dames en patinage de vitesse ou la compétition masculine de bobsleigh à deux — est suivie par des milliers, voire des dizaines de milliers de spectateurs. D'après les statistiques municipales, 60 % des habitants d'Innsbruck font du ski.

De notre envoyé spécial

Le monstre du Loch Ness

Mais voilà : cet intérêt pour les sports d'hiver est inégal selon les pays et se mesure, en réalité, au nombre et à la spécialité des champions nationaux délégués aux Jeux. Dans ces conditions, quel de plus naturel, quand on a le sentiment que le compte rendu exhaustif de la course du biathlon ou le récit détaillé des diverses manches de la lutte féminine n'absorbera pas les lecteurs, que de faire resurgir ce monstre du Loch Ness sportif, le dopage ?

Est-ce à dire qu'il ne faut pas partir de ce lieu de skis et de réponse va de soi, mais il existe une commission médicale du Comité international olympique (C.I.O.), et chaque participant à Innsbruck est sous la surveillance constante de médecins spécialistes. Alors, qui ne fait pas correctement son travail ? La presse, en exagérant peut-être — car, hélas ! elle n'invente rien dans la question du dopage ? Le prince de Mérode ou le corps médical représenté dans la capitale du Tyrol ?

Lors de la soixante-dix-septième session du C.I.O., réunie au début de la semaine, la commission, présidée par le prince de Mérode, a présenté un rapport, notamment sur le problème des transfusions sanguines, évoqué bien avant ces XII^e Jeux d'hiver : seule la vénérable assemblée, dont les travaux ont lieu à huis clos, a eu la connaissance de ce document. Est-ce de cette façon que la presse, et partant le public et les athlètes en exercice et en herbe, seront exactement informés sur la question du dopage ? Le prince de Mérode ou le corps médical représenté dans la capitale du Tyrol ?

MICHEL CASTAING.

(1) Il semble que le terme de victoire ait été employé par erreur, au lieu du mot « résultat » : en effet, les contrôles antidopage aux Jeux d'Innsbruck sont en principe effectués sur les quatre premiers de chaque épreuve, plus trois concurrents tirés au sort.

Les résultats

BIATHLON

1. Kruglov (U.R.S.S.), 1 h. 14 min. 12 sec. ; 2. Kozlov (Finl.), 1 h. 15 min. 54 sec. ; 3. Elizarov (U.R.S.S.), 1 h. 16 min. 5 sec. 97.

HOCKEY SUR GLACE

Groupe A. — R.P.A. bat Pologne, 7 à 4 ; U.R.S.S. bat Etats-Unis, 6 à 2 ; Tchécoslovaquie bat Finlande, 2 à 1.

Groupe B. — Yougoslavie bat Suisse, 6 à 4 ; Roumanie bat Japon, 6 à 1 ; Autriche bat Bulgarie, 6 à 2.

PATINAGE DE VITESSE

300 mètres dames. — 1. Young (C.-U.), 42 sec. 70 ; 2. Vriestrom (Canada), 42 sec. 12 ; 3. Arvola (U.R.S.S.), 42 sec. 17.

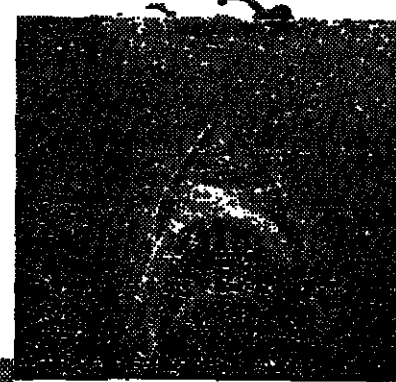
NORMANDIE VO MARIGNAN VO NAPOLEON VF RICHELIEU GAUMONT VF MADELEINE GAUMONT VF HELDEN VF WEPLER PATHE VF USC ODEON VO QUINTETTA VO BONAPARTE VO MAGIC CONVENTION VF BRETAGNE VF USC GODELINS VF GAMBETTA GAUMONT VF LIBERTE VF GAUMONT SUD V

"un cinéma qui s'adresse à tous les publics"

Robert Chazal - FRANCE-SOIR

LES DENTS DE LA MER

RECORD ABSOLU : 309 158 spectateurs (1^{re} semaine à Paris)



INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

62 LST-GERMAIN-BELLE EPINE-THAIS-TRICYCLE-ASHIERES-HOLLYWOOD-CHENIER ANTEL-VILLENEUVE-ST-GEORGES-PALAIS DU PARC-LE PERREUX-ARTEL-ROBIN-GRAND-VILLENEUVE-LE BOUGER-ARTEL-RUEL-LES FLANADES-ARCELLES-JULIS 2-ORSAY

مكتبة من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« UN APRÈS-MIDI DE CHIEN », de Sidney Lumet

Apparemment rien que de très banal. Un fait divers sordide. Trois voyous pénètrent dans une petite banque de Brooklyn, et, sous la menace, obligent le directeur et le personnel à leur remettre le contenu de la caisse. Alertée, la police cerne la banque avant que les malfaiteurs aient pu prendre la fuite. En échange de leurs otages, ceux-ci réclament qu'on mette un avion à leur disposition. Les policiers feignent d'accepter ces exigences, mais finalement les forces de la loi.

En bref

Cinéma

« Le Train rouge »

Ce « documentaire politique » de Peter Ammann, cinéaste de Suisse allemande, a été réalisé en 1972. Il part en flèche avec un train qui transporte, de Suisse en Italie, des courriers italiens rentrant chez eux pour les élections. Ces courriers, qui votent communiste, défilent dans des draps rouges dans le train. On attend quelque chose — un essai sur la vie des travailleurs immigrés en Suisse — qui ne se produit pas ou alors par intermittence. Peter Ammann suit, en effet, les voies des divers montages parallèles, qui sont autant de digressions, pour montrer des scènes de la vie suisse et trois représentations de *Guillaume Tell*, la tragédie de Schiller, en plein air, à Interlaken l'opéra de Rossini à Florence et une version nouvelle montée par une troupe populaire à Cagliari (Sardaigne). On perd de vue le train et le problème de la main-d'œuvre italienne, on se retrouve en plénitude mythologique, sans sans comprendre le sens global de cette construction. Mais le *Train rouge* est peut-être bien un film brechtien.

J. S.

Théâtre

« Deux chaînes »

Madame prête les variétés, monsieur les documents sur la vie des animaux (« c'est plus instructif »). Il est, aussi, fanatique des matches retransmis, et le poète alors se met à hurler, tandis que — les oreilles cassées — elle essaie à grand bruit les couverts du dîner. Chaque soir c'est le même combat, compliqué par l'arrivée automatique d'un couple de voisins venus parce que, « tout de même, le coureur c'est autre chose ». On pourrait peut-être changer de chaîne », devient le refrain lancinant de cette pièce de Pierre de Moustiers. Le mari de la voisine garde le pain rassé et collectionne les noyaux de pêche. La seule chose qu'il fasse avec conviction, c'est bâiller. « Je deviens liquide, et le petit écran m'absorbe comme un havard », dit un des quatre personnages de cette pièce, qui se voudrait peut-être une réflexion sur la place de la télévision dans les familles, mais n'est autre chose qu'un gentil numéro de boulevard entre quatre Français moyens bien fatigués. Le poison rouge dans son aquarium a l'air naturel.

M.-L. B.

* Théâtre de Boulogne-Billancourt, 20 h. 30.

Seul à Paris
M. A. S. H.
en version originale
de
CALYPSO
27, avenue des Ternes - 754-10-08
(Paris 17)

location ouverte

10-25 février
nouveau récital
pauline julien
Brecht + Québec
THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
50, bd Jules-Guesde
location théâtre 243.00.99 - FNAC - agences

Théâtre

« PÈRE », de Strindberg

L'homme qu'August Strindberg place sur scène, dans *Père*, partage le sort commun : il ne tient pas le bras de sa femme vingt-quatre heures sur vingt-quatre, jour après jour.

Dans l'absolu, il ne peut pas savoir qui est le père de son enfant. La femme seule le sait, à moins qu'elle ne balance entre deux, plusieurs pères possibles. Du moins est-elle seule, là encore, à savoir qu'elle balance.

La mari ne sait pas. Sa conviction d'être le père repose sur la confiance, c'est tout. Et l'amour partagé détermine la confiance. Mais la confiance est une arme double, qui peut attirer le couple dans une double solitude.

Strindberg ne dit pas clairement quand l'épouse et le mari de *Père* ont cessé d'être unis. La confiance a-t-elle manqué dès le début du mariage ? Une confiance trop reposée a-t-elle apporté l'inquiétude ? Lorsque la pièce commence, la femme et l'homme sont ennemis.

L'homme s'empare alors de cette évidence : il ne sait pas s'il est le père de Bertha, l'enfant du couple. De cette évidence, il fait une idée fixe. Il se croise à cette obsession, s'y blesse l'âme, au point que sa femme ne va pas avoir de peine à le faire enfermer dans un hôpital psychiatrique.

Nous simplifions là la ligne de cette pièce, qui est très forte, parce que Strindberg ne joue pas : il est lui aussi l'esclave de ce doute. Il le vit intensément, il l'exprime à chaud, par des dialogues crus. Et le labourage de cette obsession extrême, des deux côtés de la charnière, tous les serpents de l'amour partagé ou pas, de la vie partagée des couples. C'est horrible, parce que Strindberg, et surtout son fils, se croise par jalousie, signe des horreurs vraies qui sont le lot de chacun, qui sont toujours debout, dans le noir, derrière la porte.

Il reste pas mal de choses de la pensée de Strindberg dans la présentation qu'en fait Jean Bollery au Théâtre Oblique (la traduction d'Arthur Adamov est belle). Mais la pièce n'est pas là vraiment, sans doute parce que Bollery n'a pas tenu toutes les scènes de l'œuvre dans sa main. Il agit un peu comme un échecron de guespe qui s'attacherait seulement à quelques détails du corps en présence.

Ce spectacle souffre d'un déséquilibre de jeu. Bollery « surjoue » le mari d'une façon d'ailleurs pas toujours bien claire, tandis qu'Elisabeth Tamaris « sousjoue » l'épouse : elle rabâche pas le personnage, elle est floue, elle pose sur l'action d'ensemble une tâche aveugle assez gênante.

MICHEL CURNOUT.

* Théâtre Oblique, 21 heures.

A VILLIERS-LE-BEL (Val-d'Oise)
les 12, 13, 14 et 15 février 1976 à la Salle des Fêtes Marcel-Pagnol

5 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

« LES QUATRE SAISONS »

d'Arnold Wesker

créé par l'Office socio-culturel municipal de Villiers-le-Bel et la troupe du Plein Midi

Reus. et réservations : 890-32-17

LE PALACE

21 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h

LES MUSICIENS, LES ÉMIGRANTS

de Liliane Atlan

mise en scène Fabio Pacchioni

Admirable pièce... dans sa sincérité, dans son inquiétude et sa tendresse, une force si belle qu'elle nous atteint au profond de nous-mêmes.

Gilles Sandier, POLITIQUE NEBDO.

Une des pièces les plus profondément, les plus viscéralement antiracistes qu'il m'ait été donné de voir. Admirablement jouée... Mise en scène tout à fait remarquable.

Pierre Maréchal FRANCE-SOIR

Une mise en scène et une interprétation remarquables.

Michel Curnout LE MONDE

Catherine Sellers, éblouissante.

P. de Paris, QUOTIDIEN DE PARIS.

8, rue du Fg-Montmartre - tél. 770.44.37 - places de 10 à 25 F

LE PALACE

19 h
du mardi au samedi - dimanche 18 h

LAZARE LUI AUSSI RÉVÉLÉ D'ELDORADO

de Jean-Pierre Sarrazac

mise en scène Thierry Bosc

Une langue ferme, traversée de soubresauts, ceux-là même du lyrisme tenu en laisse. Sarrazac écrit, le doute n'est pas permis. Thierry Bosc a mis en scène ce texte avec invention. Olivier Perrier, Lazare, acteur de grande vibration humaine, donne littéralement la parole à son corps.

J.-P. Lénard - L'HUMANITÉ

Sarrazac, par une parabole picaresque, nous fait toucher le sort des travailleurs émigrés. Il y a là comme une épreuve pratique directe d'un empêchement de vivre. Mise en scène très imagée de Thierry Bosc. Bon travail des acteurs.

Michel Curnout - LE MONDE

8, rue du Fg-Montmartre - tél. 770.44.37 - places de 10 à 25 F

BIARRITZ : VO - PUBLICIS CHAMPS ELYSEES VO - BOULMICH VO
LA CLEF VO - GANED VO - REX VO - MIRAMAR VO - MISTRAL VO
CLICHY-PATHE VO - MURAT VO - CAMBODIEN VO

ils avaient 10 minutes pour réussir

AL PACINO dans

UN APRÈS-MIDI DE CHIEN
"DOG DAY AFTERNOON"

STUDIO / Party II - CARREFOUR / Parthé
ARTEL PONT / Nogent s/Marne - PARAMOUNT City - ARGENTÉUIL
PARINOR/Anisy - ULIS/Orsay - DAME BLANCHE / Garges-lès-Gonesse
BOUY / Boussy-St-Antoine

Sténie supplémentaire le samedi après-midi aux :
BIARRITZ - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - BOULMICH - REX

à partir du 11 février

les mal partis

Une histoire d'amour impardonnable !

Un film de JEAN-BAPTISTE ROSSI

**Soyez muflé !
emmenez votre femme
voir**

Après **LES VALSEUSES**

CALMOS

Le nouveau film de BERTRAND BLIER

le film qui remet les choses à leur place



INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 2 AU 6 FEVRIER

Tenue satisfaisante

La semaine écoulée a été plutôt satisfaisante pour la Bourse de Paris. Elle n'avait pourtant pas commencé sous le signe de la hausse. La flambée des pétroles intervenue à la veille du précédent week-end n'ayant pas été suivie d'effet, le marché s'était passablement alourdi durant les deux premières séances. A l'étonnement général, il se ressaisissait pourtant mercredi et accomplissait même le lendemain des progrès notables avant de se redresser vendredi. Si bien que, d'une semaine à l'autre, les cours ont monté en moyenne de près de 1 %, les pétroles tenant à nouveau le haut de l'affiche après avoir été quelque peu affectés. L'indice quotidien de l'INSEE s'est même inscrit à son plus haut niveau de l'année.

Cette petite performance n'a cependant pas été ressentie comme telle. Rien d'étonnant à cela. Tandis que le « piège à capitaux » continuait de fonctionner à Wall Street, le sentiment de défiance à l'égard du franc français (voir d'autre part) poussait les investisseurs étrangers à pour suivre leurs départs. La conjonction de ces deux éléments a rendu le redressement du marché assez peu convaincant aux yeux des opérateurs. L'on se perdait en conjectures autour de la corbeille sur l'origine de cette amélioration, qu'en apparence rien ne justifiait vraiment. Le diagnostic, il est vrai, était difficile à établir : si de nombreux étrangers ont vendu, d'autres en ont acheté.

Interventions des organismes de placement collectif ? Sentiment que la hausse de Wall Street touchait peut-être à sa fin et que Paris, trop pénalisé ces derniers temps, pourrait redevenir un centre d'attraction ? Pourquoi pas. Après tout la France n'est-elle pas le pays d'Europe où la reprise de l'expansion s'affirme avec le plus de netteté ? La dernière enquête du C.N.P.F., rendue publique vendredi, paraît en témoigner une fois de plus. La Bourse, en tout cas, a fait preuve, ces derniers jours, d'une résistance beaucoup plus significative que précédemment. Sans la menace d'une grève des cotations la semaine prochaine, peut-être eût-elle montré plus de ressort si le mouvement revendicatif du personnel de la Compagnie des agents de change se bornait à un « baroud » d'honneur, les prochaines séances devraient nous donner la température exacte du marché. L'or a fait de nouvelles projections. La semaine s'est finalement achevée sur une nouvelle poussée de hausse. Toutes les pertes initiales ont été effacées et même au-delà, le lingot s'établissant à 19 445 F (+ 445 F) et le napoleon à 226 800 F (+ 2 100 F). Le courant d'échanges est resté maigre, tournant journalièrement autour de 8 millions de francs environ.

Aux valeurs étrangères, reprise des mines d'or mais recul des américaines. Les allemandes ont été franchement fermes, les néerlandaises aussi. Etroué irrégulièrement des pétroles internationaux.

ANDRÉ DESSOT.

Agache-Willot envisagerait de reprendre le service de son dividende pour l'exercice 1975. Le montant du coupon pourrait être fixé à 5 F par titre ; le dividende prévu pour Saint-Frères serait de 1,50 F. Il faut rappeler que le chiffre d'affaires consolidé du groupe a représenté l'an passé 2,5 milliards de francs (contre 2,1 milliards de francs en 1974).

Matériel électrique, services publics. Les boursiers se sont faits l'écho d'un accord aux termes duquel Thomson-Brandt prendrait 61 % du capital de la Société française des téléphones Ericsson. L'opération s'effectuerait par rachat de titres à L.-M. Ericsson-Suède (17 %), à C.T.T.-Suède (16 %) et dans le public (15 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Métallurgie, constructions. De Dietrich annonce une progression de 21 % de son chiffre d'affaires à 891,4 millions de francs.

Le bénéfice de la Compagnie des agents de change s'est élevé, en 1975, à 11 111 millions de F (contre 10 111 millions de F en 1974).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

Le chiffre d'affaires consolidé de la C.G.E. s'est élevé, en 1975, à 17 440 millions de F (hors taxes) et 15 367 millions de F en 1974 (+ 13,5 %).

mais encore faiblement sur les prix, les programmes d'investissement n'ont pas été engagés et feront l'objet d'un nouvel examen en mars. A la même époque, le conseil se prononcera sur l'affectation des bénéfices, constitués pour partie par les revenus du portefeuille (dividendes versés par les filiales au titre de l'exercice 1974 pour plus de 200 millions de francs) et le report à nouveau de 118 millions. Au cas où la décision serait prise de rémunérer le capital, rappelons que 18 940 500 actions Rhône-Poulenc sont en circulation et que les actionnaires avaient encaissé 10,50 F net par action au titre de l'exercice 1974.

La filiale américaine de l'Air Liquide, qui est un des plus importants producteurs et distributeurs de gaz industriels sur le Nouveau continent, a réalisé en 1975, contre un gain de 106,8 millions de dollars en 1974, un bénéfice net de 31,2 millions de dollars en progression de 15 %.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

Le bénéfice net de Degremont s'est élevé à 7,04 millions F en 1975 (+ 40 %) et le chiffre d'affaires à 535 millions F (+ 28 %). Le dividende sera porté de 1 F à 10 F. Le carnet de commandes à la fin de 1975 atteint 800 millions F, dont une bonne part à l'exportation. L'équilibre de la filiale Férria, dont les pertes ont pesé lourdement sur les résultats de la maison mère, paraît rétabli.

LE DROIT D'ÊTRE MALADE

M. Francis Bouygues va être opéré très prochainement. Cette nouvelle devrait mettre un terme aux rumeurs qui ont couru autour de la corbeille à l'annonce, mardi 3 février, que M. Bouygues quittait provisoirement, pour raisons de santé, la présidence de la société de travaux publics qu'il a fondée. Cette maladie était qualifiée de « diplomatique », et était réputée servir de paravent à de graves difficultés financières ou même à des pressions émanant de l'État. Mais, assurant sa vengeance contre un ennemi politique. Du coup, le cours de l'action Bouygues a plongé à 10 %, perdant 20 % en huit jours avec des variations très rapides. Certes, la marche de l'entreprise est moins satisfaisante actuellement, les prises de commandes sont plus faibles, et l'affaire des vices de construction de l'ensemble immobilier de la Grande-Borne, à Grzy, édifié par Bouygues, n'a pas arrangé les choses. Certains analystes estiment d'ailleurs que le titre était trop cher. Mais, en un monde où l'incertitude règne en maître, un homme à tout de même le droit d'être malade. P. E.

Valeurs à revenus fixes

ou indexées. La bonne tenue des « Emprunts 4 1/2 % 1973 et 7 % 1973 » a moins retenu l'attention des observateurs que la grande fermeté affichée par les obligations industrielles à 3 % Calsonic nationale de l'énergie qui, ont, vendredi, débordé leurs plus hauts niveaux historiques à 1 273 F. D'après nos estimations — il ne s'agit pas là

d'un chiffre officiel, — les obligations sorties au prochain tirage devraient être remboursées à un prix voisin de 748 F. De ce fait, le coût de l'emprunt contre les risques de pertes par amortissement pourrait être assez élevé.

Trois nouveaux emprunts sont annoncés pour l'année prochaine : Groupement des Grands Magasins et Moyens Populaires (1 081 millions F à 10,80 %), C.M.E.R. (100 millions de F à 10,80 %) et G.M.I.T.E. (227,6 millions F à 10,20 %).

Bâtiment et travaux publics

En dépit du ralentissement de l'économie française, et grâce aux économies d'énergie réalisées dans ses unités modernes de produc-

tion, la Compagnie des agents de change s'est élevée, en 1975, à 11 111 millions de F (contre 10 111 millions de F en 1974).

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Prises de bénéfice

La hausse des cours spéculatifs enregistrée à Wall Street depuis le début de l'année s'est arrêtée cette semaine et a fait place à un repli. L'indice Dow Jones perdait 20,38 points à 954,91, à peu de chose près ce qu'il avait gagné la semaine précédente. Le volume des transactions était resté très élevé, avec 157,5

LONDRES

Repli

La Bourse de Londres a été ébranlée cette semaine par de nombreuses ventes bénéficiaires, qui ont annulé la moitié des gains de la semaine précédente. Mais l'effet de ces ventes a été limité par les effets favorables de la décade continue des taux d'intérêt et du dernier sondage effectué auprès du patronat britannique, dont l'optimisme renaît. Les banques se sont repliées à la suite d'une augmentation de capital de 74 millions de livres décidée par la Lloyd's Bank. Les mines d'or se sont redressées après un recul initial.

Indice du Financial Times : industrielles, 407,7 (contre 417,4) ; fonds d'Etat, 63,94 (contre 65,21) ; mines d'or, 223,2 (contre 215,8).

Cours 30 janv. 6 févr.

	30 janv.	6 févr.
Bovater	194	183
Brit. Petroleum	590	588
Charter	158	150
Courtauld	169	162
De Beers	316	321
Free State Geduld	20 1/2	22
Gl. Univ. Stores	228	227
Imperial Chemical	283	286
Shell	382	394
Vickers	178	161
War Loan	27 7/8	27 1/8

tion, la société des Ciments Français a pu préserver ses résultats, et sera sans doute en mesure de distribuer un dividende analogue au précédent.

Banques, assurances, sociétés

d'investissement

Le litige opposant la C.G.I.I. (filiale du Crédit foncier et immobilier) au Crédit suisse, à propos de l'immeuble « France », situé à Neuilly, est porté devant la cour d'appel d'Amiens. Une solution devrait bientôt intervenir.

6 févr. Diff.

	6 févr.	Diff.
S.C.T.	171	- 2,50
Comp. bancaire	478,20	+ 2,50
C.G.F.	151,20	+ 0,50
Crédit foncier	345	+ 2,50
C.I.C.	148	+ 1,50
Crédit national	144	+ 1,50
Financ. de Paris	190,50	+ 2
Général occid. (1)	179	+ 4,20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. LA CRISE ENTRE PARIS ET MUGADISCIO

— Le président Syoud Barre assure que la Somalie ne veut pas obtenir Djibouti par la force.

3. EUROPE

3. PROCHE-ORIENT

4. ASIE

— L'ancien président Nixon se rendra en Chine en visite privée.

5-6. POLITIQUE

— Les travaux du XXI^e congrès du P.C.F.
— Trois Français sur quatre sont-ils réactionnaires ?

6. AERONAUTIQUE

— L'Europe cartelée.

6. EDUCATION

LE MONDE AUCOURD'HUI

Pages 7 à 14
— Au fil de la semaine : La science et la technique, par Pierre Vianou-Ponté.
— Lettres de Vientiane, par Patrice de Beer.
— La géographie, par Maurice Le Lannou.
— Réponses d'un francophone au « Times », par Alain Woodrow.
— Deux semaines et le football.
— RADIO-TELEVISION Voir des films et ne pas critiquer, par Jacques Steller. Les journaux font recette en temps de crise, par Jean-Maurice Monod. La voix privée de la France à Chypre, par Catherine Guilgon.

15. JUSTICE

— Les poursuites pour fraude fiscale : quatre mois d'emprisonnement infligés à un gérant de société.

15. EQUIPEMENT ET REGIONS

— Les Jeux olympiques d'hiver.

16. LETTRES

— Une libre opinion de François Couperin. Attention, syndicat !

16.18. ARTS ET SPECTACLES

— CINEMA : Un après-midi de chien, de Sydney Lumet.

19. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— ENTREPRISES : la « satisfaction » et la réforme.
— A L'ETRANGER : le chômage diminue aux Etats-Unis, mais augmente en Allemagne fédérale.

20-21. LA SEMAINE FINANCIERE

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (9 à 12)
Annonces classées (20) ; Aujourd'hui (14) ; Carnet (18) ; « Journal officiel » (14) ; Méthode (14) ; Mots croisés (14).

SELON UN DE SES DIRIGEANTS

Lockheed a distribué 15 millions de dollars de commissions en Europe et au Japon

Washington (A.F.P.). — La société Lockheed Aircraft a versé quelque 15 millions de dollars à des fonctionnaires, partis politiques, représentants de sociétés et dirigeants politiques aux Pays-Bas, au Japon, en République fédérale d'Allemagne et en Italie, parce qu'elle considérait que c'était le seul moyen de vendre ses avions, a déclaré vendredi 6 février, au Congrès, l'un de ses dirigeants, M. Kotchian.

M. Kotchian a détaillé comme suit ses paiements à l'étranger : — 12 millions de dollars à des « consultants » au Japon, sur lesquels, a dit le dirigeant de Lockheed, au moins 2 millions de dollars sont allés à des fonctionnaires japonais. La commission du Congrès avait révélé mercredi 4 février que 7 millions de dollars étaient allés à un homme politique d'extrême droite, M. Yoshio Kodama ; — Plus de 1 million de dollars à un « haut fonctionnaire » hollandais pour établir « un climat de bonne volonté » envers Lockheed. Cette personnalité devait initialement recevoir un avion d'affaires, mais le transfert de propriété s'était révélé trop compliqué. M. Kotchian a utilisé à son sujet le terme de « high official », qui signifie, en fait, « titulaire d'une haute fonction » ; — Plus de 2 millions de dollars en Italie, en partie à des partis politiques et en partie à des fonctionnaires pour obtenir un contrat de 80 millions de dollars pour la vente d'avions cargos C-130 Hercules ;

— 8000 dollars à deux partis politiques en Allemagne fédérale dans l'espoir d'une commande du constructeur Lockheed Tristar L-1011.

La Suède et la Turquie ont été également mentionnées au cours de la déposition, faite sous serment, par M. Kotchian. Le gouvernement néerlandais ne dispute pour le moment d'aucun document pouvant amener à demander au procureur général de faire une enquête sur les relations que le prince Bernhard des Pays-Bas, en effet, étroitement associé à plusieurs reprises, à l'affaire des « pots de vin » de Lockheed et de Northrop.

De son côté, le gouvernement japonais n'a pas l'intention pour le moment de prendre des mesures particulières concernant les « pots de vin » versés par Lockheed. Enfin la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa repousse « énergiquement » les accusations.

La Pologne peut livrer à la France d'importantes quantités de pommes de terre indique M. Fourcade

M. Anberger, directeur de la production au ministère de l'Agriculture, a déclaré que les « bons offices » entre le ministère de l'économie et les professionnels de la pomme de terre pour tenter de dénouer les problèmes posés par la taxation des tubercules au détail.

Depuis le 17 janvier, la bintje, pour la qualité courante, doit être vendue au maximum à 0,62 franc le kilo. Cette mesure a été prise pour empêcher la flambée des prix, conséquence d'une très mauvaise récolte de pommes de terre chez les partenaires européens de la France, qui en revanche, n'en avait pas été affectée. Or, depuis l'arrêt de taxation, les pommes de terre se font rares. D'une part, les négociants affirment que les producteurs leur imposent le cours de l'ordre de 0,60 à 0,70 franc le kilo, rendant impossible le respect de la taxation. Aussi, dans le Nord-Pas-de-Calais et dans les Alpes-Maritimes, ils ont décidé, la semaine dernière, de suspendre leurs achats. Les négociants du Nord-Pas-de-Calais ont confirmé vendredi 6 février la poursuite de ce mouvement la semaine suivante. D'autre part, un véritable marché parallèle de la pomme de terre s'est organisé : dans certains points de vente parisiens, la bintje se vend 1,30 franc le kilo et les catégories supérieures, comme la belle de Fontenay ou les 2 francs le kilo.

Dans un communiqué diffusé vendredi 6 février, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Agriculture, a déclaré que « la production réalisée depuis le début de la campagne et les stocks existants sont suffisants pour assurer l'approvisionnement de la France ». Les difficultés d'approvisionnement ne peuvent s'expliquer, selon le ministre, « que par la volonté de certains de refuser la hausse des prix ». Enfin, M. Fourcade a insisté sur le fait que « le gouvernement (polonais) était prêt à vendre à la France d'importantes quantités de pommes de terre terribles dès le mois de mars ».

En Belgique, des agriculteurs ont manifesté pour protester contre les facilités accordées à l'importation dans leur pays de pommes de terre artichauts. Le gouvernement finlandais vient, de son côté, d'imposer une limitation des exportations pour assurer un approvisionnement satisfaisant du marché intérieur.

LA SITUATION EN ANGOLA

La première manifestation hostile au régime s'est déroulée à Luanda

Au cours d'un discours prononcé jeudi soir 5 février à Henrique de Carvalho, dans l'est de l'Angola, M. Lopo do Nascimento, premier ministre de la R.P.A., a déclaré que son pays « ne ferait jamais de difficultés au Zaïre à propos de son accès à la côte » et a promis à la Zambie « que le chemin de fer de Benguela ne constituerait jamais un instrument de chantage ». Le lendemain, l'agence de presse officielle du M.P.L.A. commentant un nouvel accrochage survenu la veille entre les FAPLA et un groupe de mercenaires à proximité de la

frontière avec le Zaïre, s'est interrogée sur la sincérité des récentes déclarations des autorités de Kinshasa concernant l'interdiction du transit des mercenaires au Zaïre.

● A LUSAKA, enfin, un porte-parole de l'UNITA a déclaré que les deux journalistes français de l'agence Gamma, arrêtés il y a trois mois par le mouvement de M. Savimbi, « seraient bientôt rapatriés en France ». Ils auraient été libérés de prison il y a deux semaines.

Correspondance

gouvernement groupe donc qu'il est contre le peuple.

« A bas les réactionnaires au pouvoir » et « faire taire Kadibenguela ».

Le communiqué affirme que le Conseil de la révolution ne reviendra sur aucune de ses décisions.

Cependant, l'écho des combats s'élève sur les fronts nord et sud, on ne signale aucune activité notable, si ce n'est un accrochage près de la frontière du Zaïre avec un groupe de mercenaires, tandis que, selon l'état-major des FAPLA, un autre groupe de six cents mercenaires vient de débarquer à Lobito. Mais les observateurs du mouvement de libération de l'Angola estiment que ce calme prélude à une offensive générale des FAPLA dans le Nord et le Sud.

RENÉ LEFORT.

Les autorités ont estimé nécessaire de réunir d'urgence l'instance suprême de la République populaire, le Conseil de la révolution, pour mettre au point un communiqué publié le soir même.

« La manœuvre est claire, déclare le texte : profiter de la présence à Luanda d'unités étrangères et de nombreux journalistes, pour être convoqués à

Le numéro du « Monde », daté 7 février 1976 a été tiré à 561 820 exemplaires.

A C D E F G H

EXCOMMUNICATION ET CONFESSIONS SIMULEES

« L'Osservatore Romano », sous la plume du Père Gino Conettili, qualifié d'« atterré à la liberté d'autrui » les agissements de trois journalistes du « Quotidien de Paris », qui ont simulé des confessions pour recueillir des réactions et des conseils de la part de confesseurs de la capitale (« le Monde » du 3 février).

D'après le journal du Vatican, ces détectives ont commis « une véritable provocation pour arracher des réponses ambiguës et compromettantes ». L'auteur rappelle que ces reporters se sont automatiquement excommuniés pour avoir violé le secret de la confession. Tel avait déjà été le cas en 1973 de deux reporters italiens qui avaient publié un ouvrage, « Le Sexe du confessionnal », relatant des confessions simulées. La Congrégation pour la doctrine de la foi avait alors publié une déclaration de circonstance excommuniante à tous ceux qui enregistrèrent des confessions vraies ou simulées et tous ceux qui participèrent à l'ouvrage, ses complices. A leur publication, « le Monde » du 25 mars 1973.

Précisons que le droit canon prévoit l'excommunication « ipso facto » de tous ceux qui violent le secret de la confession. Est considéré comme « matériellement » du secret sacramental même « si les conseils donnés en relation avec l'état de conscience ».

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE

Les villes situées autour de Ciudad-de-Guatemala auraient été détruites aux trois quarts

Le bilan provisoire s'établit à plus de sept mille morts

Ciudad-de-Guatemala (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — 7 375 morts, tel était, le 6 février au soir, le bilan de la catastrophe sismique du Guatemala établi par le comité national d'urgence. Et encore ce chiffre ne concerne-t-il que les personnes déjà enterrées dans treize des vingt-deux départements guatémaltèques.

Selon le coordonnateur de l'ONU pour l'aide en cas de catastrophe, les villes situées dans un rayon de 50 à 120 kilomètres autour de Ciudad-de-Guatemala seraient détruites à 70 %, et de nombreux villages seraient entièrement rasés.

Quant à la capitale, on y aurait dénombré cent mille sans-abri, sans compter les innombrables personnes qui n'ont plus vu dans leurs maisons, pourtant intactes. La terre continue, en effet, à trembler. Le 6 février au soir, soit deux jours et demi après la catastrophe, on en était à trois cent soixante-dix « répliques », dont certaines violentes. L'une d'entre elles aurait même atteint une magnitude voisine de 6. Ces secousses répétées sont d'autant plus dangereuses qu'une bonne partie des habitations, même dans la capitale, sont construites en adobe (boue séchée au soleil) et bois, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux ébranlements du sol et que les immeubles en dur ont été soulevés et endommagés par la secousse principale. Chaque « réplique » déclenche des scènes de panique, en particulier parmi les blessés soignés dans les hôpitaux.

La situation économique est critique dans tout le pays : la voie ferrée qui relie Ciudad-de-Guatemala à Puerto-Barrios sur la mer des Antilles, et qui assurait 65 % du trafic import-export du pays, a été coupée en de nombreux endroits. On pense déjà qu'il faudra trois mois pour la rétablir : de nombreux ponts devront, en effet, être reconstruits. Le Congrès guatémaltèque a voté un décret instituant l'état de calamité, ce qui donne pouvoir au ministre de la défense, président du comité national d'urgence, de contrôler toute l'activité du pays pendant une période de trente jours. Déjà l'ordre a été donné de brûler les cadavres de façon à lutter plus efficacement contre les risques d'épidémies.

Le gouvernement essaie de rétablir les services essentiels à nouveau interrompus par une violente « réplique » survenue le 6 février. Les fonctionnaires ont reçu l'ordre d'aller à leur travail samedi et dimanche. Des experts doivent commencer, ce 7 février, à évaluer les dommages subis par les constructions. Les écoles resteront fermées jusqu'à ce que leur solidité ait pu être déterminée.

Selon de toutes premières estimations, une somme d'un milliard 10 millions de dollars serait nécessaire pour réparer pendant les six prochains mois les dégâts survenus dans la seule capitale du pays.

Les secours

● L'Organisation mondiale de la santé a envoyé un premier secours de 100 000 dollars.

● Les sociétés de Croix-Rouge de douze pays du monde occidental ont déjà promis une somme totale de 1 million de francs suisses (1,72 million de francs français).

— L'UNICEF a promis 175 000 dollars.

● L'ambassade du Guatemala à Paris reçoit les dons par chèques à l'ordre du Fonds de secours du Guatemala (73, rue de Courcelles, 75008 Paris, ou Société générale, agence F, 76-78 rue de Courcelles).

● Le Secours populaire français renouvelle son appel en faveur des sinistrés du Guatemala. Adresser les dons au S.P.F., 9, rue Froissart, 75003 Paris, soit par chèque bancaire, soit par chèque postal (C.C.P. 6540 Paris) avec la mention « Pour les sinistrés du Guatemala ».

● La Croix-Rouge française reçoit les dons, 17, rue Quentin-Bauchart, 75394 Paris Cedex 08, soit par chèque bancaire, soit par chèque postal (C.C.P. 6600 Paris), en précisant « Guatemala ».

● L'Association du corps mondial de secours envoie une équipe de volontaires spécialistes à l'aide des sinistrés du Guatemala. Elle reçoit les dons : 128, rue du Faubourg-Poissonnière, 75008 Paris ; téléphone 874-60-15 ; C.C.P. 33331, 31 LA SOURCE.

● M. Jacques Papinski, instituteur à Homécourt, a été hospitalisé d'urgence vendredi 6 février, dans la nuit, à la suite d'un syncope. M. Papinski en était à son quatre-vingtième jour de grève de la faim, pour obtenir sa réinsertion dans l'enseignement.

● M. Edwin Zdzov, vice-consul yougoslave à Francfort, a été assassiné samedi matin 7 février dans son garage. Les auteurs du crime seraient des ressortissants yougoslaves, estiment les enquêteurs. — (A.F.P.)

(Publicité)

ON DEMANDE REPRESENTANT

ou distributeur sous-ventés pour hommes Sige et maillots de bain haute fantasia. France, Belgique et Hollande, introduit auprès clientèle premier choix. Ecr. à : Wong-Avda. José Antonio, 761, Barcelona-13 (Espagne) ou prendre contact au Stand A-6 du SIREM.

BÈGUES

Vous pouvez retrouver la parole normale à tout âge

Ecrire Pr. M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 BORDEAUX.

هكذا من الأصل